



RAPPORT

Modes de vie en Auvergne- Rhône-Alpes à l'horizon 2050

NOVEMBRE 2023



Le CESER en quelques mots...

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional, appelé CESER est issu de la loi de 1972 portant création des Régions.

Assemblée consultative, il s'agit de la deuxième institution régionale, formant avec le Conseil régional « LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES »

Le CESER a pour principale mission d'informer et d'éclairer le conseil régional sur les enjeux et conséquences économiques, sociales et environnementales des politiques régionales, et de contribuer au suivi et à l'évaluation des politiques publiques.

L'assemblée du CESER Auvergne-Rhône-Alpes compte 190 conseillers issus de 4 collèges, représentant :

- Les entreprises et activités professionnelles non salariées
- Les organisations syndicales de salariés
- Des organismes et des associations
- Des personnalités qualifiées (choisies et nommées par le Préfet de région).

Proposés par leur organisme d'origine et nommés par le Préfet pour un mandat de 6 ans, ils constituent la société civile organisée.

Le CESER émet des avis (saisines), des contributions (autosaisines), et intervient dans de nombreux domaines tels que l'emploi, l'innovation, la transition énergétique, la formation, la recherche, le sport, les finances, ou tout autre thème sur lesquels il lui semble opportun de se prononcer.

Le CESER Auvergne-Rhône-Alpes puise sa force dans les valeurs de la diversité, de l'écoute et de l'échange. Cette richesse lui permet de rendre des avis décisifs, fruit d'un travail collectif.



Préambule

Dans un monde instable, envisager des possibles, des futuribles, est un exercice difficile pour lequel il est néanmoins important de consacrer de l'énergie et du temps. Cela nécessite de la connaissance, de la méthode et de constituer un groupe de personnes, expertes ou non, issues d'horizons différents. En cela, le CESER, assemblée représentant la société civile organisée, est un lieu particulièrement adapté pour conduire ce type de travaux.

La loi 3DS¹ donne compétence aux CESER pour produire des réflexions en matière de prospective territoriale régionale. Grâce à sa section Prospective, notre CESER est organisé pour cela depuis 2007. Les travaux présentés ici sur « modes de vie en Auvergne-Rhône-Alpes à l'horizon 2050 », en témoignent.

Ils sont le reflet de la capacité de la société civile organisée à construire une réflexion, à élaborer des scénarios contrastés. Ce rapport n'est pas une fin en soi mais une contribution aux perspectives d'avenir pour le territoire régional en identifiant les différents leviers qu'il est possible d'activer, notamment au sein des politiques publiques pour viser tel ou tel scénario.

Antoine QUADRINI, Président du CESER Auvergne-Rhône-Alpes

¹ Loi n°2022-217 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

RAPPORT
2023-23



**Président de la
Section Prospective**
M. Jean-Pierre CLAVERANNE



SOMMAIRE

Introduction	7
Modes de vie et système prospectif.....	18
Le système prospectif des modes de vie à l'horizon 2050 en Auvergne-Rhône-Alpes.....	20
Les scénarios de contexte	32
Remarques générales.	32
▶ Les scénarios	32
▶ Les variables-pivots	32
▶ Le nom du scénario	32
▶ Le cadre général des variables de contexte	33
▶ Dialogue pour construire des scénarios contrastés (une réalité contrastée nourrie d'ambivalences).....	33
▶ Le climat, une méta-variable	33
Six scénarios de contexte.....	34
▶ SCÉNARIO 1 : La Tour de Babel	35
▶ SCÉNARIO 2 : La coopération domine le monde.....	36
▶ SCÉNARIO 3 : Le monde fracturé.....	38
▶ SCÉNARIO 4 : Le monde choisit la contrainte	39
▶ SCÉNARIO 5 : Mieux qu'en vrai, la vie digitale est bien plus belle.....	40
▶ SCÉNARIO 6 : Identitaire avant tout.....	42
Les scénarios de territoire	44
Remarques générales.	44
Quatre scénarios de territoire	45
▶ SCÉNARIO 1 : La dysociété "Chacun son monde"	46
▶ SCÉNARIO 2 : La société fertilisée « Tous pour un, un pour tous ».....	51
▶ SCÉNARIO 3 : Le paradis artificiel « Des vie parallèles »	56
▶ SCÉNARIO 4 : Un nouveau pacte social « La cohésion d'abord »	61

La mise en perspective des scénarios de territoire 66

Mise en perspective des scénarios de territoire par rapport aux scénarios de contexte66

Mise en perspective par rapport aux différents leviers mobilisés dans les scénarios68

Conclusion 74

Bibliographie 78

Contributeurs 82

Déclaration des groupes 84

Contacts..... 91



SOMMAIRE



Introduction

« L'avenir appartient à ceux qui ont une longue mémoire ».

Nietzsche

« Demain ne sera pas comme hier.
Il sera nouveau et il dépendra de nous ;
demain est moins à découvrir qu'à inventer ».

Gaston BERGER, « L'idée d'avenir »,



Un contexte de ruptures

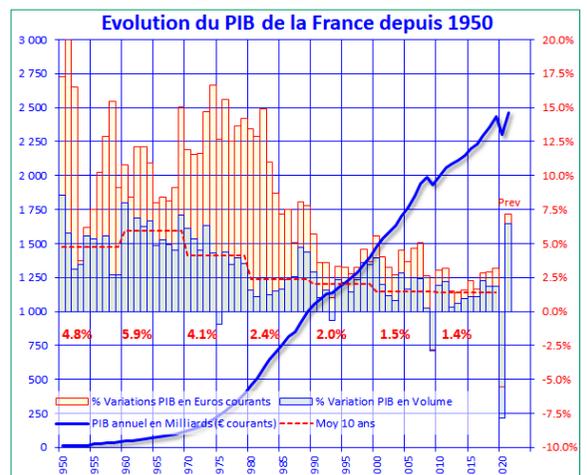
Les années 1980/2000 se sont déroulées dans le regret des trente glorieuses achevées avec le choc pétrolier et l'espérance partagée de leur retour malgré les Cassandres (Club de Rome, 1968, Club de Budapest, 1993 et autres) qui dès 1970 annonçaient la fin de l'énergie gratuite et les limites de la croissance à laquelle croyaient, nouveau veau d'or, citoyens, syndicats et gouvernements pour résoudre tous les problèmes.

Le toujours plus était le mot d'ordre que promettaient les candidats aux élections et qu'attendaient les électeurs. Les courbes du PIB montrent un taux de croissance de plus de 5 % jusqu'aux années 70 et une décroissance régulière jusqu'aux années 95.

À la fin du siècle passé, la croissance semble revenue ou à tout le moins sa baisse interrompue.

Avec près de 550 000 emplois supplémentaires et un recul de 428 000 demandeurs d'emploi de catégorie 1, l'année 2000 dépasse les résultats positifs des trois années antérieures.

La croissance économique, supérieure à celle de l'année 1999 (+3,3 % contre +3 %), est principalement à l'origine de ces résultats. L'industrie redevient créatrice d'emplois après 10 années successives de suppression. La construction dépasse les bons résultats de 1999 et le tertiaire continue d'assurer le plus gros des créations.



L'inflation à deux chiffres des années 80 avait été vaincue, la BCE créée en 1998 avait pour mission de la juguler à 2 %.

Les dernières années du siècle, le déficit budgétaire était passé de 3 % à 5%, les guerres sur les autres continents continuaient à faire la Une des journaux télévisés quelques jours avant de passer à autre chose (c'était tellement loin que personne ne se sentait concerné), le chômage important autour de 9 % n'était un problème que pour ceux qui le vivaient. Pour les autres, c'était au plus un sujet de conversation.

L'économie mondiale était sortie en 1999 du creux conjoncturel dans lequel elle s'était dangereusement engagée en 1998. Le réveil de l'activité en Europe occidentale avait, par ailleurs, permis de mieux asseoir une croissance mondiale qui ne reposait plus en 1998 que sur le moteur américain. La mondialisation des chaînes de production avait dessiné une nouvelle division du travail à l'échelle mondiale et déplacé la production de masse en Asie et particulièrement en Chine.

L'idée de progrès toujours prégnante laissait à penser, à la lumière des innovations qui se succédaient, des jours meilleurs pour demain.

L'internet balbutiant qui avait remplacé en France le minitel annonçait, pour ceux qui disposaient d'un ordinateur, la possibilité de pouvoir discuter avec le monde entier conformément à ce qu'avait imaginé le romancier BARJAVEL dans un petit film qui avait fait long feu tant ce qui était présenté était inimaginable (un autoradio dans la voiture, un téléphone portable permettant de passer des appels mais aussi de voir l'interlocuteur sur l'écran). Chaque année amenait de nouveaux progrès, dans les investigations que permettaient l'usage.



Dans le domaine de la **Santé**, l'échographe inventé dans les années 50 faisait désormais partie de la trousse à outils des médecins comme le scanner et l'échographie. Les progrès de l'anesthésie couplés à la chirurgie non invasive permettaient d'opérer à ventre fermé et de ressortir de l'hôpital dès le lendemain. Les durées d'hospitalisation fondaient comme neige au soleil. Même le cancer qui touchait de nombreuses personnes commençait à être mieux connu et ces nouvelles connaissances permettaient de mettre en œuvre des politiques de dépistage et de prévention. Les progrès des médicaments antalgiques faisaient reculer la douleur de jour en jour. La Sécurité Sociale permettait à la majeure partie des habitants de profiter de toutes ces découvertes.

Conséquences du développement des soins, des mesures d'hygiène, des nouveaux modes de vie, de l'amélioration de l'alimentation, l'espérance de vie ne cessait d'augmenter un trimestre par an, un an tous les quatre ans.

On lisait çà et là que des nouvelles pilules amélioreraient ces scores. Certaines, même, étaient censées retarder le vieillissement.

La publicité mettait en exergue, ces couples de jeunes retraités, le teint bronzé commençant une nouvelle vie à un âge où leurs parents et grands-parents avaient disparu.

La crise de la fertilité due à des facteurs physiologiques mais également psychologiques, (éco-anxiété, ...) sont des éléments nouveaux de la démographie de nos sociétés.



Pour la **Jeunesse**, la démocratisation de l'accès au Bac, la promesse de 80 % d'une génération entrant à l'université laissait espérer de nouveaux cycles générationnels. Aux grands-parents paysans dans l'après-guerre, avaient succédé des enfants ouvriers ou employés, qui en cette fin de 20ème siècle, imaginaient leurs enfants techniciens supérieurs voire cadres oubliant là aussi la loi de la diagonale qui disait le contraire.

Une économie de services et de cols blancs remplaçait peu à peu les vieilles usines devenues des friches immobilières transformées en refuges artistiques.

La voiture, bénéficiant d'une énergie bon marché, s'était démocratisée dans les années 60 et était devenue indispensable du fait de ce nouveau mode de vie qu'imposait l'habitat dispersé. En cette fin de siècle, la deuxième voiture était une nécessité pour faire face aux exigences du travail de plus en plus centralisé dans les grandes villes et aux besoins liés aux enfants et aux loisirs.

Les commémorations des guerres de 14/18 et de 39/45 semblaient anachroniques. La paix régnait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural pour reprendre une formule célèbre. Les anciens pays de l'Est avaient substitué à l'économie des soviets, l'économie libérale des pays voisins. Même si la guerre des Balkans dès 1991 était déjà une alerte notable peu prise en compte.



L'**Agriculture** triomphante n'avait cessé de remplacer la main d'œuvre par des machines de plus en plus performantes.

Depuis 1945, le monde agricole en France voyait la diminution considérable de la petite paysannerie de subsistance et l'avènement des fermes modernes gérées par des paysans-agriculteurs, cultivateurs, éleveurs que l'Administration française nomme les exploitants agricoles.

En 2019, l'INSEE recensait 400 000 agriculteurs et 250 000 ouvriers agricoles en France, représentant un peu plus de 2 % de la population active, alors que leur nombre était évalué à respectivement 1,6 million et 310 000 en 1982. Cette diminution de la part des actifs agricoles dans la population active française est encore plus saisissante lorsqu'observée depuis 1945, où leur nombre était évalué à 10 millions.

Aucun autre secteur économique n'a connu une régression d'emplois aussi massive.

Celle-ci est directement liée à la mécanisation, à l'emploi d'engrais de synthèse, qui a conduit à une hausse importante de la productivité et à une concentration des terres au sein de quelques grandes fermes d'exploitations agricoles.

La modernisation agricole changeait la composition du bourg, du village, provoquant un exode rural important voire une désertification régulière des campagnes, en particulier dans la « diagonale du vide » au profit des villes.

Les petites fermes familiales laissent la place à des fermes beaucoup plus grandes tandis que l'agriculture de subsistance est remplacée par une agriculture modernisée liée à l'industrie agroalimentaire. Certains explorent toutefois d'autres voies dans une agriculture biologique liée ou pas au tourisme rural.

La révolution dans les technologies et dans les emplois de l'agriculture au bureau, de l'industrie aux services, la réformation dans la formation, passage du Certificat d'Études au Bac et enfin la révolution des mœurs, ont accompagné et favorisé une révolution du fait de la conjonction de **4 éléments** :

①

Le progrès scientifique qui apporte presque simultanément une contraception facile avec la pilule contraceptive, le stérilet et des moyens d'avorter médicalement avec un minimum de risques ; quelques années plus tard, l'arrivée de la pilule abortive permettra encore des conditions meilleures.

②

L'arrivée en grand nombre d'adolescents et de jeunes adultes (les « baby-boomer ») qui n'acceptent pas les valeurs existantes et ne reconnaissent plus l'autorité des hommes politiques vieillissants alors en place à ce moment. Ces jeunes, nombreux et décomplexés, imposent une « culture de jeunesse » parfois insolente et ambitieuse mais presque toujours créative et adaptée à cette nouvelle période d'avancée rapide.

③

Le déclin rapide de l'influence de la religion rend possible la remise en cause de la morale traditionnelle. La culpabilité n'est plus le verrou divin, la volonté de jouir sans (ou avec un minimum) d'entraves anime joyeusement les débats publics. C'est la renaissance d'une certaine idéologie hédoniste.

④

Les nouvelles lois concernant l'avortement et la contraception (en 1975) légalisent ces nouvelles pratiques qui se répandent rapidement comme un raz-de-marée. Depuis cette même année, l'adultère n'est plus considéré par la loi comme un délit.

L'effondrement du taux de fécondité, les nouvelles inégalités, les recompositions familiales, le statut de la femme dans le couple et en particulier l'accès progressif des femmes à l'égalité et à la dignité du sujet, sa reconnaissance comme interlocutrice de l'homme, comme sujet à part entière, seront au cœur de cette révolution.

Parallèlement, loin de la misère économique et culturelle que l'on observe dans certains quartiers de banlieue (les cités), une nouvelle génération active, celle d'une partie des jeunes adultes de cette fin du 20^{ème} siècle est en train d'éclorre. Certes, encore minoritaire en France, cette classe sociale en plein essor regroupe des jeunes cadres diplômés, des artistes, des intermittents du spectacle, des enseignants, des professions libérales et sont rejoints par de plus en plus de jeunes moins chanceux qui souhaitent devenir maître de leur destin.

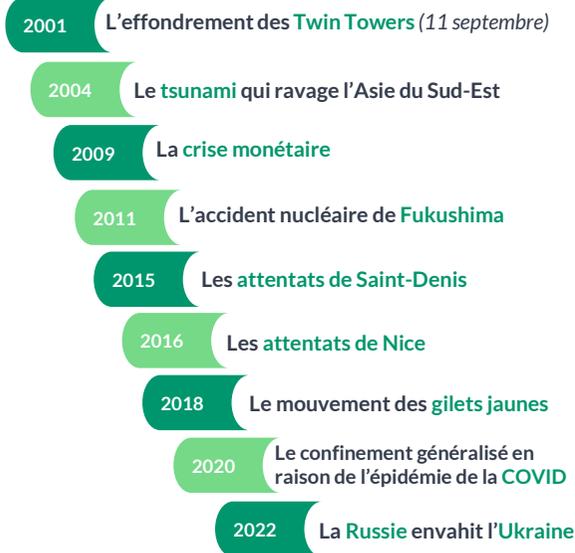
Excepté le bug informatique annoncé pour le 1^{er} janvier 2000 (qui n'aura jamais lieu) avec ses références à l'an mille, l'avenir s'annonçait radieux, la croissance revenue, dans un monde prospère avec une France métamorphosée où les services triomphants seraient le nouveau ferment de la nouvelle ère.



Les illusions perdues

C'est peu dire que le 21^{ème} siècle ne va pas tenir ses promesses à tout le moins dans l'idée de progrès. Divers éléments vont, comme un bruit de fond, obscurcir le sentiment de chacun.

Il suffit pour s'en convaincre de faire un **petit retour en arrière**.



La pandémie qui s'est abattue sur le monde en l'espace de quelques semaines et mis quasiment à l'arrêt une grande partie de l'économie mondiale, a surpris tout un chacun par sa brutalité, son ampleur et sa vitesse de propagation. La sidération, qui en a résulté, a été autant liée à son effet de surprise dans un monde et une époque que l'on croyait sous contrôle à l'abri de la science et de la technologie qu'à ses effets d'impact.

Passés les premiers moments de sidération, la plupart des pays constatant leur impuissance liée à leur impréparation pour y faire face, applique une médication que l'humanité a pratiqué depuis des siècles, le confinement des populations dont le premier objet était de lutter contre la diffusion du virus limitant la circulation de la population. Ce moment de sidération pendant lequel l'économie a été stoppée, va conduire à des prises de conscience sur la vie, le travail, la famille, les modes de vie et de faire et entraîner des changements profonds dans les comportements.

Comme si tout ceci n'était pas suffisant, le 24 février 2022 a lieu le début de l'invasion russe. L'idée collective qu'il fallait ranger les guerres en Europe au rang des mauvais souvenirs est battue en brèche par une opération spéciale que nos politiques non seulement en France mais aussi en Europe n'ont jamais imaginé malgré tous les signaux d'alerte.



5h48, Moscou. Vladimir **POUTINE**, assis derrière son bureau en bois, annonce lors d'une allocution à la télévision le début de l'invasion russe : « j'ai pris la décision d'une opération militaire spéciale », dit-il froidement. Les mots sont forts, le débit rapide et le visage grave. Il dénonce la « dénazification de l'Ukraine » et le « génocide » orchestré par le pouvoir ukrainien contre les séparatistes prorusses dans le Donbass, à l'Est du pays.

Pour clore ce début de 21^{ème} siècle, revenait à la surface de la conscience collective, **divers faits** qui devenaient chaque jour un peu plus prégnants et qui pourtant n'étaient pas nouveaux mais qui saturaient les espaces de communication et de pensée :

Début du 21 ^{ème} siècle	Épuisement des ressources naturelles
	Pollution de l'air
	Baisse drastique de la biodiversité
	Disparition des zones humides
	Augmentation des périodes de sécheresse
	Altérations de la ressource en eau
	Fonte des glaciers
	Montées des eaux des océans
	Sécheresses
	Inondations

Tout ceci fait que nous éprouvons en effet, en ce début de 21^{ème} siècle, quelle que soit notre place dans la société, un **grand malaise** comme le dit si bien **GODET** devant :

① Une **réalité que nous avons du mal à définir et à qualifier** née d'un monde que nous avons construit et qui nous échappe chaque jour un peu plus et semble ne pouvoir plus perdurer.

② Une **réalité qui nous angoisse souvent et qui nous oppresse parfois**, tant il nous semble que tout s'emballer, que tout change que rien n'est plus comme avant dans nos modes de vie, dans notre vie familiale.

③ Une **réalité que nous avons du mal à comprendre** et dans laquelle nous avons du mal à nous projeter tant tout semble basculer comme un château de cartes.

Mais parce que la complexité de ce monde ne peut se résumer qu'à l'analyse d'un seul point de vue, son contraire nous pousse à dire que nous vivons globalement une réalité plutôt excitante au sens où Tout est ouvert :

- ➔ soit pour choisir de vivre ces prochaines décennies la fin d'un monde obsolète qui n'en finit pas de mourir,
- ➔ soit de participer à la création d'un monde nouveau et plus durable.

Et pour peu que l'on veuille bien s'en donner la peine on peut voir poindre des **bonnes nouvelles**.

⊕[⊕] La **première bonne nouvelle**, c'est qu'un monde nouveau se prépare : il est en marche et si nous ne savons pas nous y préparer, et mieux encore en être les acteurs, si nous refusons les profonds changements en cours, nous disparaîtrons selon les lois darwiniennes de sélection et de différenciation des espèces. Mais nous connaissons les leviers pour ne pas contribuer à cette disparition du monde, la prise de conscience de la jeunesse en est la preuve la plus éclatante.

⊕[⊕] La **deuxième bonne nouvelle**, c'est que nous sommes à l'aube d'une troisième vague d'innovations indubitablement aussi forte que les deux précédentes et qu'il va falloir tout changer si nous voulons vivre dans une société durable.

Il va falloir changer nos habitudes, nos comportements, nos organisations et relocaliser les productions que la mondialisation avait fait fuir au loin à la recherche de bas coûts de production.

Il y aura certainement des résistances à ces changements. Les acteurs les plus puissants, les administrations, les entreprises et les syndicats, les groupes de pression ne manqueront pas de bonnes raisons de s'y opposer au nom des règlements des positions de marché et des acquis sociaux ou tout simplement à cause de considérations économiques et sociales légitimes.

⊕[⊕] La **troisième bonne nouvelle** est que le territoire est le lieu spécifique qui doit permettre la mise en œuvre de ce changement. La nouvelle donne énergétique et la nécessité de faire advenir une société plus durable sont porteuses de contraintes pour tous mais aussi d'opportunités pour ceux qui sauront innover et répondre à des enjeux qui ne sont pas seulement ceux du marché mais ceux de la planète.

La conséquence de tous ces éléments va agir comme des « perturbateurs du faire ensemble » à l'échelle des populations. A partir des risques et des opportunités, **plusieurs scénarios** peuvent s'imaginer.

Un monde instable qui bifurque : demain ne sera pas comme hier

Le monde dans lequel nous vivons est un monde de plus en plus instable où les chocs se font de plus en plus fréquents et de plus en plus importants : chocs liés aux innovations qui se succèdent de plus en plus vite, chocs révélés pendant et à la suite de l'épidémie de la Covid, chocs géopolitiques dont la guerre en Ukraine n'est qu'un témoin parmi tant d'autres, pour peu que l'on veuille bien y regarder de plus près, chocs climatiques et écologiques.

Par-delà les sécheresses, les cyclones, les inondations et les rapports du GIEC qui ponctuent au quotidien les informations que nous recevons, force est de constater que nos institutions comme nos modes de vie se transforment eux aussi sans que nous en ayons toujours pleinement conscience : qu'ils s'agissent de l'école, de la vie démocratique, de la famille ou plus largement notre façon de vivre ensemble, comme si tous ces éléments n'étaient plus les mêmes que ceux d'hier.

Une nouvelle réalité étrange, inhabituelle et surprenante, semble se développer sous nos yeux, une réalité faite d'incertain et de complexe s'invitant dans notre quotidien. Depuis la fin des trente glorieuses, rien ne semble continuer comme avant : tout bifurque au sens où nous l'enseigne la théorie du chaos selon laquelle le chemin du développement d'un système connaît un changement rapide et non envisagé. Nous vivons dans une ère de bifurcation, où s'opère une transformation fondamentale de notre monde, une rupture.²

Au plan de la géopolitique, la carte du monde ne cesse de se métamorphoser. Le barycentre qui s'était déplacé de l'Europe vers les Etats-Unis, semble à nouveau prendre le large vers la Chine et plus largement l'Asie du Sud-Est. Quid de la prochaine étape ?

Le concept de complexité dans la science, les interconnexions dans les disciplines, qu'il s'agisse de sciences dures ou molles, s'ajoutant ou se superposant aux interconnexions que l'on perçoit de plus en plus entre l'humanité et la planète font exploser les paradigmes anciens centrés sur les évolutions linéaires et déterministes.

² Ervin LASZLO, « Le virage global et l'évolution de la conscience, in prospective d'un monde en mutation », sous la direction de Carine DARIGUEPEY, L'harmattan, Essais et Recherches, 215p.

Le concept de matrice est devenu l'élément clef au service de la Recherche de Compréhension de ce changement multiforme qui touche également nos modes de pensée de vivre, nos valeurs et nos croyances comme sont concernés nos modes de produire de consommer ou de se distraire.

Et pourtant nombreuses sont les évolutions qui ne sont pas nouvelles tant elles s'inscrivent même dans le temps long. On exagère à tort le temps court alors que les changements prennent tous leurs effets sur le temps long.

Les évolutions liées à la surexploitation de la planète ne datent pas d'aujourd'hui, Elles avaient été anticipées dès les années 60 par le Club de Rome qui réunissait :

- 
- ▷ des scientifiques,
 - ▷ des économistes,
 - ▷ des fonctionnaires nationaux et internationaux,
 - ▷ ainsi que des industriels de cinquante-deux pays, préoccupés des problèmes complexes auxquels devaient faire face déjà toutes les sociétés.

Le rapport Meadow « The limits to growth » publié à la demande du Club, à l'apogée de la période dite des trente glorieuses, période de croissance sans précédent dans les pays développés laissait penser que celle-ci était sans limite imaginable. Le concept de croissance zéro que ce rapport ne préconisait pas, fut néanmoins une des idées fondatrices de l'écologie politique.³

Pour les organisations, pour les institutions, comme pour les collectivités et ceux qui y travaillent, ce qui est aujourd'hui sera, ne sera plus ou sera différent. Ce quel que soit le futur, du fait de la révolution numérique qui change les règles du jeu des secteurs qu'elle envahit les uns après les autres, de la révolution « socio-économique » qui se met en marche dont nous ne voyons que les balbutiements mais qui nous interdit en raison des intrications des différents éléments de les penser séparément.

Ces flux de changement quels que soient leur intensité, bouleversent nos pratiques et habitudes, chamboulent nos organisations, nos modes de penser, remettent en cause nos modes de vie personnels et collectifs, nos modes de déplacements, nos loisirs, nos habitats, nos emplois jusqu'à interroger les territoires dans lesquels nous vivons.

En arrière-plan de ces mutations quotidiennes, est en train de naître sous nos yeux, signant la fin d'une économie fondée uniquement sur les énergies fossiles, un nouveau monde structuré par les énergies renouvelables et l'internet des objets. Ce nouveau monde charrie avec lui cette destruction créatrice qui réduit à néant ceux qui n'ont pas su ou pu s'adapter, bouleverse les situations acquises en même temps qu'elle propulse en avant les nouveaux venus porteurs de ces innovations.

Selon le rapport du GIEC, le choc climatique d'un réchauffement supérieur à 1,5° C surviendra si nous n'inversons pas la tendance avant 2030. Si l'idée d'écologie divise, les 3/4 des Français pensent désormais que le réchauffement climatique est une menace sérieuse.



L'économie mondiale, comme l'ont été avant elle la science et l'art, dominée par des conglomerats aux ramifications disséminées, aux chiffres d'affaires supérieurs à de nombreux budgets d'états, se joue désormais de plus en plus des frontières étatiques, se déploie dans de nouveaux horizons en dehors de ceux du Vieux Monde auquel nous étions habitués et qui ne cesse de nous interroger.

Face à ces turbulences, ces raz de marée et ces révolutions, il existe une multitude de comportements, allant de la :



³ À la suite de ce rapport, le Club de Rome adoptait un programme d'actions thématiques autour des cinq points suivants :

- Plan d'action d'urgence pour la planète,
- Recadrer l'économie,
- Repenser la finance,
- Faire émerger une nouvelle civilisation grâce à la révolution humaine,
- Donner le leadership à la jeunesse et favoriser les dialogues intergénérationnels pour façonner l'avenir.

Ce plan d'actions restera lettre morte.

Face à cette accélération du changement auquel nous assistons, nous sommes contraints comme le disait Gaston BERGER, non seulement de nous poser des problèmes imprévus mais encore d'inventer des méthodes originales pour les aborder.

Le monde change mais les problèmes demeurent. L'homme a tendance à répéter les mêmes choses et à mettre toujours autant de temps pour passer de la réflexion à l'action. On peut mettre en perspective la dernière COP 21 et les travaux du Club de Rome dans les années 70.

Chaque génération a tendance à surestimer les mutations qu'elle décèle. On peut reprendre à cet effet les écrits de PLATON sur la jeunesse ou ceux plus récents de notre grand historien de la Révolution française, Jules MICHELET qui disait avoir vécu en une génération plus de changements que son père et son grand père réunis.

On ne peut imaginer ces futurs possibles sans questionner en même temps le devenir de notre société et de notre environnement, notre rapport au travail et plus largement nos modes de vie sur nos territoires.

On sous-estime toujours les inerties. Les changements demandent du temps et il est inutile de « trépigner pour les faire advenir ». On croit souvent que la technologie sera capable de résoudre nos problèmes en oubliant que l'homme est au début et à la fin. Que ce qui nous anime, ce ne sont pas les moyens mais les fins. L'important n'est pas de faire en fonction de ce que l'on a, mais de faire en fonction des fins que l'on poursuit au sein de la création en évitant de s'en faire congédier et d'éviter la **malédiction de René CHAR** :



« Combien durera ce manque de l'homme mourant au centre de la création parce que la création l'a congédié ? ».

En miroir, la volonté de ne pas se laisser déposséder du futur

La prospective, **POURQUOI ?**

C'est dans cette volonté de ne pas se laisser déposséder de notre futur que le CESER organise depuis 15 ans des travaux ayant pour objet la Prospective en Auvergne Rhône-Alpes avec la collaboration de l'INSEE, non pour prévoir précisément ce que sera la région, dans quel environnement elle va évoluer, ni comment

nous allons y vivre mais pour tenter d'imaginer, face à un futur mystérieux où tout peut arriver, le bien comme le mal, le bon comme le mauvais, des futurs possibles parmi des milliers possibles.

Les résultats obtenus pointent davantage des questions d'enjeux qu'il faudra traiter collectivement que des réponses « toutes faites » que serait l'affirmation de certitudes qui pourraient avoir le mérite de « rassurer » mais pas d'imaginer et de tracer des perspectives.

C'est dans ce sentiment d'inachevé et d'incomplétude où chacun prend conscience que malgré ses efforts beaucoup de choses restent obscures et des contradictions subsistent, que se situe la richesse de la Prospective dans sa volonté de s'essayer à la complexité et d'y faire face, de produire des visions exploratoires, empreintes à la fois d'utopies et de dystopies, d'espé-

PROSPECTIVE

Avant d'être une méthode ou une discipline, la Prospective est « une attitude, un regard que l'on jette sur le passé, un projet que l'on forme pour l'avenir ».

Gaston BERGER³

rances et de frustrations et de les porter au débat.⁴ En introduisant vers la fin des années 50, le concept de Prospective (Prospection et Perspective) BERGER a l'ambition de forger, une nouvelle vision du futur, une nouvelle attitude face à l'avenir et de nouvelles méthodes pour appréhender l'accélération des mutations (BERGER dit changements) que connaît la Société dans les années 50 après deux guerres mondiales.



Cette approche s'inscrit dans l'insatisfaction ressentie liée à l'utilisation des méthodes de prévision ou de planification pour aborder les changements et dans la nécessité de regarder au loin afin d'éviter d'entrer dans l'avenir à reculons comme l'écrivait Paul VALERY. Parler de prospective sans entrer dans le détail des méthodes n'est pas simple -elle n'est ni une science, ni une discipline scientifique- dans un monde qui pense avoir les moyens de tout contrôler, de tout régir, de tout prévoir même si la dernière pandémie et la guerre en Ukraine ont ébranlé nombre de certitudes :

- ⚡ la mise en œuvre de l'isolement, vieille pratique pluri-centenaire pour y faire face,
- ⚡ la croyance ou la certitude que la guerre était impossible en Europe.

⁴ Gaston BERGER est un Industriel, Philosophe et Administrateur français, connu principalement pour ses études sur Husserl et pour ses travaux sur la caractérologie. Il est aussi le père de la Prospective dont il a inventé le nom.

QUOI ?

Parler de prospective et non de prévision nécessite, si l'on veut éviter de la définir uniquement par la négative, de faire un petit détour en philosophie, afin d'aborder ce qui l'a fondée et ce qui la fonde toujours, dans ses racines les plus profondes : un exercice de phénoménologie, « une attitude » qui ne peut se ramener à la simple mise en œuvre d'une technique sophistiquée réservée à des initiés qui disposeraient du manuel d'utilisation.

QUI ?

Si l'on veut saisir ce qu'est la Prospective, au-delà des techniques, il faut revenir à celui qui l'a inventée ou plutôt formalisée à savoir Gaston BERGER, Entrepreneur, Haut-Fonctionnaire, mais aussi Philosophe appartenant à l'école de la phénoménologie, une école philosophique centrée sur l'étude de phénomènes dont la structure se base sur l'analyse directe de l'expérience vécue par un sujet. « On cherche le sens de l'expérience à travers les yeux d'un sujet qui rend compte de cette expérience dans un entretien ou dans un rapport écrit ».

La **phénoménologie** appartient pour partie au paradigme constructiviste qui suggère une vision du monde selon laquelle la réalité n'existe pas sui-generis, tant elle est contingente et liée pour partie aux lunettes avec lesquelles on regarde le réel pour la faire advenir.

On comprend aisément comment toute modification des composantes du référent entraîne immédiatement d'autres représentations du réel. D'où la nécessité de confronter au travers de nos différents référents, les différentes réalités que nous construisons pour élaborer des hypothèses sur l'évolution des variables.

Un autre aspect sur lequel se fonde la Prospective est l'attitude de l'homme face à son devenir, attitude dont il faut se saisir car la prospective, dans son invention française s'il en est, s'inscrit dans une évolution de la pensée humaine, que l'on peut résumer pour faire simple en **trois périodes** :

Période 1

LA FATALITÉ

Période avant le siècle des lumières dans laquelle l'homme n'a pas de prise sur le futur et donc la seule façon de connaître le futur est la divination

Période 2

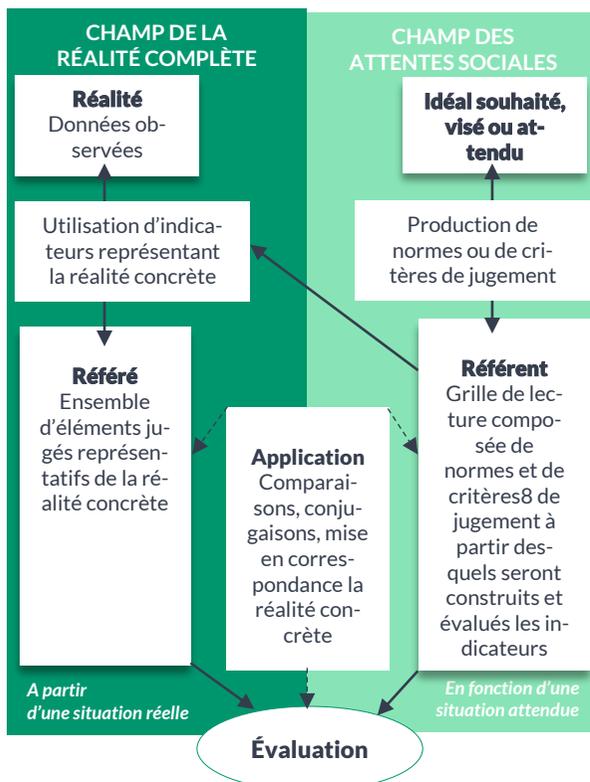
LE DÉTERMINISME

Pour Laplace, le père du déterminisme universel tout se réduit à une série de causes et d'effets et l'avenir est le résultat déterminé par cette série de causes et d'effets

Période 3

L'INCERTITUDE

Période dans laquelle nous vivons où cet avenir n'est pas déterminé mais le résultat de réponses animées par des principes de responsabilité et d'espérance



BERGER qui s'inscrit dans l'incertitude tire de ces prémisses **plusieurs principes** :

- ▶ L'avenir est domaine de liberté, le futur comme le passé n'est pas connaissable, le récit sur l'histoire est encore l'application d'un filtre sur des événements, et le changement de filtre amène l'écriture d'une nouvelle histoire.
- ▶ Il en est de même en ce qui concerne le futur que l'on peut approcher seulement par un arbre aux ramifications innombrables dont nous ne pouvons faire l'inventaire. Les parcours, que l'on peut faire au milieu de ces ramifications, vont permettre de dessiner au plan théorique des futurs considérés comme « imaginables » et d'autres comme « inimaginables. ».
- ▶ L'avenir est domaine de volonté. Le corollaire de ce premier principe est que puisque l'avenir est domaine de liberté alors il est aussi domaine de volonté : puisqu'il n'est pas surdéterminé, il dépend de nous et il nous invite donc à agir, à anticiper, à imaginer des futurs possibles et impossibles « souhaitables » et « insouhaitables ».
- ▶ Si l'on accepte ces prémisses, alors l'éthique de la responsabilité s'impose et cette éthique a sa traduction dans la nécessité d'essayer de penser l'avenir, d'aider à la décision en donnant des pistes parmi des milliers de pistes qui s'offrent aux décideurs.

La prospective, COMMENT ?

Plusieurs éléments caractérisent la Prospective :

- ▶ Elle nécessite l'examen d'avenirs lointains, afin de mieux anticiper les changements rapides.
- ▶ Elle permet à l'homme de s'interroger sur les conséquences éventuelles des nouvelles technologies qu'il crée et qui lui procurent des pouvoirs nouveaux (Berger, 1967) afin d'en rester maître.
- ▶ Plus que les autres méthodes de recherche sur le futur, elle se libère de l'attitude purement contemplative pour aider davantage à l'action.

Bertrand DE JOUVENEL (1903-1987) et ses disciples voient dans les recherches sur le futur, dans une démarche résolument anti-fataliste, une possibilité de donner une nouvelle liberté d'imaginer et d'œuvrer pour l'avenir, donc de donner à l'homme une nouvelle citoyenneté pour pouvoir participer à la construction des futurs possibles (des futurs possibles) et en choisir le plus souhaitable.

Pierre MASSE insiste sur le caractère anti-hazard de l'évolution et des événements futurs. Il donne une importance particulière à l'analyse du phénomène afin de dégager les faits porteurs d'avenir.

La prospective n'est pas une science et elle n'a jamais prétendu l'être. Elle poursuit **deux objectifs** :

L'amener à voir loin large, de privilégier le qualitatif malgré l'exigence croissante d'opérationnalisation de ses outils

Donner toute sa place à l'homme dans son environnement, afin qu'il se sente acteur de son devenir

On croit souvent que la technologie sera capable de résoudre nos problèmes en oubliant que l'homme est au début et à la fin. Que ce qui nous anime, ce ne sont pas les moyens mais les fins. L'important n'est pas de faire en fonction de ce que l'on a mais de faire en fonction des envies que l'on a et de tout faire pour réaliser ces envies.

Parallèlement à notre questionnement, nous avons identifié au cours de nos travaux antérieurs des attitudes permettant d'éviter des erreurs ou tout au moins d'en prendre conscience et de chercher à les atténuer.

La première des choses à faire est de **se poser les bonnes questions**. Au contraire du paradigme dominant, les questions ne se posent pas d'elles-mêmes, elles n'existent pas d'elles-mêmes. Et là encore, il est bon d'être à plusieurs comme le dit BERGER pour partager les interrogations, pour multiplier les focales d'observation pour essayer de faire parler le réel et le futur en l'occurrence sur la base de questions prenant en compte des référents différents.

En ces périodes de zapping et d'instantanéité de nos modes de vie (combien de fois avons-nous regardé notre téléphone depuis une heure ? Depuis ce matin ?), il est bon de se remettre en mémoire « combien le soleil et la lumière participent à l'existence de l'ombre ». La focalisation incessante sur tel ou tel fait, chassé immédiatement par tel ou tel autre nous empêche de voir le long trend de l'histoire, les grandes modifications qui s'opèrent sous nos yeux et que nous découvrons tout d'un coup comme impensables, inimaginables, d'où la nécessité de voir loin dans le passé comme dans le futur, pour sortir de l'écume des choses et de multiples interactions à prendre en compte.

Éviter l'illusion d'une variable montée en épingle en laissant le contexte inchangé, cela peut faire penser à une histoire racontée par Philippe DURANCE où un auteur imaginait en 1900 ce que serait la nourriture en 2000 sous forme de pilules. Il dessinait une table bourgeoise dressée façon 1900, avec des hommes et des femmes habillés en époque et un maître d'hôtel en habit et gants blancs portant sur un plateau d'argent les fameuses pilules de nourriture. C'est ce qui aurait pu nous arriver si nous avions traité l'usine du futur sans la mettre en contexte avec ses environnements, sans prendre en compte la vie des hommes et des femmes, sans réfléchir sur les modes d'organisation possibles ou considérés aujourd'hui comme impossibles, sans englober dans la réflexion les politiques publiques et les institutions dans lesquelles elle se fabriquent.

Ce refus de voir est souvent le produit de l'idéologie dominante, on n'écoute pas le marginal ou plus fréquemment celui qui est différent de nous, celui ou celle qui ne pense pas comme nous. La prospective implique l'humilité et la conviction qu'il y a plus d'intelligence, plus de perspicacité, dans plusieurs paires d'yeux que dans une seule.

Refuser le mimétisme.



A la question « pourquoi avez-vous dit cela ? », le mimétisme nous fait répondre « parce que tout le monde pense comme cela ». Efforçons-nous de nous affranchir de la pensée des autres.

Enfin, pensons à ce que nous disait un jour GODET, entre l'anticipation et l'action, pensons à l'appropriation nécessaire pour mobiliser les hommes et les femmes et donner du sens à l'action.

De la nécessité d'être plusieurs :



Cette collégialité était une des conditions nécessaires édictée par Gaston BERGER pour faire de la Prospective : « pour dépasser les vues étroites des spécialistes et décrire d'une manière complète une situation éloignée dans l'avenir, rien ne vaut le colloque entre les hommes d'expérience, ayant des formations et des responsabilités différentes.

Il ne convient pas d'imaginer ici une sorte de super spécialiste qui serait chargé de réunir les informations recueillies par diverses équipées de statisticiens ou de chercheurs. Il faut que les hommes se rencontrent et non que les chiffres s'additionnent ou se compensent automatiquement. Les documents agiront à travers ceux qui en seront nourris et qui pourront en livrer le sens. Et de cette confrontation entre les vues personnelles d'hommes compétents se dégagera une vision commune qui ne sera pas de confusion mais de complémentarité ».⁵

Malgré toutes ses incomplétudes, malgré les frustrations éprouvées, malgré les insatisfactions de ne pas avoir tout dit, le mérite et la force de la prospective sont de mettre la tête du chercheur à l'envers et sens dessus-dessous en changeant ses focales d'observation. Le passé rassurant qui n'est plus, le présent l'insaisissable présent, le futur par essence inconnu dans le but de voir autrement pour penser et agir différemment.

C'est peut-être aussi pour cela que la prospective permet un regard original sur tel ou tel point du programme de recherche, par l'expression plurielle, colorée et riche de la confrontation des points de vue. La discussion, la confrontation et la diversité des membres réunis dans un laboratoire de recherche permettent d'accéder à cette quête de la transversalité tant recherchée et dernier graal de nos sociétés enfermées dans la verticalité produite par la science moderne.

⁵ Gaston BERGER, « L'attitude prospective ».

Le rapport du CESER s'organisera en **quatre parties** :

PARTIE 1

Elle abordera la notion de modes de vie et détaillera le système prospectif choisi pour les aborder.

PARTIE 2

Elle présentera les scénarios de contexte élaborés par la Section.

PARTIE 3

Elle sera consacrée aux quatre scénarios de territoire, chacun de ces scénarios sera illustré d'une historiette permettant d'incarner le scénario à travers un ou plusieurs personnages, une situation concrète mais fictive. Les scénarios se veulent exclusifs les uns des autres et contrastés.

PARTIE 4

Elle mettra en perspective les scénarios de territoire, d'abord par rapport aux scénarios de contexte et ensuite par rapport aux différents leviers mobilisés dans chaque scénario, notamment au regard des politiques publiques.



01

Modes de vie et système prospectif

Sans le nommer explicitement, la Section Prospective a mis au centre de ses travaux depuis 2007, de façon directe ou indirecte, le mode de vie et les modes de vie des habitants et habitantes de notre région au travers d'un prisme particulier, élément du mode de vie, qu'il s'agisse de la montagne, de l'usine nouvelle, des villes moyennes, de la mobilité.

Dans cette nouvelle étude, la Section Prospective inverse la problématique en partant du concept de mode de vie pour le décliner dans diverses de ses composantes et observer leurs interactions dans l'espace de temps qu'offre la réflexion prospective.

Pour autant, l'objet de la Section reste le même.



L'individu qui nous intéresse est toujours un individu total qui n'est pas né d'hier et qui est porteur d'une « histoire » et de projets qui agissent sur ses comportements présents.

Cet individu inscrit dans son temps est aussi dans un quotidien caractérisé par une succession de séquences ordonnées de mobilités, d'activités de temps et de présence dans un lieu.



Le quotidien de l'individu est fait de multiples activités liées à la sphère du travail, des loisirs, de la vie familiale, de déplacements quotidiens ou de migrations internationales.



- Qu'apporte ce concept de mode de vie ?
- En quoi est-il plus englobant ?
- Plus pertinent pour la compréhension de ce qui se passe sur un territoire, un groupe de personnes voire une personne ?
- En quoi ce concept peut-il être utile en cette période de changements majeurs ?
- En quoi et comment permet-il en creux de mobiliser une population sur un territoire donné ?

Le mode de vie est un concept complexe, familier dans son usage, flou dans son contenu, plus facile à définir en compréhension qu'en extension en ce qu'il englobe les manières dont les individus structurent ou sont amenés à structurer leurs conditions de vie. C'est un concept-clé pour embrasser les comportements et les évolutions sociales dans un contexte où tout bifurque du fait de mutations économiques, sociologiques, psychologiques ou environnementales.

Tantôt on l'emploie **au singulier** comme une référence méta-sociologique, concaténation de déclinaisons microsociologiques, comme l'état de ce qui caractérise une société dans son ensemble (« le way of life américain ») ou au contraire, au pluriel comme la déclinaison d'éventail des possibles : modes de vies qualifiant dans ce cas des groupes sociaux particuliers (les jeunes, ...).

Par sa complexité, il « tangente » ou il intersecte **nombre de concepts voisins** avec lesquels il ne se confond pas : **genres de vie, styles de vie, cadres de vie, conditions de vie, vie quotidienne.**

Le genre de vie

Il renvoie à la notion d'écosystème et au rôle déterminant qu'aurait l'environnement dans l'explication des différences entre les peuples. Ce concept a été colonisé par différentes idéologies dans des sens diamétralement opposés. Il est réservé aujourd'hui en anthropologie à la description des sociétés anciennes.

La notion de style de vie

Elle rend compte de la latitude de choix de l'individu dans ses capacités d'arbitrage que caractérisent les pratiques qu'il s'est constitué et qu'il met en œuvre à travers les opportunités qui se présentent à lui et qui dépendent en grande partie de sa position sociale et qui caractérisent sa position dans l'ordre social.

Le cadre de vie

Il correspond au milieu physique et humain dans lequel évolue un individu ou un groupe d'individus. Il se compose de l'environnement naturel et bâti, traite la question du logement, de l'emploi, des commerces et services, des offres de mobilité, des loisirs et aborde également des aspects plus immatériels comme l'environnement social, économique, culturel, politique... Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres éléments peuvent être considérés comme faisant partie du cadre de vie d'un citoyen.

La notion de vie quotidienne

La notion de vie quotidienne (ou de quotidien, de vie de tous les jours ou encore de vie courante) est caractérisée par des habitudes répétitives de travail et de déplacements, tels que la consommation (faire les courses, manger et boire), les loisirs, les soins personnels, les activités sociales et culturelles, les visites chez le médecin ou le sommeil.

Le contact imprévu et détendu dans le cercle des voisins, des collègues et des amis est considéré comme faisant partie de la vie quotidienne.

Le mode de vie comme les modes de vie est à la fois la cause et la conséquence de ces différentes pratiques dans lesquelles interagissent au-delà des déterminants socio-économiques, nos angoisses et nos désirs, nos gratifications et nos frustrations, nos succès et nos échecs, notre intime confronté à celui des autres dans la famille ou en dehors, dans nos actions comme dans nos réflexions.

Le mode de vie comme les modes de vie s'inscrit de façon tangentielle dans tous nos domaines de vie, de la structure familiale aux lieux de travail, de nos modes de déplacement jusqu'aux superstructures idéologiques institutionnelles voire internationales.

Le mode de vie comme les modes de vie intègrent dans leur complexité un ensemble de normes qu'intériorisent et auxquels se conforment les individus d'une société.

Comme on le voit à partir de ces exemples, nous avons navigué dans nos travaux entre le singulier et le pluriel même si in fine, nous traitons davantage du pluriel que du singulier.

Les modes de vies sont plus précisément au cœur des travaux qui font l'originalité de notre CESER. Représentant de la Société Civile organisée, ses travaux sont le fruit de l'existence des modes de vie de ses membres à quelque organisation qu'ils appartiennent et de leur confrontation.

Les modes de vie orientent et sont orientés par différents éléments : le lieu où l'on habite (métropole, ville moyenne, village, montagne...), son niveau d'instruction, sa place dans l'économie, son sexe, son âge. Tous ces éléments sont à la fois agissants et agis par les différentes manières de fonctionnement de l'école, du monde du travail, de la démocratie.

La mobilité n'est pas la même selon que l'on habite au centre d'une grande métropole, d'une ville, ou dans un village de montagne, dans une maison individuelle ou dans un logement collectif, que l'on se déplace en voiture individuelle parce qu'il n'y a rien d'autre ou en transport collectif dans un réseau multimodal.

Il en est de même pour la consommation dont la consommation culturelle : toutes les deux sont à la fois fonction de l'appartenance à un groupe social ou manière de s'en distinguer, vecteur d'identité ou de rejet de cette identité.

Le mode de vie est aussi déterminant dans la corrélation des populations avec certains cancers (consommation d'alcool ou de cigarettes, lieux de vie exposés à des substances nocives), avec certaines maladies comme l'obésité ou des maladies neuro-dégénératives, autant de domaines où les pouvoirs publics tentent d'intervenir pour peser sur les comportements à défaut parfois de peser sur les causes de ces comportements.

Par-delà les apparences, ce ne sont pas les pratiques des individus qui modifient et transforment la structure du mode de vie, c'est au contraire la structure elle-même qui par son pouvoir structurant oriente les pratiques individuelles.

Inciter les individus à ne plus utiliser leur voiture a peu d'effets sur leur comportement, créer une infrastructure en mettant à leur disposition des transports collectifs est une façon de faire plus déterminante pour faire adhérer un plus grand nombre, la structure devenant un vrai levier du changement.

Cet exemple illustre le choix du CESER de travailler sur le et les modes de vies considérés comme les variables clefs du changement.

Quel que soit le problème posé, l'échelle la plus adaptée est celle du niveau méso-social. Celui des territoires locaux où se multiplient parfois en se concurrençant des innovations dans des champs variés, à condition selon nous que le mode de vie en soit l'enjeu collectif et non les seules innovations.

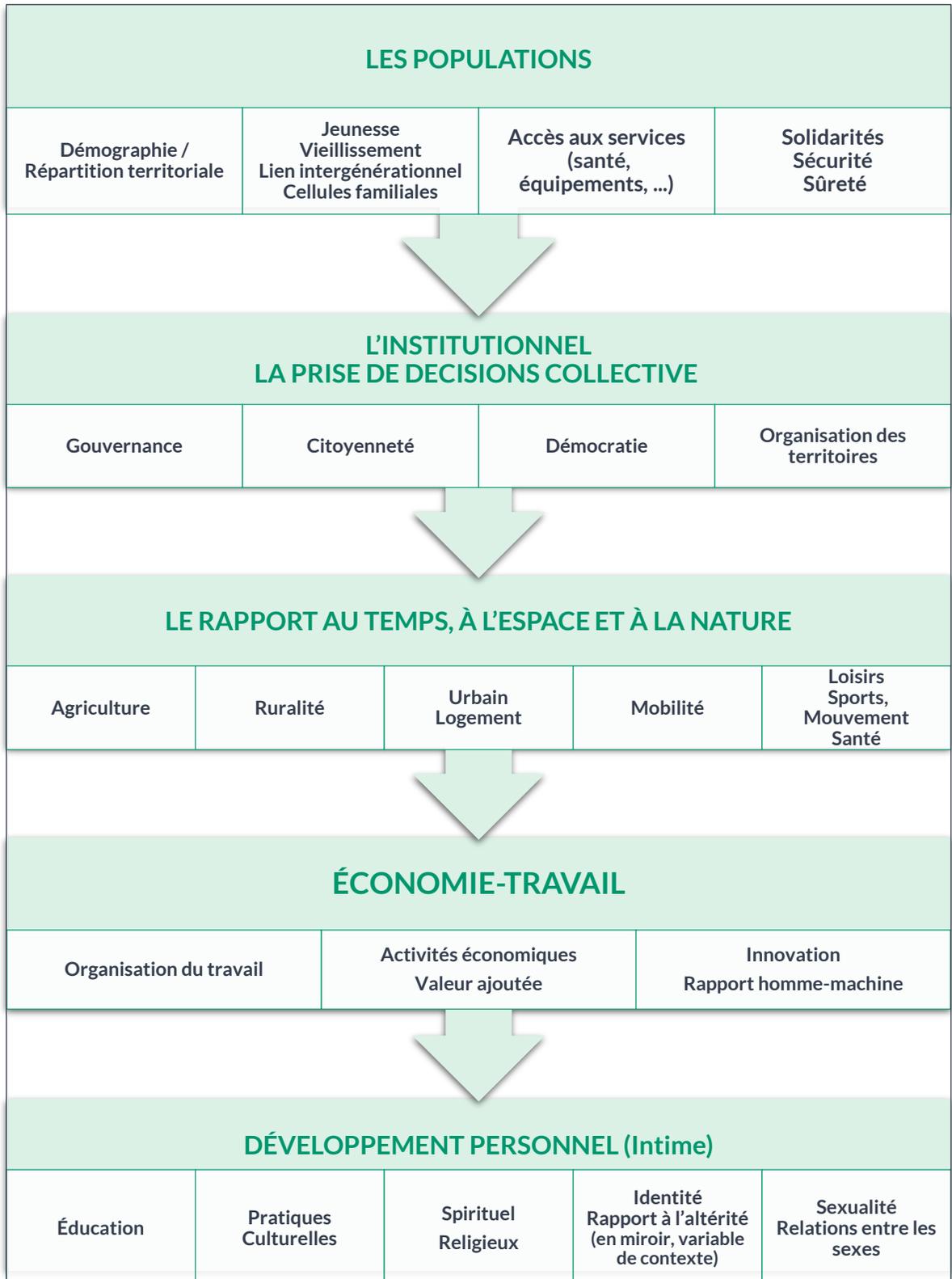
Le système prospectif des modes de vie à l'horizon 2050 en Auvergne-Rhône-Alpes

Pour aborder les modes de vie, la Section a choisi le système prospectif suivant.

D'une part les **variables de contexte**, qui s'appliquent à l'échelle mondiale, européenne et nationale et ont permis de construire **les scénarios de contexte** :

MONDE, EUROPE, FRANCE					
Démographie mondiale	Géopolitique, Relations internationales	Economie mondiale	Climat, environnement, accès aux ressources	Formes du vivre ensemble (Europe/France) /Identité	Industrie de la culture

D'autre part les **variables de territoire**, qui elles s'appliquent au territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont un regroupement de thématiques et ont permis de construire les **scénarios de territoire** :



Pour chacune de ces variables, la démarche suivie a été similaire. Les membres de la Section ont travaillé par groupe en identifiant la variable, en la définissant, en déterminant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de son évolution, en regardant comment celle-ci a évolué rétrospectivement sur les 30 dernières années et à partir de là ils ont tracé des hypothèses d'évolution à l'horizon 2050.

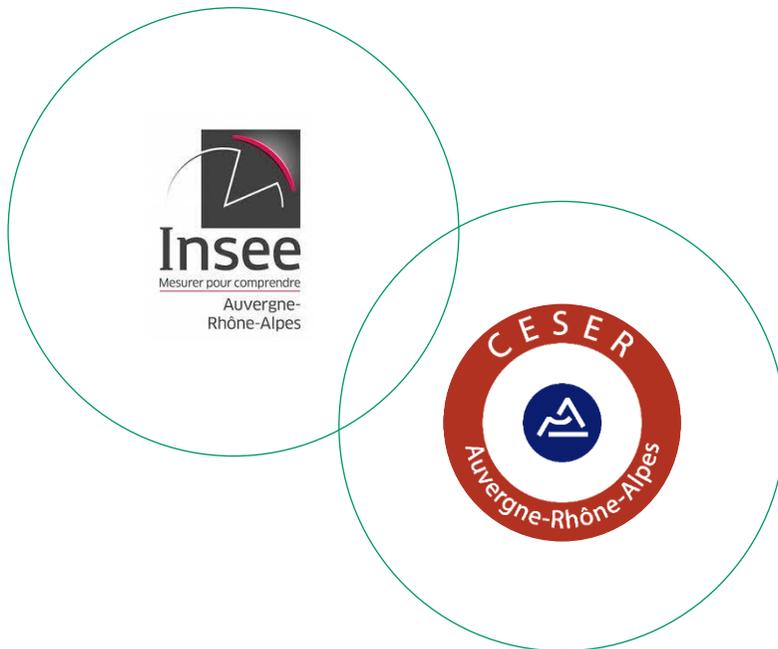
Les hypothèses ont été ensuite associées les unes aux autres pour constituer les scénarios présentés ci-après.

Il est bien évident que les possibilités d'association sont multiples, les scénarios présentés ici sont ceux qui ont été retenus par les membres de la Section. Leur choix résulte de **deux critères** :

- Des scénarios suffisamment exclusifs entre eux et des caractéristiques marquées permettant de mettre en avant de grandes options propices au débat que la Prospective doit permettre.
- Ces caractéristiques se veulent toutefois être contrastées au sein des scénarios, au même titre que la réalité qui présente toujours des contradictions et n'est jamais uniforme dans sa structure.

Concernant les deux variables, le CESER a sollicité **l'appui technique de l'INSEE** dans le cadre d'un partenariat.

Il s'agissait des projections démographiques en Auvergne-Rhône-Alpes à l'horizon 2050 et l'accès aux équipements sur le territoire régional, cela a donné lieu aux **deux publications ci-après**.



Une population plus âgée vivant dans les territoires urbains et périurbains

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 161 • Mai 2023



Sous réserve de la poursuite des tendances démographiques actuelles, la population d'Auvergne-Rhône-Alpes continuerait de croître mais de plus en plus lentement, gagnant 677 000 habitants à l'horizon 2050. La région compterait alors davantage de seniors que de jeunes, contrairement à aujourd'hui. Le vieillissement de la population ne toucherait pas les territoires avec la même intensité. La croissance démographique serait plus soutenue dans les grandes agglomérations hors métropoles et dans les ceintures urbaines. Les métropoles resteraient jeunes et garderaient leur rôle de moteur de la croissance démographique régionale. Le rural sous influence urbaine conserverait son attractivité migratoire. La population du rural éloigné des villes continuerait de croître dans le centre de la région et diminuerait sur les reliefs. Enfin, les centres urbains intermédiaires continueraient de perdre des habitants.

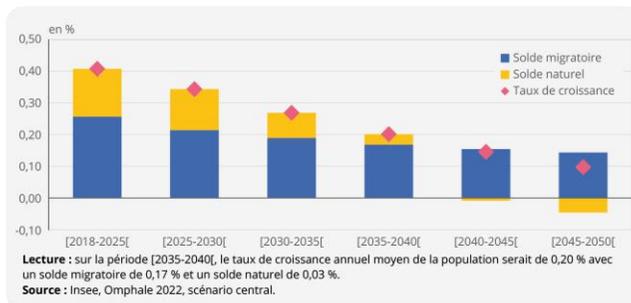
677 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2050

L'évaluation de la dynamique démographique future dans les territoires tient une place importante dans la mise en œuvre de politiques publiques, notamment en matière d'adaptation et d'aménagement des infrastructures et des services. À l'horizon 2050, si les tendances démographiques actuelles de fécondité, d'espérance de vie et de migrations se poursuivaient, la population d'Auvergne-Rhône-Alpes continuerait de croître ► **source et méthodologie**. Ainsi, la région compterait 677 000 habitants supplémentaires par rapport à 2018 pour atteindre 8,67 millions de résidents, soit une augmentation globale de 8,5 %. Le pic démographique serait enregistré en 2056, puis la population régionale commencerait à diminuer pour atteindre 8,65 millions d'habitants en 2070 ► **pour en savoir plus**.

Ralentissement de la croissance démographique d'ici 2050

La population d'Auvergne-Rhône-Alpes poursuivrait donc son accroissement d'ici 2050 mais de plus en plus lentement,

► 1. Décomposition de l'évolution de la population en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2018 et 2050



passant de +0,4 % en moyenne annuelle entre 2018 et 2025 à +0,1 % entre 2045 et 2050 ► **figure 1**. Ce ralentissement n'est pas nouveau ; il perdure depuis quelques années et devrait se prolonger.

Cet affaiblissement de la dynamique démographique serait essentiellement dû à la chute du solde naturel (excédent des naissances sur les décès) et, dans une moindre mesure, à celle du solde migratoire (excédent des arrivées sur les départs). Le premier subirait une forte érosion : il

passerait de +0,15 % par an en moyenne entre 2018 et 2025 à -0,05 % par an entre 2045 et 2050. Il deviendrait négatif autour de 2040, les décès dépassant alors les naissances. Le second resterait positif tout au long de la période mais se réduirait de moitié (+0,26 % par an entre 2018 et 2025 à +0,14 % entre 2045 et 2050). Sur l'ensemble de la période 2018-2050, la croissance régionale s'éleverait à +0,25 % par an en moyenne, portée quasi exclusivement par l'excédent migratoire (+0,19 % par

En partenariat avec :

► Mot du partenaire



Le Conseil économique, social et environnemental régional Auvergne-Rhône-Alpes (Ceser) rassemble les acteurs de la société civile de la région. Par leurs analyses et propositions, ses 190 membres contribuent à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, en veillant en particulier aux enjeux de solidarité et d'équilibre des territoires et en s'appuyant sur une vision prospective. À travers sa section Prospective, le Ceser poursuit son exploration des futurs possibles pour Auvergne-Rhône-Alpes. Il a choisi de s'intéresser aux modes de vie à l'horizon 2050. La démographie est centrale, c'est pourquoi il s'appuiera sur des projections réalisées en partenariat avec l'Insee. L'étude apporte des éléments de caractérisation des territoires et constitue une précieuse source d'informations pour l'ensemble des acteurs afin d'anticiper certaines évolutions.

Antoine Quadri, Président du Ceser Auvergne-Rhône-Alpes

an entre 2018 et 2050). Le solde naturel légèrement positif (+0,06 %) y contribuerait très modérément.

Cependant, une majorité des territoires devrait faire face à davantage de décès que de naissances entre 2018 et 2050, en lien avec le vieillissement de la population, la baisse du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants et celle du nombre d'enfants par femme. Les zones dans lesquelles le solde naturel resterait positif seraient celles rassemblant une population jeune en 2018 (dont l'âge moyen est inférieur à 42 ans).

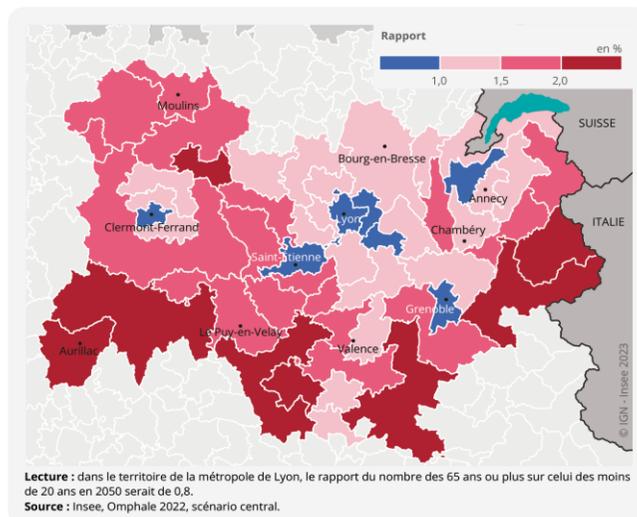
Davantage de seniors que de jeunes

À l'horizon 2050, Auvergne-Rhône-Alpes compterait davantage de seniors que de jeunes, les premiers rassemblant 26 % de la population et les seconds 22 %. La région passerait de huit à douze seniors pour dix jeunes entre 2018 et 2050. Ce changement de rapport entre générations serait lié à l'augmentation du nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus (+722 000) accompagnée de la diminution du nombre de jeunes de moins de 20 ans (-64 000). Le nombre de seniors âgés de 70 à 84 ans augmenterait de moitié avec 416 000 personnes supplémentaires, quand les 85 ans ou plus, population la plus concernée par la perte d'autonomie, doubleraient (+276 000). La hausse d'ici 2050 du nombre de personnes âgées et très âgées pose dès à présent la question du nombre et de l'adaptation des équipements quotidiens et d'accueil. Toutefois, le vieillissement ne toucherait pas les territoires avec la même intensité ► **figure 2**. En particulier, les métropoles de Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand compteraient plus de jeunes que de seniors alors qu'en Ardèche par exemple, l'espace rural éloigné des villes dénombrerait trois seniors pour un seul jeune.

Des habitants qui se concentreraient dans les espaces densément peuplés

En 2050, six habitants sur dix vivraient dans des territoires densément peuplés, part en légère progression par rapport à 2018. La moitié d'entre eux demeurerait dans l'une des quatre métropoles de la région. Ces territoires, qui regroupent les métropoles, les grands centres urbains de Chambéry, d'Annecy, de Valence et du pourtour genevois ainsi que leurs ceintures urbaines, accueilleraient 80 % des 677 000 habitants supplémentaires. Si dans ces trois types d'espaces le nombre de personnes supplémentaires est pratiquement identique, l'augmentation de la population correspondrait à 7,4 % dans les métropoles, 14,9 % dans les ceintures urbaines et 18,5 % dans les grands centres urbains ► **figure 3**. La croissance démographique serait différente selon les espaces, à l'image des

► 2. Rapport du nombre des 65 ans ou plus sur celui des moins de 20 ans en 2050 selon le zonage d'étude



disparités territoriales déjà existantes et qui seraient toujours présentes en 2050. À chaque territoire serait associée une dynamique naturelle ou migratoire qui lui serait propre ► **figure 4**. Elle refléterait les grandes phases actuelles du cycle de vie de la population : départ pour les études ou un premier emploi, mise en couple, arrivée des enfants, déménagement pour devenir propriétaire, éventuel retour au pays à l'approche de la retraite.

Attractivité des grandes agglomérations hors métropoles et des ceintures urbaines

Les grands centres urbains et les ceintures urbaines de la région connaîtraient la plus forte hausse démographique à l'horizon 2050. Comme à l'échelle régionale, ce seraient les migrations, à l'avantage de ces espaces, qui porteraient leur croissance tandis que le solde naturel resterait positif mais faible. En effet, ces territoires

conserveraient leur attrait résidentiel auprès des familles avec enfants en provenance des métropoles, à la recherche d'un logement plus grand dont elles deviendraient propriétaires, tout en restant proches des pôles d'emploi et des équipements. Grands centres urbains et ceintures urbaines enregistraient toutefois le même ralentissement démographique, avec un solde naturel s'érodant pour finalement se retourner, et un solde migratoire baissant régulièrement sur la période (de façon plus modérée dans les ceintures urbaines). La population des grands centres urbains de Chambéry, d'Annecy, du pourtour genevois et de Valence augmenterait au total de 189 000 habitants, soit +0,53 % par an entre 2018 et 2050 avec un fort excédent migratoire (+0,40 %) et un faible excédent naturel. Ces espaces compteraient 57 000 personnes supplémentaires âgées de 20 à 64 ans, ces actifs contribuant pour 30 % à leur croissance démographique contre seulement 3 % à l'échelle de la région. Les habitants seraient aussi en moyenne plus

► 3. Variation de la répartition de la population d'Auvergne-Rhône-Alpes par type de territoire [2018-2050]

Type de territoire	Répartition de la population régionale en 2018 (en %)	Répartition de la population régionale en 2050 (en %)	Gain ou perte d'habitants entre 2018 et 2050	Répartition du gain ou de la perte d'habitants (en %)
Grands centres urbains	12,8	14,0	189 200	28
Ceintures urbaines	15,7	16,7	187 800	28
Métropoles	31,8	31,5	187 300	28
Rural périurbain	10,0	10,4	106 500	16
Rural non périurbain	13,9	13,1	28 700	4
Urbain inter et rural périurbain	5,7	5,1	-8 700	-1
Centres urbains intermédiaires	4,5	4,0	-14 600	-2
Autres territoires	5,6	5,2	700	0
Auvergne-Rhône-Alpes	100	100	676 900	100

Source : Insee, recensement de la population 2018, Omphale 2022, scénario central.

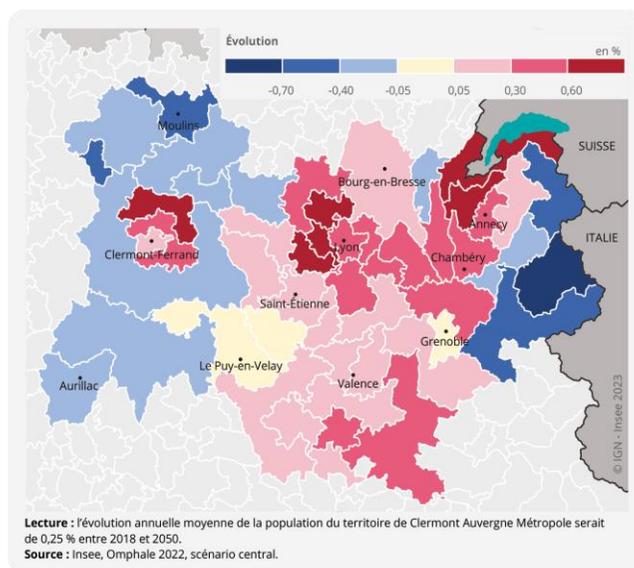
vieux avec notamment 72 000 personnes de 70 à 84 ans en plus. Cette tranche d'âge contribuerait ainsi à 38 % de leur croissance démographique, participation cependant plus modérée qu'à l'échelle régionale. La population des ceintures urbaines compterait un nombre d'habitants supplémentaires du même ordre et donc une croissance importante, quoique plus faible que celle des grands centres urbains (+0,44 % entre 2018 et 2050 portée par un excédent migratoire de +0,35 % et un faible excédent naturel). Ces territoires, situés autour des métropoles clermontoise, lyonnaise et stéphanoise, ainsi qu'au nord de Grenoble dans le sillon alpin et à l'ouest de Valence, ne bénéficieraient en effet que de l'afflux d'habitants en provenance principalement des métropoles qu'ils entourent. Dans ces ceintures urbaines, la dynamique serait plus fortement portée par les personnes plus âgées, bien davantage que dans les grands centres urbains (+92 000 personnes de 70 à 84 ans et +52 000 de 85 ans ou plus). In fine, 31 % de la population résiderait dans un grand centre urbain ou dans une ceinture urbaine en 2050, soit un gain de deux points, une majorité d'entre elle habitant dans une ceinture urbaine. Cette amplification de la périurbanisation qui se base sur les tendances démographiques actuelles ne tiendrait pas compte de la potentielle mise en place de nouvelles politiques publiques qui pourraient modifier ce phénomène.

Les métropoles resteraient le moteur démographique de la région

Les métropoles continueraient, en 2050, d'accueillir une population jeune, attirant d'une part des étudiants grâce à leur offre de formations complète et diversifiée, et d'autre part, de jeunes diplômés à la recherche d'opportunités de début de carrière et d'emplois notamment qualifiés. Les jeunes de moins de 20 ans représenteraient toujours un quart de la population des métropoles tandis que la part des personnes de 65 ans ou plus, inférieure au niveau régional, resterait faible passant de 17,7 % en 2018 à 19,9 % en 2050. Cette attractivité auprès des jeunes explique que, sur l'ensemble de la période 2018-2050, le solde naturel resterait stable et fortement positif (+0,47 % par an) dans les quatre métropoles, donnant à ces territoires le rôle de moteur de la croissance démographique de la région.

Les métropoles compteraient 187 000 habitants supplémentaires en 2050 dont 21 000 jeunes de moins de 20 ans, alors que la population de cette tranche d'âge serait en recul ou stagnerait partout ailleurs. La croissance démographique des métropoles serait portée par l'augmentation des « actifs », avec 72 000 personnes de 20-64 ans en plus, celle des habitants plus âgés étant plus modérée.

► 4. Variation annuelle de population entre 2018 et 2050 selon le zonage d'étude



En revanche, une part croissante d'habitants continuerait à quitter les métropoles, attirée par les atouts du cadre de vie des espaces périurbains. Ce phénomène de desserrement des métropoles se traduirait sur l'ensemble de la période 2018-2050 par un solde migratoire négatif (-0,25 % par an). Le déficit migratoire s'amplifierait conduisant à un ralentissement de la croissance démographique des métropoles. Toutefois, en 2050, trois habitants sur dix vivraient comme en 2018. Les comportements démographiques des métropoles diffèreraient légèrement. Celle de Lyon enregistrerait le plus fort excédent naturel sur la période (+0,64 %) et sa croissance démographique soutenue lui permettrait de conserver sa première place en termes de contribution à l'évolution régionale de la population. Celle de Clermont-Ferrand serait la seule à attirer davantage d'habitants qu'elle n'en laisserait partir, son rayonnement universitaire et économique structurant les échanges avec les territoires alentour. Enfin, les métropoles de Grenoble et de Saint-Étienne verraient quant à elles leur croissance se retourner : le nombre d'habitants commencerait à diminuer respectivement à partir de 2037 et de 2041, au moment où l'excédent naturel ne compenserait plus le déficit migratoire.

Le rural sous influence urbaine conserverait son attractivité migratoire

Au-delà de ces territoires densément peuplés, les territoires ruraux sous

influence urbaine (dits ruraux périurbains) renforceraient leur attractivité migratoire, compensant très largement leur déficit naturel. En 2050, un habitant sur dix vivrait dans ces territoires qui regroupent le Bourbonnais entre Montluçon et Moulins, le nord du Puy-de-Dôme, la plaine de l'Ain, le Vercors et le sud de l'Isère, le Loire-Foréz, le Pays de Cruseilles et alentour en Haute-Savoie. Ainsi, en moyenne, la population vivant dans le rural périurbain devrait augmenter de +0,39 % par an grâce à un fort excédent migratoire (+0,52 %) et un déficit naturel contenu. Le ralentissement démographique toucherait également ces territoires, en particulier à cause des décès supplantant davantage les naissances, tandis que le solde migratoire faiblirait légèrement. Seule exception, le territoire périurbain situé entre l'agglomération d'Annecy et le pourtour du Léman sous influence de Genève compterait plus de naissances que de décès du fait de la jeunesse de sa population (38 ans contre plus de 40 ans dans les autres territoires ruraux périurbains en 2018). Ces espaces ruraux sous influence urbaine continueraient d'attirer des familles avec enfants qui choisiraient d'y rester pour le reste de leur vie, alimentant les futurs décès. Ainsi, la moyenne d'âge des habitants augmenterait dans ces territoires et la part des personnes actives (20-64 ans) passerait en dessous de 50 % en 2050. La croissance démographique serait quasi intégralement portée par la hausse du nombre de seniors. En particulier, parmi les 107 000 personnes supplémentaires vivant dans des territoires ruraux périurbains, près de six sur dix

seraient âgées de 70 à 84 ans, ce qui pose la question de l'adaptation des équipements et des services à la population.

Le rural éloigné des villes : croissance au centre de la région et déclin sur les reliefs

Le reste des espaces ruraux regroupe les territoires de la Tarentaise, de la Maurienne, du Bugey, des Balcons du Dauphiné, entre Bièvre et Isère, à la porte de Drômardèche, du Diois, des Baronnies, des Monts d'Ardèche, au sud du Pilat, du Livradois-Forez, du parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, de la Limagne, du nord du Beaujolais. Leur croissance démographique serait relativement atone (+0,08 % par an en moyenne entre 2018 et 2050) et en baisse par rapport à la période récente. Cela résulterait d'un fort excédent migratoire (+0,57 % compensé par un déficit naturel presque équivalent (-0,49 %). Ces espaces abriteraient un tiers de 65 ans ou plus à l'horizon 2050, soit la plus forte proportion régionale. Mais cette évolution démographique recouvre deux réalités : des territoires en croissance, situés au centre de la région, et autant en déclin, localisés majoritairement dans les reliefs. Ainsi, les territoires ruraux éloignés des villes, situés principalement dans la vallée du Rhône, gagneraient des habitants au rythme de +0,34 % par an entre 2018 et 2050. Ils bénéficieraient d'un fort excédent migratoire (+0,46 %) compensant le déficit naturel (-0,30 %). Les petites villes de Privas, Crest et leurs alentours seraient dans une situation similaire. Ces territoires gagnaient déjà des habitants sur la période 2013-2018. En revanche, le nombre de personnes susceptibles de s'installer dans ces espaces venant à se réduire, la croissance ralentirait dans la plupart d'entre eux et stagnerait dans le rural non périurbain de la Drôme et de l'Ardèche. De plus, la croissance serait alors portée principalement (à 73 %) par l'augmentation des personnes de 70-84 ans. Cette contribution est plus forte qu'au niveau régional (62 %). Dans les Alpes et le Massif central, les territoires ruraux éloignés des villes perdraient des habitants au rythme de -0,29 % en moyenne par an entre 2018 et 2050. Malgré un attrait migratoire (+0,46 %), les décès supplanteraient fortement les naissances (-0,75 %). Dans ces espaces ruraux non périurbains en déprise, où le nombre de seniors dépasse déjà celui des jeunes en 2018, le phénomène devrait s'amplifier d'ici 2050 avec 36 % de personnes de 65 ans ou plus pour deux fois moins de personnes de moins de 20 ans. De plus, la population des 20-64 ans diminuerait très fortement sur la période.

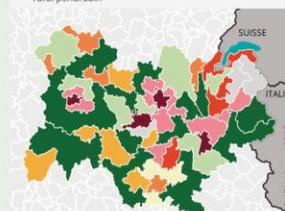
► Source et méthodologie

Les projections régionales de population 2018-2070 représentent une déclinaison locale des projections France entière diffusées par Insee en novembre 2021. Le modèle Omphale permet de réaliser des projections infranationales, en projetant d'année en année les pyramides des âges des différents territoires sur la base d'hypothèses sur la fécondité, la mortalité et les migrations (flux internes à la France et solde migratoire avec l'étranger). La modification de ces hypothèses peut entraîner des résultats différents. Pour plus d'informations, se reporter à la page <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6652134>.

L'étude des projections de population à l'échelle infra-régionale nécessite d'avoir des territoires comportant au moins 50 000 habitants : des regroupements d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont dû être réalisés. Ces derniers ont été caractérisés selon leur densité et le caractère périurbain ou non des territoires ruraux, permettant de définir neuf groupes distincts. Chaque EPCI a été classé selon la proportion de sa population vivant dans l'un des sept niveaux de la grille de densité communale. Un EPCI rural est qualifié de périurbain si la majorité de sa population vit dans une aire d'attraction des villes de 50 000 habitants ou plus.

► Zonage d'étude

- Métropole
- Centre urbain
- Centurie urbaine
- Centre urbain intermédiaire
- Urbain intermédiaire et rural périurbain
- Petites villes
- Rural périurbain
- Rural non périurbain
- Multi-territoires



Source : Fideli 2018.

Le territoire de la Tarentaise enregistrerait le déclin démographique le plus important de la région : -1,25 % en moyenne par an du fait de forts déficits à la fois migratoire et naturel. Ce territoire perdrait ainsi 17 000 habitants en un peu plus de 30 ans. Les personnes actives de 20-64 ans contribueraient essentiellement au déficit migratoire. Les emplois très souvent saisonniers, combinés à la difficulté de se loger compte tenu de la présence de nombreuses résidences secondaires pourraient expliquer ce phénomène. Les hauts reliefs hauts-savoyards seraient dans une situation presque similaire.

Les centres urbains intermédiaires continueraient de vieillir et perdraient des habitants

Enfin, les centres urbains intermédiaires abritant principalement des communautés d'agglomération de villes moyennes, compteraient moins d'habitants en 2050 qu'en 2018 (-15 000 personnes), soit -0,13 % par an entre 2018 et 2050. Cette déprise démographique serait progressive et essentiellement due au déficit toujours plus fort des naissances sur les décès. Dans ces territoires, les arrivées dépasseraient encore les départs et leur solde aurait tendance à augmenter. La déprise se poursuivrait dans les communautés d'agglomération de Moulins, de Vichy et de Montluçon, qui perdent des habitants depuis longtemps. La communauté d'agglomération du Haut-Bugey (Oyonnax), au cœur de la Plastique Vallée, subirait toujours les effets de la déprise industrielle. Le territoire comprenant Roanne et celui comprenant Aurillac (qui font partie d'espaces associant rural périurbain et

centre urbain intermédiaire) perdraient aussi des habitants.

Le centre urbain intermédiaire de Montélimar ferait exception avec une croissance de +0,38 % par an entre 2018 et 2050, principalement portée par l'excédent des arrivées sur les départs (+0,32 %) et un solde naturel légèrement positif, qui s'explique par sa géographie au cœur de la vallée du Rhône, bassin d'emplois. Par ailleurs, Aubenas, Annonay et leurs alentours ruraux périurbains bénéficieraient de la même dynamique.

En 2018, dans les centres urbains intermédiaires, le nombre de seniors dépasse déjà celui des jeunes. Ce phénomène devrait s'amplifier d'ici 2050 avec 31 % de personnes de 65 ans ou plus pour 20 % de moins de 20 ans, de façon moins marquée que pour le rural éloigné des villes en déprise. Dans ces deux types de territoire, moins de la moitié de la population serait active (20-64 ans) d'ici 2050. ●

Emma Bianco, Aline Labosse, Christèle Thouilleux (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Pour en savoir plus

- « À l'horizon 2070, 8,65 millions d'habitants en Auvergne-Rhône-Alpes », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes* n° 151, novembre 2022.
- Retrouvez les mêmes résultats pour chaque département sur insee.fr.

Insee
Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi
BP 3184
69401 Lyon Cedex 03

Directeur de la
publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Thierry Geay
Annelise Robert

Bureau de presse :
04 78 63 26 96

Maquette :
Luminess SAS

@InseeAra
www.insee.fr

ISSN : 2495-9588

© Insee 2023
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et
de l'auteur



Des temps d'accès contrastés d'une ruralité à l'autre, un rôle structurant pour les bourgs ruraux

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 163 • Juin 2023



La localisation des équipements analysée à travers la grille de densité, montre des bourgs ruraux mieux équipés que le reste de la région, au regard du nombre d'habitants. Les autres espaces ruraux abritent une part importante de population éloignée des équipements, souvent du fait de la géographie du territoire. Les habitants les plus jeunes, résidant dans ces espaces, sont les moins favorisés. Ils accèdent moins rapidement aux services de formation et d'accès à l'emploi. Les territoires urbains comprennent le plus grand nombre d'équipements, accessibles en peu de temps.

L'accès aux équipements : un enjeu de politique publique

Accéder facilement et rapidement aux équipements de la vie quotidienne constitue un enjeu d'aménagement et d'égalité des territoires. Outre le service qu'ils représentent, ces équipements contribuent à structurer les espaces, en particulier dans les zones où le bâti est peu dense. Ils favorisent le développement de liens, et participent à la maîtrise de l'urbanisation, au désenclavement des territoires ou à l'accompagnement du vieillissement

de la population, revêtant ainsi de nombreux enjeux d'action publique. L'accessibilité des équipements dépend de multiples facteurs (distance, coût ou disponibilité selon les conditions d'utilisation, les horaires d'ouverture ou les délais d'attente) qui ne peuvent être tous pris en compte ici. Le nombre d'équipements présents sur un territoire et le temps nécessaire pour les rejoindre est une première approche, incontournable, pour déterminer dans quelle mesure l'offre correspond aux besoins de la population.

Un nombre d'équipements par habitant élevé dans les centralités

En 2021, le **panier d'étude** compte près de 106 300 équipements répartis sur le territoire régional. Rapporté à la population, avec 132 équipements pour 10 000 habitants, Auvergne-Rhône-Alpes est légèrement au-dessus de la moyenne française ► **figure 1**. Comparée aux autres régions, elle est ainsi classée au 5^e rang pour le taux d'équipement après la Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine. La durée moyenne d'accès ► **méthodologie** et

► 1. Niveau d'équipement des communes d'Auvergne-Rhône-Alpes, et temps d'accès, selon la grille de densité

Niveau de densité	Nombre d'équipements	Nombre d'habitants	Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	Temps d'accès moyen en minutes	Répartition des équipements (en %)	Répartition de la population (en %)
Grands centres urbains	33 366	2 451 427	136	1,7	31,4	30,5
Centres urbains intermédiaires	18 346	1 241 617	148	2,0	17,3	15,4
Ceintures urbaines	12 735	1 200 903	106	2,8	12,0	14,9
Petites villes	5 767	362 256	159	2,7	5,4	4,5
Ensemble de l'espace urbain	70 214	5 256 203	134	/	66,1	65,4
Bourgs ruraux	18 318	1 232 210	149	3,5	17,2	15,3
Rural à habitat dispersé	15 502	1 337 246	116	5,9	14,6	16,6
Rural à habitat très dispersé	2 235	217 277	103	10,2	2,1	2,7
Ensemble de l'espace rural	36 055	2 786 733	129	/	33,9	34,6
Auvergne-Rhône-Alpes	106 269	8 042 936	132	3,2	100	100
France métropolitaine	830 522	65 096 768	128	3,1		

Lecture : en Auvergne-Rhône-Alpes, les communes classées en grands centres urbains dans la grille de densité concentrent 33 366 équipements du panier d'étude et 2,45 millions d'habitants, soit 136 équipements pour 10 000 habitants, accessibles en 1,7 minute en moyenne. Elles comprennent 31,4 % des équipements de la région et 30,5 % de la population. **Source :** Insee, base permanente des équipements 2021, Fideli 2018, recensement de la population 2019, distancier Metric-OSRM, © les contributeurs d'OpenStreetMap et du projet OSRM <https://www.openstreetmap.org/copyright>.

En partenariat avec :

► Le mot du partenaire



Le Conseil économique, social et environnemental régional Auvergne-Rhône-Alpes (Ceser) rassemble les acteurs de la société civile de la région. Par leurs analyses et propositions, ses 190 membres contribuent à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, en veillant en particulier aux enjeux de solidarité et d'équilibre des territoires et en s'appuyant sur une vision prospective. À travers sa section Prospective, le Ceser poursuit son exploration des futurs possibles pour Auvergne-Rhône-Alpes. Il a choisi de s'intéresser aux modes de vie à l'horizon 2050. Pour envisager des scénarios, il faut analyser l'existant et notamment l'accès aux équipements et à des paniers de services différenciés selon les types de population. C'est l'objet de cette collaboration.

Antoine Quadrini, Président du Ceser Auvergne-Rhône-Alpes

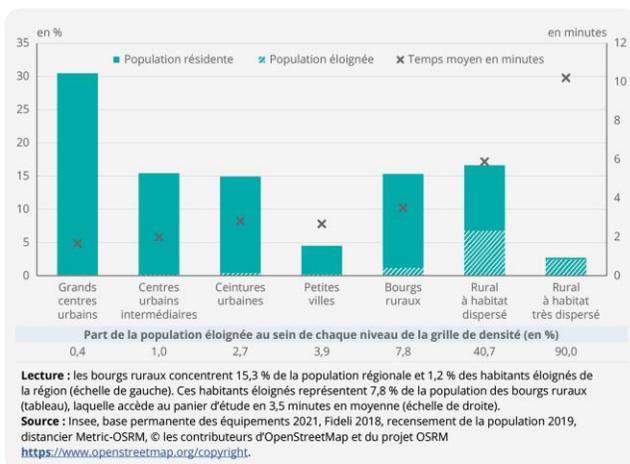
définitions au panier est de trois minutes, proche de la moyenne française, la plaçant au 4^e rang derrière les trois régions les plus denses, Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et les Hauts-de-France. En Auvergne-Rhône-Alpes comme en France, les espaces urbains les plus denses offrent un plus grand nombre d'équipements, plus rapidement accessibles. Leur répartition, selon la grille communale de densité, est proche de celle de la population. Le nombre d'équipements par habitant est cependant plus élevé dans les centralités, zones qui concentrent des commerces et des services fréquentés par leur population et celle des communes environnantes. L'étude thématisée des différents paniers d'équipements fait apparaître de fortes disparités entre les différents espaces de la région selon leur niveau de densité.

Des bourgs ruraux bien équipés

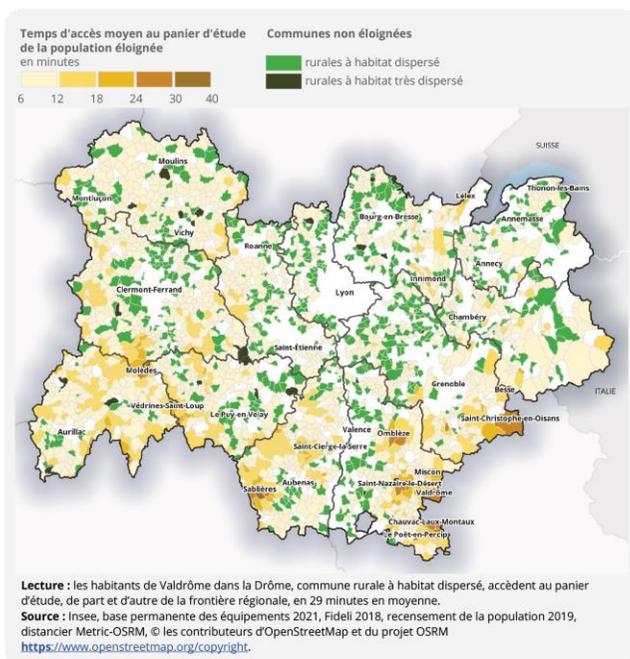
Dans l'ensemble de l'espace rural de la région, les bourgs ruraux sont les mieux équipés. L'offre est élevée (149 équipements pour 10 000 habitants), supérieure à celle de l'espace urbain. Tous les services de la vie quotidienne sont représentés : commerce, santé, éducation, culture... Ainsi, alors que 15 % de la population y résident, les bourgs ruraux regroupent par exemple 22 % des cinémas de la région et 19 % des boulangeries. Plusieurs équipements, tels que les structures de soins à domicile pour personnes âgées ► encadré, sont majoritairement implantés dans ce type de territoire. Les gendarmeries, les gares de voyageurs d'intérêt local ou les bureaux de poste, sont également le plus souvent installés dans ces communes par l'application des politiques publiques d'aménagement du territoire. Les bourgs ruraux structurent ainsi l'espace rural en concentrant des services offerts à une population plus large que celle de leur propre commune.

Le temps nécessaire pour accéder à chacun des paniers définis pour cette étude est plus court que dans le reste de l'espace rural. Pour atteindre le panier d'étude, le temps moyen, proche de quatre minutes ► figure 2, reste faible même pour les habitants éloignés. Ces derniers représentent 8 % de la population de ces communes et accèdent à ces équipements en moins de douze minutes en moyenne. L'éloignement est lié à la géographie : les habitants concernés vivent en fond de vallée, entre les massifs de Belledonne et de l'Oisans, au sud de Grenoble. Le panier réduit aux services élémentaires est accessible plus rapidement encore, en trois minutes en moyenne. Moins de 6 % de la population des bourgs ruraux en est éloignée. L'accès aux équipements du panier d'équipements de santé des seniors est également rapide pour

► 2. Population résidente, population éloignée et temps d'accès au panier d'étude, selon la grille de densité en Auvergne-Rhône-Alpes



► 3. Temps d'accès moyen au panier d'étude des habitants des communes rurales à habitat dispersé et très dispersé



la plupart des habitants concernés, seulement 4 % d'entre eux en sont éloignés. En revanche, les plus jeunes sont moins favorisés. En premier lieu, le panier d'équipements de formation et d'accès à l'emploi est moins rapidement accessible aux habitants âgés de moins

de 30 ans, en six minutes en moyenne ; en second lieu, 11 % d'entre eux en sont éloignés. 46 bourgs ruraux sont à plus de dix minutes, comptant ensemble près de 19 000 jeunes. Les plus distants résident dans des communes de montagne, des Alpes, d'Ardeche ou du Cantal.

Espace rural à habitat dispersé : 41 % d'habitants éloignés mais des équipements de proximité bien implantés

Les communes rurales à habitat dispersé regroupent le plus grand nombre d'habitants éloignés du panier d'étude. 41 % de cette population est considérée comme éloignée, contre 44 % dans l'ensemble du rural dispersé de France métropolitaine. Le temps d'accès moyen reste néanmoins modéré, proche de six minutes, grâce à des équipements de proximité fréquents et accessibles. 97 % des habitants éloignés sont ainsi à moins de douze minutes en moyenne de ce panier. Seules quelques petites communes, dans le Diois et dans le Pays de Gex, sont plus distantes, nécessitant un trajet moyen de 20 à 30 minutes. Ces temps d'accès modérés sont la conséquence de la mise en œuvre de politiques publiques visant à réduire l'éloignement des services en zone rurale et donc, d'améliorer l'offre de services proposée à la population. Ainsi, les écoles maternelles et élémentaires de regroupement pédagogique intercommunal dispersé, les agences postales et relais poste ou les salles polyvalentes sont majoritairement implantés dans ce type de communes. Les épiceries, supérettes et restaurants sont également présents en grand nombre. Les autres équipements sont moins présents, contraignant les habitants des communes les moins denses à parcourir plus de distance pour y accéder ► **figure 3**. Le panier spécifique de services élémentaires est rapidement accessible, en moins de cinq minutes en moyenne. Les habitants les plus âgés parviennent rapidement au panier de services dédiés à leur santé, en moins de quatre minutes en moyenne. Dans les deux cas, un quart d'entre eux en sont éloignés. Seules quelques communes nécessitent un trajet d'une durée supérieure à 20 minutes. À l'inverse, le panier d'équipements de formation et d'accès à l'emploi est plus éloigné des habitants âgés de moins de 30 ans. Le temps d'accès moyen approche neuf minutes. Plus d'un tiers d'entre eux en est éloigné. Les habitants des communes les plus distantes, dans les massifs des Alpes, d'Ardèche et dans le Diois, accèdent à ce panier en 25 à 30 minutes en moyenne, en lien avec une géographie et des infrastructures routières ne permettant pas une desserte rapide.

Les habitants des petites communes rurales à habitat très dispersé, éloignés des équipements

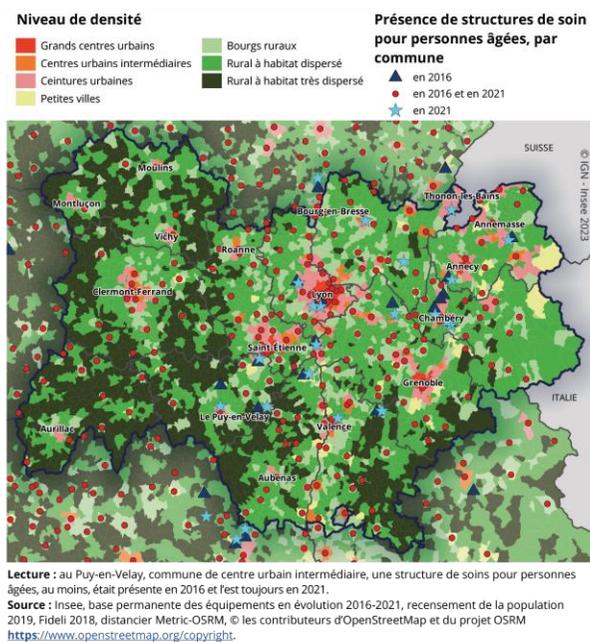
Peu d'équipements sont implantés dans ces petites communes très peu denses. Si elles concentrent une faible part de la

► Encadré – Soins à domicile pour personnes âgées : un service plus fréquent dans les bourgs ruraux et dans les ceintures urbaines

La présence d'équipements de santé au plus près des habitants, adaptés au vieillissement de la population, constitue un enjeu d'avenir. En 2021, 293 structures de soins à domicile pour personnes âgées sont réparties sur le territoire régional ► **figure**. Ces structures sont plus souvent présentes dans les bourgs ruraux. Un tiers se trouve dans ce type de communes, soit 3,7 pour 10 000 habitants âgés de plus de 64 ans. Les ceintures urbaines sont presque aussi bien dotées, comptant 3,5 structures pour 10 000 habitants concernés. Moins fréquents dans les autres territoires urbains, leur nombre varie de 1,2 dans les petites villes à 2,1 dans les centres urbains intermédiaires, pour 10 000 habitants de plus de 64 ans. Les autres communes rurales sont plus faiblement équipées ; l'espace rural à habitat très dispersé n'en comprend aucun.

Entre 2016 et 2021, 20 structures de soins pour personnes âgées ont été créées dans les espaces urbains, dont sept dans les ceintures urbaines et huit dans les centres urbains intermédiaires, alors que la population âgée de plus de 64 ans a augmenté respectivement de 17 % et 11 % dans ces deux catégories de communes (contre 13 % dans l'espace urbain). Les communes rurales en comptent sept de plus en 2021, six d'entre elles ayant été implantées dans les bourgs ruraux, où la population concernée a augmenté de 17 % (comme dans l'ensemble de l'espace rural).

► Évolution de la présence de structures de soins pour personnes âgées, par commune, entre 2016 et 2021



population régionale (3 %), elles comptent encore moins d'équipements (2 % du panier d'étude). En conséquence, 90 % de leurs habitants en sont éloignés. Les temps d'accès moyens sont trois fois plus élevés que dans l'ensemble de la région, entre 9 et 14 minutes selon le panier. La région compte, dans ces territoires, une part de population éloignée plus élevée que la moyenne française du rural très dispersé (84 %). Pour quelques communes, les plus distantes, le trajet moyen est compris entre 35 et 40 minutes. Isolées, dans le Diois ou au sud de l'Ardèche, ou montagnaises,

sur les contreforts du Vercors ou dans la vallée de l'Isère, elles comptent peu d'habitants. À l'inverse, dans les plaines de l'Allier, le réseau autoroutier développé permet un accès plus rapide aux résidents des communes de cette catégorie.

Accès très rapide aux équipements dans les espaces les plus denses, sauf dans les ceintures urbaines

Tous les équipements sont présents dans les territoires urbains. Ils sont

majoritairement implantés dans les grands centres urbains ou dans les centres urbains intermédiaires. Le temps d'accès moyen au panier d'étude est donc court, variant entre une et trois minutes selon le type de territoire, et la part de la population éloignée y est faible (1,3 %). Les habitants les plus distants vivent dans des communes de ceinture urbaine, qui comptent l'un des plus petits nombres d'équipements par habitant de la région (106 pour 10 000 habitants). Leur temps d'accès reste néanmoins faible, inférieur à neuf minutes en moyenne.

La majorité des habitants des espaces urbains accède en peu de temps au panier de services élémentaires ► **figure 4**.

Le trajet moyen de la population éloignée dure moins de huit minutes. Les équipements de santé des seniors sont également rapidement accessibles pour cette population, en moins de trois minutes en moyenne. Les plus éloignés, 1 % d'entre eux, résident dans les ceintures urbaines ou dans les petites villes, et atteignent ces services en 11 minutes.

Contrairement aux jeunes habitants des espaces ruraux, ceux des territoires urbains bénéficient d'un accès rapide aux équipements du panier formation et accès à l'emploi. Très peu en sont éloignés, et les plus distants, vivant dans des communes de ceinture urbaine ou dans des petites villes, y accèdent en neuf minutes. ●

Patricia Antoine, Anne Reffet-Rochas (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Pour en savoir plus

- **Bianco E., Mugnier S.**, « Accès aux équipements culturels : des livres à portée de main, des scènes éloignées des populations rurales », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes* n° 144, mai 2022.
- **Bouvet S., Vernet M.**, « Loire : équipements de la vie courante difficilement accessibles en transports en commun en milieu rural », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes* n° 122, juin 2021.
- **Ceser Auvergne-Rhône-Alpes**, « Les priorités régionales en faveur des mobilités en zones peu denses en Auvergne-Rhône-Alpes », *Avis*, juin 2022.

► 4. Part de la population éloignée en Auvergne-Rhône-Alpes, selon la grille de densité par panier thématique et population concernée

Niveau de densité	Part de la population éloignée par panier (en %)		
	« Services élémentaires »	« Santé des seniors »	« Formation et accès à l'emploi »
Grands centres urbains	0,4	0,2	0,1
Centres urbains intermédiaires	0,9	0,5	0,5
Ceintures urbaines	2,2	1,4	1,3
Petites villes	2,4	2,0	2,8
Ensemble de l'espace urbain	1,0	0,7	0,6
Bourgs ruraux	5,7	3,7	10,9
Rural à habitat dispersé	26,8	27,9	34,7
Rural à habitat très dispersé	72,6	78,0	91,1
Ensemble de l'espace rural	21,0	22,1	27,5
Ensemble	8,2	8,8	9,2

Lecture : parmi les habitants des bourgs ruraux, 5,7 % sont éloignés du panier « services élémentaires », 3,7 % des plus de 64 ans sont éloignés du panier « santé des seniors », 10,9 % des moins de 30 ans sont éloignés du panier « formation et accès à l'emploi ».

Source : Insee, base permanente des équipements 2021, Fideli 2018, recensement de la population 2019, distancier Metric-OSRM, © les contributeurs d'OpenStreetMap et du projet OSRM <https://www.openstreetmap.org/copyright>.

► Méthodologie et définitions

Cette étude utilise la **grille communale de densité** qui comprend sept niveaux établis à partir du degré de densité des communes et de la proximité d'un centre urbain. Les grands centres urbains, les centres urbains intermédiaires, les ceintures urbaines et les petites villes constituent l'espace urbain. Les bourgs ruraux, les communes rurales à habitat dispersé et les communes rurales à habitat très dispersé composent l'espace rural.

Pour mesurer le niveau d'équipement des territoires, quatre paniers ► **données complémentaires** ont été constitués : un **panier d'étude**, comprenant l'ensemble des équipements observés, et trois paniers extraits du premier, correspondant à des enjeux spécifiques, analysés sur les populations concernées :

- **Services élémentaires**, étudié sur la population totale ;
- **Santé des seniors**, étudié sur les habitants âgés de plus de 64 ans ;
- **Formation et accès à l'emploi**, étudié sur les habitants âgés de moins de 30 ans.

Le calcul du temps d'accès moyen intègre une pondération, affectée à chaque équipement, permettant de prendre en compte leur fréquence de présence sur le territoire. Ainsi, un équipement rare pèsera moins dans la moyenne de temps d'accès qu'un équipement fréquent. Les équipements localisés hors de la région sont pris en compte.

L'**éloignement** est calculé à l'échelle de la région, à partir de seuils en minutes correspondant au temps minimum nécessaire au dernier décile de chaque population d'intérêt, pour accéder à l'un des paniers d'équipements. Une **population est dite éloignée** si son temps d'accès moyen est supérieur à ce seuil.

Seuils d'éloignement d'Auvergne-Rhône-Alpes :

Panier	Population d'intérêt	Seuil (en minutes)
Panier d'étude	Population totale	6
Panier « Services élémentaires »	Population totale	6
Panier « Santé des seniors »	Population âgée de plus de 64 ans	8
Panier « Formation et accès à l'emploi »	Population âgée de moins de 30 ans	9

► Sources

La **base permanente des équipements (BPE)** répertorie, sur le territoire français, des équipements et des services rendus à la population, localisés à des niveaux géographiques fins (coordonnées (x,y) pour la plupart des équipements), sans tenir compte de l'amplitude horaire ou annuelle des ouvertures.

Depuis septembre 2018, des données concernant la BPE sont diffusées en évolution. Elles portent sur un nombre restreint d'équipements et sur deux années espacées d'un pas quinquennal, notamment 2016-2021.

Les données du **recensement de la population 2019** permettent de calculer les indicateurs socio-démographiques (tranches d'âge de la population).

Les populations sont localisées finement, grâce au carroyage de la base **fichier démographique sur les logements et les individus** (Fideli 2018).

Les temps d'accès de la population aux équipements sont calculés avec le distancier **Metric OSRM** et représentent des temps de parcours théoriques par la route (trajet aller).

Insee
Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi
BP 3184
69401 Lyon Cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Thierry Geay
Annelise Robert

Bureau de presse :
04 78 63 26 96

Maquette :
Luminess SAS

@InseeAra
www.insee.fr

ISSN : 2495-9588

© Insee 2023
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et
de l'auteur







Les scénarios de contexte

Remarques générales

Il s'agit, à partir des hypothèses qui ont été travaillées sur les différentes variables de contexte⁶, de les associer pour construire des scénarios, des récits de contexte distincts les uns des autres mais également contrastés dans leur contenu.

▸ Les scénarios

Ils visent à construire des représentations des futurs possibles, ainsi que les cheminements qui y conduisent. L'objectif de ces représentations est de mettre en évidence les tendances lourdes et germes de rupture.



Rappelons que ces scénarios n'ont aucune prétention à dire ce qui sera en 2050 (des centaines d'autres scénarios pourraient être construits).

Chaque scénario se construit à partir d'une variable-pivot qui peut être différente selon les scénarios.

▸ Les variables-pivots

Ce sont les facteurs susceptibles d'affecter significativement la stratégie d'une organisation, la structure d'un marché ou d'une industrie.

▸ Le nom du scénario

➡ Le choix du nom du scénario est essentiel, il doit suggérer le contenu.

➡ Le travail de groupe fait apparaître 6 scénarios de contexte (*voir le tableau en annexe*).

⁶ Géopolitique et relations internationales, économie mondiale, démographie mondiale, climat-environnement-accès aux ressources, les formes du vivre ensemble (Europe et France), industries et activités culturelles.

► Le cadre général des variables de contexte

Le terrain de jeu des variables de contexte peut être représenté dans une première approximation comme une matrice brute dont chaque colonne représente un des 197 états qui peuvent se regrouper ou non par zones géographiques, historiques, politiques ..., et qui sont traversés par les variables retenues.

Ces variables, à partir de la variable pivot, vont déterminer le cadre au sein duquel se construiront les scénarios de contexte.

► Dialogue pour construire des scénarios contrastés (une réalité contrastée nourrie d'ambivalences)

DIALOGIQUE

Ce terme veut dire que deux ou plusieurs logiques, deux principes sont unis sans que la dualité se perde dans cette unité.



Ce n'est pas le **déterminisme**, ce n'est pas non plus le hasard. Isolés, ils sont chacun d'une pauvreté désolante. La richesse fascinante, le véritable objet de la connaissance scientifique, c'est la (les) relation(s) ordre/désordre, hasard/nécessité. C'est la réalité de leur opposition et la nécessité de leur liaison.⁷

Un autre concept créé par MORIN, celui de **récurtivité**, par lequel l'objet produit est producteur du sujet qui le produit.

Il s'accorde bien avec les boucles de rétroaction positive des systèmes dynamiques non-linéaires

et est également inclus dans la contradiction dialectique cause/effet, tout en l'enrichissant, et semble très proche de la contradiction embryogénique de SÈVE. Enfin ce que MORIN nomme le **principe hologrammatique**,⁸ ne diffère guère de la notion dialectique de l'unité des contraires, tout en l'enrichissant de l'épaisseur du complexe.

Le « dialogique » est abordé comme l'instrument approprié pour penser et articuler des domaines radicalement inséparables et constituant un réel indissociable et complexe. Le dialogisme permet à Edgar MORIN d'éviter le mot de dialectique, c'est-à-dire lui permet de faire porter sa réflexion sur la notion de contradiction sans avoir à penser son dépassement ce qui conduirait à une synthèse ou à un retour à l'unité. En un mot, il permet à Edgar MORIN de se dégager de la tradition hégélienne et marxiste qui avait pu animer ses premiers travaux.⁹

Sous bien des rapports, la dialogique apparaît pourtant comme un travail d'articulation entre une partie de la logique dialectique et la partie des sciences du complexe, présente dans la pensée complexe. Il paraîtrait important d'en incorporer les apports à l'héritage de la dialectique, si cela s'avérait possible. Sa conception erronée (mais fréquente) des contradictions dialectiques réduites aux antagonismes, a peut-être conduit MORIN à se refuser à ce que ses travaux enrichissent « l'immense héritage » de la dialectique ce qui a sans doute aussi conduit les penseurs marxistes ou marxistes à sous-estimer l'apport de ses travaux, comme le dit un commentateur d'Edgar MORIN.

► Le climat, une méta-variable

A l'échelle du monde, quels que soient les différents scénarios élaborés à l'horizon 2050, les impacts et conséquences du changement climatique, s'ils touchent l'ensemble des parties du monde, l'intensité et l'ampleur des conséquences n'en sont pas moins différentes selon les continents. Comme le rappelle l'ONU, les pays et les populations les plus pauvres sont les plus durement touchés. Par ailleurs, les pays les plus riches ont potentiellement une capacité financière plus importante pour, d'une part faire face aux conséquences des catastrophes (assurance, reconstruction, réparation, ...) et d'autre part pour adapter les modes de vie aux conséquences de ces évolutions climatiques (constructions adaptées, mobilités, ...).

Pour autant, **plusieurs facteurs** entrent en ligne :

- Quelle priorité pour ces objectifs ?
- Quel financement mobilisé ?
- Quelle répartition : réparation/adaptation ?
- Quelle part public/privé ?
- Quelle répartition des objectifs ?
- Quelle solidarité internationale sur les questions climatiques réparation/adaptation ?

Ces questions traversent les scénarios de contexte de manière globale.

C'est dans les scénarios de territoire que les conséquences concrètes selon les scénarios et les actions d'adaptation pour la région Auvergne-Rhône-Alpes et ses territoires devront être appréhendées.

⁷ Cette nécessité s'exprime souvent chez Edgar MORIN par l'adjonction d'un troisième terme « ordre/désordre/organisation » par exemple.

⁸ Voir la « pensée complexe » d'Edgar MORIN.

⁹ Guy BERGER et Christiane PEYRON-BONJAN, vu à <http://peyronbonjan.free.fr/complex2.htm>.

Six scénarios de contexte

La Section a choisi de retenir six scénarios de contexte à partir des travaux réalisés sur les variables. Bien entendu, les combinaisons possibles entre les différentes variables sont bien plus importantes. Vous trouverez, ci-après, le tableau récapitulatif synthétique des 6 scénarios combinant les hypothèses élaborées à partir des variables par les petits groupes de travail.

		SCÉNARIOS					
		La tour de Babel	La coopération domine le monde	Le monde fracturé	Le monde choisit la contrainte	Mieux qu'en vrai, la vie digitale est bien plus belle	Identitaire avant tout
		Hypothèses retenues					
VARIABLES DE CONTEXTE	Géopolitique et relations internationales	Régulation en grands réseaux (versus privatisation)	Régulation en grands réseaux (versus coopération)	Constitution de nouvelles grandes régions	L'hégémonie chinoise	Régulation en grands réseaux (versus coopération)	Durcissement des frontières et résurgences identitaires
	Économie mondiale	Les digues lâchent	Coopération is beautiful	On continue avec des béquilles	Relocalisation et repli protectionniste	Coopération is beautiful	On continue avec des béquilles
	Démographie mondiale	Les déflations	Liberté migratoire sous contrôle	Une submersion éventuellement acceptée	L'Europe protège ses frontières et la planète	Les déflations	L'Europe protège ses frontières et la planète
	Climat Environnement Accès aux ressources	L'effondrement, la décroissance	L'incitation	On continue, régulation à la marge	Le coercitif, le drastique	L'incitation	L'effondrement, la décroissance
	Les formes de vivre-ensemble (Europe-France)	Chacun pour soi	Tous responsables	Le communautarisme dominant	Tous responsables	Le renouveau du collectif	Le communautarisme dominant
	Industries et activités culturelles	La culture comme pouvoir	L'expansion des industries culturelles, orientation mondialiste	Priorité à la culture de proximité	La culture come pouvoir	Culture virtuelle	Priorité à la culture de proximité

SCENARIO 1

La Tour de Babel

Vous trouverez, ci-après **les grandes lignes du scénario.**



SCENARIO 1

Régulation en grands réseaux
(versus privatisation)

Les digues lâchent

Les déflagrations

L'effondrement, la décroissance

Chacun pour soi

La culture comme pouvoir



Régulation en grands réseaux

Symboliquement la Tour de Babel renvoie aux caractéristiques de notre civilisation occidentale, technicienne, utilitariste, matérialiste, centrée sur des mégapoles hors-sol, elles-mêmes organisées autour de centres d'affaires peuplés de gratte-ciel, organisées plus qu'organisatrices par des chaînes de valeurs portées par des organisations en réseaux de taille mondiale qui structurent dans un même élan, dans l'espace et dans le temps, et qui sont traversées par une multitude de langages.

En raison de crises multiples et de plus en plus fréquentes, les états se sont endettés jusqu'à la démesure avant de lâcher prise, conséquence finale de la prise de pouvoir des grands réseaux qui imposent leur rationalité aux états et aux populations.

Ces réseaux ont plusieurs visages tant ils sont présents dans notre quotidien : transports, services, énergie, divertissement, consommations alimentaires, industrie. Une analyse un peu plus poussée montre des intégrations financières multiples faites de « coopération » généralisée sous forme de coopération et de compétition tant sur le plan global que local.

Ces grands réseaux réunis sur la base de conglomerats mondiaux produisent une très grande partie des biens et des services utilisés par les populations à l'exception des micros-marchés détenus par de multiples artisans et travailleurs indépendants réunis eux aussi en réseaux.

La santé, la monnaie ont été cannibalisées par la blockchain qui assure même une partie du champ assuré autrefois par la justice civile en ce qui concerne, par exemple, les conflits des populations à propos de litiges concernant les biens et les services.

A côté des grands réseaux privés se sont développés :

Au plan international, des réseaux inter-étatiques : accords de libre-échange, organisations à vocations techniques ou scientifiques diverses, organisations internationales fondées sur une communauté de langues, organisations internationales de défenses, ONG humanitaires cherchant à se faufiler.

Au plan local, en riposte à cette domination, les citoyens se sont organisés à partir de ces réseaux en réseaux économiques, d'entraide, de loisirs et au sein desquels s'élaborent parfois des propositions de changement du monde.

Chacun de ces réseaux des plus petits aux plus grands a développé en raison de leur spécificité un langage particulier avec les syntaxes et la grammaire qui lui sont propres d'où ce sentiment de Tour de Babel que dessinent les essais de représentations cartographiques et qui rendent difficiles les interconnexions.

Les digues lâchent

Peu à peu sous l'effet de cette compétition, des structures autrefois entretenues par les états connaissent une lente dégradation du fait d'une absence de maintenance. Les ruptures d'approvisionnement sont de plus en plus fréquentes à cause de conflits armés liés à l'accès aux ressources. Ces ruptures d'approvisionnement sont aussi le produit des relations géopolitiques de moins en moins coopératives et d'une crise climatique qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Les déflagrations, l'effondrement et la décroissance

Les modes de production fondés sur la recherche effrénée de rendements toujours plus importants participent à l'épuisement des ressources naturelles et des terres arables entraînant des catastrophes naturelles et la décimation des populations, en même temps qu'ils rendent complexes les réponses aux besoins primaires des populations.

Ces déflagrations récurrentes qui conduisent à des conflits répétés, entraînent une diminution conséquente de la population mondiale par la conjugaison de l'augmentation de la mortalité et la diminution des naissances.

La montée des eaux, les économies au ralenti sont les conséquences des phénomènes climatiques qui conduisent de nombreux pays à fermer leurs frontières entraînant une forme de décroissance généralisée.

Ainsi, se met en place une économie au ralenti dont le fonctionnement s'apparente de plus en plus, y compris au sein des pays dit développés, à une économie de subsistance.

Le chacun pour soi

Cette « réseau-économie » qui s'est développée au fil des décennies, a transformé chaque citoyen en « tête de réseau », situation à partir de laquelle, chacun peut organiser sa vie. Les formes de solidarité ne sont pas absentes, elles existent toujours mais dans une sorte de militantisme de l'instant : on s'engage sur un temps donné pour une cause.

On est attentif à tous les médias mais la confiance n'est pas acquise. Par ailleurs, sur les réseaux, la parole de chacun vaut celle de l'autre.

« A chacun selon ses orientations ses envies, ses inclinations en matière de travail comme de loisir » est le principe dominant.

Les relations avec les institutions dépendent là aussi d'une recherche de consommation utilitaire, des avantages encore existants et où les prestations nouvelles doivent se financer en dehors de l'impôt.

La culture comme pouvoir

Dans ce scénario, la culture est perçue comme un moyen au service du politique. Elle devient une politique prioritaire, mise au service d'une souveraineté culturelle dans laquelle l'Europe s'engage en soutenant les outils autonomes

indépendants par rapport aux majors des autres continents.

SCENARIO 2 : La coopération domine le monde

Vous trouverez, ci-après **les grandes lignes du scénario.**



Régulation en grands réseaux

Après la période chaotique des années 20 à 40 où la conjonction de divers facteurs (pandémie, guerres inter-étatiques y compris en Europe) et les grands réseaux constitués par les grandes entreprises internationales se sont partagés la gestion du monde, en ne laissant aux états endettés qu'un pouvoir de façade limité et aux populations sous domination, peu de marges de manœuvre en dehors du diptyque : travail consommation, une large prise de conscience internationale des problèmes à résoudre a remis la société civile en mouvement. Dans une logique du Conseil National de la Résistance (CNR), des propositions portées et validées au sein des réseaux sociaux, au plan

mondial comme au plan local, émergent dans le but de retrouver des jours meilleurs.

Coopération is beautiful

Un point central est de réencadrer l'économie dans la société en l'orientant par les deux bouts tenus en même temps, production et répartition des richesses, qui touchent l'ensemble des strates. La mise en place de cette démocratie renouvelée est un chantier en construction alimenté par un engagement citoyen toujours plus exigeant.

Ces principes ont conduit à l'extension des communs comme mode d'organisation et de gestion. Les biens communs, ou tout simplement « communs », sont des ressources, gérées collectivement par une communauté. Celle-ci établit des règles et une gouvernance dans le but de préserver et pérenniser cette ressource. Des logiciels libres aux jardins partagés, de la cartographie à l'énergie renouvelable, en passant par les connaissances et les sciences ouvertes ou les AMAPs ainsi que les épiceries coopératives, les « Communs » sont partout ! Ces communs couvrant des périmètres allant du local au global.

Au cœur du réacteur, c'est le développement privilégié de l'économie de proximité, circulaire et de la fonctionnalité. L'accent est mis sur la qualité plus que sur la quantité, la durabilité sur la fast fashion. Ces communs sont un lieu privilégié d'apprentissage du vivre ensemble et de la participation à la vie de la cité.

Les indicateurs du bien-vivre se sont substitués aux critères comptables et financiers. Les chaînes de coopération ont pris le pas sur les chaînes de valeurs verticales et les produits issus de celles-ci sont un bien commun et donc partageable. Le travail vivant a été réhabilité, le réchauffement climatique contenu et la biodiversité préservée.

Liberté migratoire sous contrôle

Le vieillissement de la population s'est poursuivi en Europe. Seule l'Afrique et une partie de l'Asie connaissent, en 2050, une croissance démographique encore soutenue.

Face au vieillissement de la population en Europe, les déplacements de populations se sont renforcés mais sous contrôle en fonction des besoins de l'économie et des stratégies des populations.

Deux cas ont coexisté et coexistent en fonction des besoins et des pays :

Une immigration ouverte générique qui accepte les candidats quel que soit leur niveau pour répondre aux besoins de main d'œuvre dans tous les secteurs.

CAS
N° 1

Une immigration choisie. Le vieillissement de la population s'est poursuivi en Europe. Seule l'Afrique et une partie de l'Asie connaissent, en 2050, une croissance démographique encore soutenue.

CAS
N° 2

De fait, l'immigration est gérée au coup par coup selon les besoins de l'économie et des tensions politiques. Dès que les conséquences de l'immigration sont perçues négativement, les frontières se referment et les flux se réduisent.

L'incitation

La sensibilisation des populations aux problèmes climatiques a conduit à des investissements importants dans les technologies nouvelles fondées entre autres sur le recyclage.

De même, les difficultés économiques rencontrées par les populations ont conduit à une prise de conscience face à la consommation que traduisent les comportements de frugalité qui se sont développés dans toute la société tant au plan des individus que des administrations, ou des villes. Des ateliers de remise en état ont remplacé au cœur des villes et des communes, les anciens petits commerces.

L'énergie facturée à son coût réel incluant l'environnement, la suppression du gaz dans les logements ainsi que les mesures sectorielles mises en œuvre ont modifié de façon substantielle les modes et genre de vie.

La COP (Conférence des Parties) joue son rôle et fixe des objectifs à chaque pays. Les règles mises en œuvre dans chacun des pays sont susceptibles d'un recours devant un tribunal mondial.

Dans ce scénario, la société civile joue un rôle important par ses pressions sur les gouvernements, rétifs à la mise en place de solutions plus draconiennes.

Tous responsables

Cette attitude responsable se caractérise par ce scénario tant elle est au cœur du vivre ensemble : les citoyens ont retrouvé le respect de l'Etat et ils appliquent les lois même si elles sont très contraignantes.

Les ressources, au plan local, sont affectées le plus possible vers des actions mutualisées, la règle dominante est « vivre mieux avec moins ».

La robotisation qui a mis l'emploi à mal a eu pour conséquence le versement d'un revenu universel : la redistribution n'est plus un tabou.

L'expansion des industries culturelles, orientation mondialiste

L'évolution des lieux culturels : à l'époque où l'offre culturelle était distribuée comme autant de lignes Maginot rigides (théâtres, cinéma, opéra, structurés par un lieu, des horaires et une distribution unique), lui a succédé au fil des décennies, favorisée par le développement du numérique et les attentes de la clientèle une offre culturelle à tous moments du jour et de la nuit. Celle-ci donne la possibilité d'interagir, une immense créativité qui s'est traduite par une offre nouvelle où l'important est le coût de « la mise en boîtes » réalisée à partir d'algorithmes prenant en compte une multitude de paramètres.

Les immenses capitaux nécessaires pour réaliser une telle offre a conduit à une uniformisation de l'hégémonie de certaines cultures mais en même temps à l'émergence d'un artisanat et d'une création culturels nécessaires pour alimenter ces grands groupes de production.

Le numérique sous ses différentes formes dans l'échange, la communication et la distribution, sont semblables aux chaînes de valeur utilisées dans l'industrie. Le monde de la culture est devenu un et pluriel à la fois en permanente recomposition.



SCENARIO 3

Le monde fracturé

Vous trouverez, ci-après les **grandes lignes du scénario.**



SCENARIO 3

La submersion éventuellement acceptée

Constitution de nouvelles grandes régions

On continue avec des béquilles

On continue, régulation à la marge

Le communautarisme dominant

Priorité à la culture de proximité



Une submersion éventuellement acceptée

La population mondiale a cru entre 2030 et 2050 de 2 milliards mais le rythme de croissance a diminué par rapport à la période précédente. Huit pays ont contribué pour plus de la moitié à l'augmentation de la population parmi lesquels 5 pays africains : la République Démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigéria et la Tanzanie qui à eux seuls représentent 50 % de l'augmentation.

A l'inverse, la population européenne qui a baissé de 5,4 % entre 2020 et 2050 et de 10% pour l'Europe de l'Est et du Sud conduit à ouvrir les portes à l'immigration.

L'Europe reste le point d'arrivée majeur des africains malgré quelques migrations vers l'Asie et en particulier la Chine qui voit sa population décroître depuis 2020.

Les migrations ont un double visage : pauvreté et sécurité politique massive et désordonnée d'une part et une immigration qualitative choisie par l'Europe pour les personnes disposant de compétences spécifiques, d'autre part.

Constitution de nouvelles grandes régions

Les années 2020-2050 ont vu se reconstituer de nouvelles grandes régions, autour d'empires ou de zones d'influences avec des zones-tampon.

L'empire américain : zone d'influence directe de l'Amérique Latine à l'Australie avec une zone de friction Asie du Sud-Est et de la mer de Chine.

La Chine dont la population n'est plus que de 1,150 milliards, assoit son empire et domine l'Asie Centrale et la presqu'île indochinoise. Sa zone d'influence s'étend sur une large partie de l'Afrique et du sous-continent indien. Elle s'appuie sur sa diaspora pour renforcer son influence. L'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai : Chine, Russie, Inde, Iran, Pakistan, ...) renforce ses liens.

L'Inde, première puissance démographique avec 1,5 milliard d'habitants et troisième économie mondiale s'affiche comme puissance régionale en lien avec l'Indonésie, l'Afrique Australe, l'Asie du Sud-Est et une partie du Moyen-Orient.

En réponse à la disparition de l'OTAN et aux tentatives d'hégémonie chinoise, l'Europe sort renforcée de ses investissements dans le numérique et le spatial. Elle conforte ses relations économiques avec la Russie devenue un état démocratique et menacé par la Chine.

L'Afrique sous influence de la Chine connaît un développement inégal et voit des espaces régionaux se construire et se déconstruire sans que leur contour soit vraiment dessiné.

On continue avec des béquilles

La mondialisation se poursuit, les échanges continuent comme avant à des coûts de plus en plus élevés créant au sein de chaque état des populations qui subsistent plus qu'elles en vivent.

La confrontation Chine-USA se renforce, le reste du monde s'aligne autour de cet affrontement. Le poids politique de l'Europe s'affaiblit ainsi que l'économie en raison de sa dépendance aux matières premières.

Les crises financières, sociales et environnementales, plus fréquentes plus intenses, plus difficiles à surmonter se succèdent malgré des mesures concertées prises au niveau mondial.

Climat : on continue une régulation à la marge

La neutralité carbone toujours annoncée et toujours retardée fait qu'elle n'est pas atteinte en 2050 : les régulations à la marge se font très lentement. Les émissions GES continuent d'augmenter.

L'augmentation des fontes des pôles perturbent encore plus le climat et les montées des eaux qui en découlent, entraînent des migrations des populations concernées.

Des migrations importantes se font vers les pays du Nord.

Le communautarisme dominant

Différentes communautés de vie s'organisent autour de valeurs communes éthiques, religieuses et géographiques, elles exercent un certain contrôle sur leurs membres.

Chaque communauté a ses propres médias et s'attachent à appliquer des modèles éducatifs spécifiques. L'autorité nationale est souvent contestée, seules les règles internes prévalent. Il existe une certaine solidarité au sein de ses groupes qui s'opposent parfois entre eux mais qui se retrouvent dans leur attachement au fonctionnement de l'État Providence.

Ces communautés lorsqu'elles existent physiquement, s'approprient des « secteurs » pour maîtriser leur mode de vie ensemble : santé, prévoyance, prestations compensatoires, entraide, éducations, etc.

D'autres communautés existent hors sol à travers de nombreux réseaux sociaux qui dépassent les frontières de la nation.

Priorité à la culture de proximité

La culture de proximité, singulière, dans laquelle les citoyens sont très impliqués, prédomine. L'appropriation des pratiques culturelles, du fait que chacun se sente acteur et créateur a pris le pas sur l'intérêt pour la consommation des années passées. De nouveaux secteurs de la culture sont défrichés et facilitent des relations plus intergénérationnelles. Il existe de-ci de-là un risque de folklorisme et repli sur soi.

SCENARIO 4 Le monde choisit la contrainte

Vous trouverez, ci-après les **grandes lignes du scénario.**



SCENARIO 4

Le coercitif, le drastique

Relocalisation et repli protectionniste

L'Europe protège ses frontières et la planète

Tous responsables

L'hégémonie chinoise

La culture comme pouvoir



Le coercitif, le drastique

Une priorité guide les États : assurer la survie de la communauté par la maîtrise des événements climatiques. La consommation est contrôlée et soumise à des règles précises dont il est difficile de s'échapper.

Le quota s'impose dans tous les domaines de la vie quotidienne : carbone, eau mais pas que. Les pays territoires qui ne respectent pas ces règles sont mis sous embargo par la communauté mondiale qui ferme alors les frontières.

Des actes de rébellion de révolte et de non-acceptabilité perturbent le vivre-ensemble.

Relocalisation et repli protectionniste

L'économie s'articule désormais à l'intérieur de blocs continentaux au sein desquels les zones sont plus ou moins stables : Chine, Europe, Inde, Alena. L'Amérique du Sud et l'Afrique sont maintenues en situation de dépendance et peinent à trouver leur projet de développement.

L'objectif de viser une souveraineté maximale à l'échelle du bloc conduit peu à peu à l'autarcie. Les échanges inter-blocs se limitent essentiellement aux matières premières agricoles et industrielles.

Le mouvement de relocalisation d'activités et d'emploi a été puissant et a entraîné de fortes tensions dans certaines zones (pertes d'emploi, dilemmes, réindustrialisation et environnement). La priorité est donnée à l'emploi et si les compétences n'existent pas, on robotise.

Les faibles échanges inter-blocs ont généralisé des hétérogénéités dans les rythmes de développement, de démographie et de situations politiques.

Le renforcement et le transfert de compétences de puissance publique s'est fait plus ou moins rapidement au niveau des blocs suivant leur homogénéité ; ceci allant de pair avec un poids renforcé des régions et des bassins de vie où se déploient les **circuits économiques les plus importants** :

- ▷ alimentation,
- ▷ économie circulaire,
- ▷ économie présentielle, ...

Les mouvements de population, émigration et tourisme se sont cantonnés au début des années 30 au sein des blocs.

Mais du fait de l'hétérogénéité des blocs, ces mouvements se sont modifiés étant donné l'appel de blocs en déprise démographique, des conditions politiques ou de décroissance.

Le système financier est revenu pour l'essentiel à une organisation continentale, les régulations mondiales sont réduites à peu de choses.

Les échanges inter-blocs s'organisent sous forme de troc. Il n'existe de régulation mondiale que pour les problèmes planétaires : gestion des ressources alimentaires, matières premières.

La prise en compte au niveau des blocs, la question environnementale sont moins prégnantes au plan des régulations mondiales.

L'Europe protège ses frontières et le monde

Face au développement d'épidémies en tous genres et au souhait de l'entre-soi, l'émigration est fermée de jure et de facto. Une politique migratoire restrictive s'impose brutalement.

Les politiques malthusiennes sont au cœur des projets politiques avec quelques tentatives natalistes.

Tous responsables

Cette attitude responsable caractérise ce scénario tant elle est au cœur du vivre ensemble : les citoyens ont retrouvé le respect de l'Etat et ils appliquent les lois même si elles sont très contraignantes.

Les ressources au plan local sont affectées le plus possible vers des actions mutualisées. La règle dominante est « vivre mieux avec moins ».

La robotisation qui a mis l'emploi à mal a eu pour conséquence le versement d'un revenu universel : la redistribution n'est plus un tabou.

L'hégémonie chinoise

La Chine a renforcé sa zone d'influence directe par la possession de matières premières par des investissements stratégiques au service de son propre développement et par l'intermédiaire d'un soft power sur l'ensemble des zones de la planète.

Après avoir neutralisé le Pacifique et l'Europe, elle a également neutralisé les USA en raison de ses capacités financières. La dette américaine a acté la fin de la domination du dollar.

Sa puissance militaire mixe une capacité d'occupation du territoire et de l'espace. Elle assoit sa puissance par une domination du cybermonde.

La culture comme pouvoir

Dans ce scénario, la culture est perçue comme un moyen au service du politique. Elle devient une politique prioritaire, mise au service d'une souveraineté culturelle dans laquelle l'Europe s'engage en soutenant les outils autonomes indépendants par rapport aux majors des autres continents.

► SCENARIO 5

Mieux qu'en vrai, la vie digitale est bien plus belle

Vous trouverez, ci-après **les grandes lignes du scénario.**



SCENARIO
5

Culture virtuelle

Coopération is beautiful

Le renouveau du collectif

L'incitation

Les déflagrations

Régulation en grands réseaux
(versus coopération)



Culture virtuelle

Au cœur de la société post-industrielle et de la société numérique en plein essor, les pandémies et les crises caractéristiques de la catastrophe annoncée ont conduit les populations à se détourner le plus possible de la société productiviste pour s'investir dans ce qui fait le sel de la vie la culture mais plus particulièrement la culture virtuelle.

Finies les queues et les files d'attente, finie la culture en boîte symbole des musées et des salles de cinéma, finies les séparations entre l'artiste et le consommateur, finies les offres étriquées et vive le virtuel.

Dans ce nouveau monde, les technologies numériques et les médias interactifs contribuent en effet à remettre en question les notions traditionnelles d'œuvre d'art, de public et d'artiste. L'artiste n'est plus l'unique créateur d'une œuvre, mais souvent le médiateur ou l'animateur des interactions entre le public et celle-ci.

METAVERS

(metaverse en anglais)

Ce terme veut dire est un monde parallèle virtuel, où chaque utilisateur peut mener une vie numérique en 3 ou 4D, au travers d'un avatar, un personnage qui le représente



Dans ce monde, grâce à notre avatar, nous pouvons se mouvoir et interagir avec des objets et l'environnement alentour, se regarder et vivre à travers son avatar mettant à mal la maxime du philosophe BERGSON qui prétendait sottement « **qu'on ne peut pas être à la fois à la fenêtre et se regarder passer** ».

Ce nouveau support devient le principal vecteur des échanges de productions culturelles au détriment des lieux physiques nécessités par les présentations en live en même temps qu'il témoigne de l'accélération du numérique et du primat du virtuel sur le monde banalement réel.

Derrière ce monde se met en place un collectif nouveau. Je ne suis pas obligé de parler à mon voisin. Mon avatar peut partager ma soif de culture avec d'autres « moi-même » qui ont montré patte blanche avant que je ne leur ouvre la porte. Je peux me promener avec eux dans des paysages à des milliers de kilomètres.

● ● La robe que je porte est une robe d'un grand couturier dont j'ai acquis un bout du droit d'usage. Quand j'ai permis à l'avatar de mon nouvel ami de monter dans ma voiture à 500 chevaux, avatar d'une voiture des années 2030, j'ai vu qu'il portait une montre de 900 000 dollars.

J'en ai profité pour échanger avec lui un Non Fongible Token (NFT) de ma création contre un des siens. Ensemble, nous avons décidé de faire un voyage virtuel.

Coopération is beautiful

Une large prise de conscience internationale des problèmes à résoudre a remis la société civile en mouvement. Dans une logique de Conseil National de la Résistance, des propositions portées et validées au sein des réseaux sociaux, au plan mondial comme au plan local, émergent dans le but de retrouver des jours meilleurs.

Un point central est de réencastrier l'économie dans la société en l'orientant par les deux bouts tenus en même temps, production et répartition des richesses.

Touchant l'ensemble des strates, la mise en place de cette démocratie renouvelée est un chantier en construction alimenté par un engagement citoyen toujours plus exigeant.

Ces principes ont conduit à l'extension des communs comme mode d'organisation et de gestion. Ces communs couvrant des périmètres allant du local au global.

Au cœur du réacteur du scénario, c'est le développement privilégié d'une économie de proximité, circulaire et de la fonctionnalité. L'accent est mis sur la qualité plus que sur la quantité, la durabilité sur la fast fashion. Ces communs sont un lieu privilégié d'apprentissage du vivre ensemble et de la participation à la vie de la cité.

Les indicateurs du bien vivre se sont substitués aux critères comptables et financiers. Les chaînes de coopération ont pris le pas sur les chaînes de valeurs et les produits issus de celles-là sont un bien commun et donc partageable.

Le travail vivant a été réhabilité, le réchauffement climatique contenu et la biodiversité préservée.

Le renouveau du collectif

La famille dans ses formes réinventées est toujours un centre de recours pour chacun. La confiance portée par l'intérêt que chacun porte aux médias est de retour. L'éducation de la jeunesse à la citoyenneté est une ardente obligation.

En raison du changement climatique qui se poursuit, les citoyens se mobilisent sur leur territoire pour préserver les ressources autour de projets innovants et diffusés. Le circuit court est privilégié.

Les institutions accompagnent les initiatives, les pouvoirs des régions sont étendus et la confiance est rétablie avec les gens.

La mutualisation des ressources fait partie des nouveaux comportements, le numérique et l'IA permettent dans les territoires défavorisés d'améliorer les conditions de vies des personnes les plus nécessiteuses. La solidarité conjugue désormais les valeurs de liberté d'égalité et de fraternité.

L'incitation

Face à l'urgence climatique, une prise de conscience mondiale, sous l'effet d'une sensibilisation des populations, a conduit à des investissements importants dans les technologies nouvelles fondées entre autres sur le recyclage.

L'énergie facturée à son coût réel incluant l'environnement ainsi que les mesures sectorielles mises en œuvre ont freiné considérablement la consommation.

La COP joue son rôle et fixe des objectifs à chaque pays. Les règles mises en œuvre dans chacun des pays sont susceptibles d'un recours devant un tribunal mondial.

Dans ce scénario, la société civile joue un rôle important par ses pressions sur les gouvernements.

Les déflagrations

Les comportements démographiques se modifient : réduction de la natalité, vision pessimiste de l'avenir nourrie par une mortalité et une insécurité générale.

Régulation en grands réseaux

Cette coopération globale est devenue possible par la généralisation des réseaux qu'il s'agisse de réseaux intergouvernementaux, privés, communs techniques, climatiques, de services, humanitaires, internationales sur une communauté de langue, culturelle.

SCÉNARIO 6 Identitaire avant tout

Vous trouverez, ci-après **les grandes lignes du scénario.**



SCENARIO 6

Durcissement des frontières et résurgences identitaires

Le communautarisme dominant

L'effondrement, la décroissance

On continue avec des béquilles

L'Europe protège ses frontières et la planète

Priorité à la culture de proximité



Durcissement des frontières et résurgences identitaires

La montée des populismes et des nationalismes conduit au protectionnisme des états qui adoptent des politiques d'immigration restrictives. Cela se traduit par des dispositifs de contrôle aux frontières avec des centres de rétention des camps de réfugiés, des murs, le fichage généralisé des migrants et des mesures d'expulsion et de réinstallation plus nombreuses. Les contrôles sont délégués aux pays d'origine.

On assiste à une recomposition des relations internationales latérales ou multilatérales, les urgences humanitaires se multiplient ainsi que des trafics de main d'œuvre. Les difficultés d'une politique migratoire commune au sein de l'Union Européenne sont prégnantes. Le durcissement des politiques de coopération avec les pays d'origine ou de transit et les mesures de rétorsion pèsent sur les accords économiques et culturels.

L'intégration des minorités d'origine étrangère est difficile en raison de la préservation des identités nationales malgré des tentatives sur le plan international d'élaboration d'un statut du migrant qui rencontrent peu de succès.

Le communautarisme dominant

Différentes communautés de vie s'organisent autour de valeurs communes éthiques, religieuses géographiques et exercent un certain contrôle sur leurs membres. Chaque communauté a ses propres médias et s'attache à appliquer des modèles éducatifs spécifiques. L'autorité nationale est souvent contestée, seules les règles internes prévalent.

Il existe une certaine solidarité au sein de ses groupes qui s'opposent parfois entre eux mais qui se retrouvent dans leur attachement au fonctionnement de l'État Providence.

Ces communautés lorsqu'elles existent physiquement s'approprient des secteurs en totalité ou en partie pour maîtriser leur mode de vie ensemble : santé, éducation, entraide. D'autres communautés existent hors sol à travers de nombreux réseaux sociaux qui dépassent les frontières de la nation.

L'effondrement, la décroissance

Les modes de production fondés sur la recherche effrénée de rendements toujours plus importants participent à l'épuisement des ressources naturelles et des terres arables entraînant des catastrophes naturelles et la décimation des populations, en même temps qu'ils rendent complexes les réponses aux besoins primaires des populations.

On continue avec des béquilles

La mondialisation se poursuit, les échanges continuent comme avant. La confrontation Chine-USA se renforce, le reste du monde s'aligne autour de cet affrontement. Le poids politique de l'Europe s'affaiblit ainsi que l'économie en raison de sa dépendance aux matières premières.

Les crises financières sociales et environnementales, plus fréquentes, plus intenses, plus difficiles à surmonter, se succèdent malgré des mesures concertées prises au niveau mondial.

L'Europe protège ses frontières et la planète

Face au développement d'épidémies en tous genres et au souhait de l'entre-soi, l'émigration est fermée de jure et de facto. Une politique migratoire restrictive s'impose brutalement. Les politiques malthusiennes sont au cœur des projets politiques avec quelques tentatives natalistes.

Priorité à la culture de proximité

La culture de proximité, singulière, dans laquelle les citoyens sont très impliqués, prédomine. L'appropriation des pratiques culturelles, du fait que chacun se sent créateur, a pris le pas sur l'intérêt pour la consommation des années passées. De nouveaux secteurs de la culture sont défrichés et facilitent des relations plus intergénérationnelles mais certains alertent sur le fait qu'il existe un risque de folklorisme et de repli sur soi.



Remarques générales

Cette partie est consacrée à la présentation des quatre scénarios de territoire retenus par la Section à partir des variables de territoires du système prospectif présenté dans la première partie. Chaque scénario est précédé d'une historiette qui à partir de personnages et de situations fictifs proposent une incarnation du scénario.

03

Les scénarios de territoire



Quatre scénarios de territoire

La Section a choisi de retenir quatre scénarios de territoire à partir des travaux réalisés sur les variables. Comme pour les scénarios de contexte, les combinaisons possibles entre les hypothèses des variables élaborées par les petits groupes de travail, sont bien plus importantes. Vous trouverez, ci-après, le tableau récapitulatif des 4 scénarios retenus.

		La dysociété « Chacun son monde »	La société fertilisée « Tous pour un, un pour tous »	Le paradis artificiel « Des vies parallèles »	Un nouveau pacte social « La cohésion d'abord »	
VARIABLES DE TERRITOIRE		Hypothèses retenues				
		ÉCONOMIE-TRAVAIL Organisation de la Production, du Travail et de l'Emploi	La proximité au risque de l'autarcie	La liberté, l'innovation avant tout	La liberté, l'innovation avant tout	La régulation durable
		INSTITUTIONNEL/ PRISE DE DÉCISIONS COLLECTIVE Gouvernance Citoyenneté Démocratie Organisation des territoires	Le délitement	La dynamique régionale	Le pouvoir des villes	La dynamique régionale
		INTIME Éducation Pratiques culturelles-spirituel-religieuses Identité-rapport à l'altérité Sexualité-rapport entre les sexes	Le refuge dans l'intime	La singularité dans la multitude	Accélération du dévoilement de l'intime	La singularité dans la multitude
		RAPPORT À L'ESPACE, AU TEMPS A LA NATURE Agriculture-ruralité-urbain, Logement-mobilité Tourisme-loisirs-sport-mouvement-santé	La séparation des mondes	Les mobilités ad'hoc	La séparation des mondes	Les mobilités ad'hoc
		LES POPULATIONS Démographie-répartition territoriale, Jeunesse-vieillesse-lien intergénérationnel Accès aux services (équipements, temps d'accès...) Solidarité-sécurité-sureté	Accentuation de la fracture ressentie et observée	Pas de fracture	Fracture non ressentie et observée	Pas de fracture

SCENARIO 1 La dysociété

« Chacun son monde »

Historiette n° 1

“ APPOLLINE
D'ARGEN-
TIN est ac-
compagna-
trice de vie et
de bien-être,
précise-t-
elle, fille et petite-fille de psychiatre. Elle est invitée par le service médical de la région pour une discussion informelle à l'occasion des trente ans de l'ouverture de son centre de psychiatrie robotisée.

« Mon père voulait que je sois psy, mais pas un psy comme les autres ! »

En même temps que j'étudiais la psychiatrie à Lyon je suivais des études de robotique à Clermont-Ferrand pionniers dans un département pionnier de la réalité virtuelle naissante. Mon intuition était que la psychanalyse telle qu'elle était pratiquée n'était pas adaptée à des traitements de masse et qu'il fallait en changer la pratique.

J'ai commencé à exercer en 2020, j'avais 30 ans j'ai été une des premières à expérimenter l'usage des robots et de la réalité virtuelle en santé mentale.

La psychiatrie robotique est devenue la règle dès 2030 en raison du manque de psychiatre face aux besoins grandissants d'un monde de plus en plus anxieux.

L'homme a besoin de fabriquer des images et comme il y arrive mal il ne cesse de s'y employer. Le robot est à sa disposition pour fabriquer des images matérielles avec lesquelles il peut entretenir les mêmes relations qu'avec ses images intérieures.

Les technologies de la réalité virtuelle permettent à un usager d'interagir en temps réel à partir de son domicile au moyen de divers interfaces avec un modèle multidimensionnel engendré par l'ordinateur.

Le robot empathique est calibré par le patient qui choisira un médecin parmi un panel de « médecins » holographiques. Sa part animale lui fera désigner intuitivement celui qui lui inspire le plus confiance, avec lequel il se sent le plus à l'aise.

En phase de consultation, le robot adoptera les attitudes et mimiques du patient, en empathie et non pas en miroir. Son flux

de parole sera calqué sur la ventilation du patient avec des mots d'apaisement en fin d'expiration de celui-ci. Le verbatim de l'échange sera ensuite analysé par le référentiel algorithmique au fur et à mesure des séances. La prise en charge sera multiple avec coaching sportif, diététique, musicothérapie, art-thérapie, etc.

Mon propos est de vous restituer, ce que nous ont appris des milliers de séances

Au commencement était le covid, le confinement, l'économie arrêtée, tous empilés chez soi, l'impuissance de la médecine, les patients perdus de vue ...

2022 re-rebelote ! La guerre prend la place du virus. 1 personne sur 5 dans nos cabinets, comme si toute la vie économique s'était donnée rendez-vous, « the place to be ».

A partir des années 30 les sécheresses, les inondations, les canicules mais aussi les urticaires, les allergies en dehors des saisons habituelles, même les incrédules se disaient qu'il se passait quelque chose.

A partir de là le sentiment de défiance (contre le virus, contre les Russes ou contre les Ukrainiens, contre le voisin ou contre la voisine, contre les politiques sauf le maire qui est comme nous) se répand dans tous les entretiens, ...

L'école privée qui attire de plus en plus d'enfants et qui fait fermer les écoles publiques, les enfants, qui ne savent pas écrire en entrant en sixième, qui sont trop gâtés. Les enseignants qui ont trop de vacances, les tablettes électroniques qui remplacent le stylo et le papier oubliant le rôle de la graphie manuelle dans le développement du cerveau.

Les cadences infernales dans l'entreprise et même aussi à la mairie ! les promotions pas toujours au mérite ! les femmes toujours moins bien traitées que les hommes. Les chefs d'entreprise qui n'y arrivent plus : les salariés surtout les jeunes qui ne veulent pas bosser ».

Les paysans qui n'arrêtent pas de nous empoisonner, les écolos qui font passer les grenouilles et les petites bêtes avant le pauvre monde, les étrangers qui viennent manger notre pain et qui ont plus de droits que les vrais français. Tous à la mosquée alors que les églises sont désertées ; les personnes âgées qui ne se reconnaissent pas dans la jeunesse ; celles au contraire qui remercient le ciel d'avoir des voisins si attentionnés alors qu'elles ont été abandonnées, oui abandonnées par les parents !

La société est vécue comme une société de repli sur soi, source et conséquence des fractures dans le vivre ensemble. Ce repli sur soi on le voit en observant les murs qui entourent les pavillons construits avant 2030. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'en construire dans le refus de s'engager pour des idéaux. Et pourtant on a plein de choses à donner de nous, la preuve quand il y a un coup dur dans le voisinage on est toujours là pour donner un coup de main même pour des gens pas comme nous. On est tous des humains quand même.

Ce repli il nous dit trois choses essentielles : il nous révèle la peur, (une peur viscérale de ne pas y arriver, peur d'être licencié, peur de ne plus face, peur d'être dépassé, peur pour sa famille), un manque d'écoute, mais il nous dit aussi que l'envie de faire ensemble n'est pas perdue, elle est tout simplement en sommeil. Il faut la réveiller.

On ne peut pas faire société quand on a peur.

Si cela vous intéresse, par-delà les affections dont souffrent nos patients, le robot les a classées quel, que soit leur lieu d'habitation avec les familles dont ils sont issus en quatre catégories :

Les résignés, ils vivent là où ils sont sans espoir de vivre ailleurs, petits retraités, petits employés ou chômeurs

Les résolus, ils appartiennent à la classe des cadres dirigeants, ils ont fait des études, changent d'entreprise tous les 5 ans. Ce sont des battants mais aussi les meilleurs clients du robot

La troisième catégorie concerne les flot-tants que le robot divise en deux sous-catégories :

- Les fatalistes qui se contentent de ce qu'ils ont et dont l'ambition est de ne pas tomber dans la case des résignés,
- Les opiniâtres qui ne perdent pas l'espoir que leurs enfants accèdent à la case des résolus ?

J'ai dépassé les 20 minutes que l'on m'avait attribuées, je n'ai pas tout dit et j'ai trop parlé. Je vous ai parlé comme une psy et pas comme un économiste. À vous de continuer. Merci ».

Les gens se lèvent applaudissements dans la salle.

Une fracture ressentie et non observée



On ne regarde plus ce qui est mais ce que l'on pense avant ce qui est ; un sentiment de défiance s'est installé depuis des décennies, défiance vis-à-vis des institutions, des politiques mais aussi défiance vis-à-vis de la science, sentiment auquel s'ajoute une remise en cause de toutes données officielles auxquelles on préfère le ressenti qui domine les réseaux sociaux où la parole de chacun vaut celle des autres.

Le développement des réseaux sociaux et des influenceurs permet en temps réel de diffuser toute idée qui n'a plus besoin d'être démontrée puisqu'elle va être concaténée avec d'autres dès qu'elle est formulée. Et cette idée va faire flores lorsque l'on sait que le cerveau est plus apte à accepter rapidement une idée fausse plutôt que vraie.

Un nouveau concept émerge et traverse toutes les couches de la société, il n'a pas besoin d'être démontré, il s'impose dans une dichotomie évidente qui fait sens dès qu'elle est énoncée. Ne s'embarassant pas de nuances et fonctionnant à géométrie variable il permet à chacun de se situer à tout moment au fil des événements. Simple à assimiler il fonctionne comme nos ordinateurs sur un monde binaire. On peut le résumer en deux mots qui structurent les raisonnements, la réunion de « **EUX et NOUS** ».

EUX c'est l'autre le profiteur ou l'assisté, le riche ou le pauvre, celui qui habite en ville ou à la campagne, le fonctionnaire ou l'entrepreneur, celui qui est à la barre ou dans l'opposition, celui qui croit en dieu ou qui n'y croit pas, celui qui se lève tôt ou celui qui se lève tard, celui qui croit que la terre est plate et celui qui n'y croit pas, ceux qui sont

français et ceux qui ne le sont pas

NOUS c'est l'opprimé, le dindon de la farce, celui qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, ou celui qui se décarcasse pour les autres sans compter son temps, l'artisan, l'entrepreneur ou le fonctionnaire, celui qui travaille pour les autres, ou celui qui ne travaille pas, celui que l'on ne plaint jamais, celui qui ne gagne rien ou qui ne gagne pas ce que l'on croit.

La force de ce concept est son incroyable plasticité, cette autre forme du en même temps, traverse les couches sociales, les positions, les âges, les niveaux de formation et les lieux d'habitation. Le « eux » comme le « nous » ne fonctionnent jamais de façon bijective, chacun échappe aux décomptes statistiques. Toute question quel que soit le domaine visé va créer/re-créer de nouveaux camps des nous et des eux.

Eux et Nous sont les vecteurs d'une normalité à la fois individuelle et collective.

De façon générale et dans de nombreux cas ou situations, les données de l'Insee n'ont aucune prise par rapport à celles des rapports sociaux. Même si les statistiques montrent que le pouvoir d'achat augmente régulièrement, même si les différentes enquêtes montrent que si les incivilités augmentent la sécurité générale n'est pas altérée, les informations journalières traitant des crimes et des viols balayaient les données officielles faisant naître en contrepoint un sentiment d'insécurité généralisé même si là encore, la sociologie juridique a montré depuis longtemps qu'en matière de viol, le risque est plus grand dans les familles que dans la rue.

La certitude de disposer de la vérité traverse les lieux et les situations. L'adage du moyen âge « si tu changes de couvent, n'apporte pas ta règle », n'a plus cours.

Que l'on agisse ou que l'on discute

on le fait toujours au nom de son éthique, devenue le sac à dos portable de la morale. On déménage à la campagne en venant de la ville en s'appliquant à apporter nos habitudes et nos modes de vie et tant pis s'ils troublent le vieil ordre établi.

Pour se rassurer on a toujours à sa disposition quelques indicateurs choisis, en fonction de ce que l'on va démontrer et quoi de mieux pour le faire que de parler chiffres et coûts. On ne risque rien chacun sait que la statistique est avec la comptabilité la forme la plus élaborée du mensonge comme le fait dire un scientifique du siècle dernier Auguste DETOEUF au héros de son ouvrage : « Barenton confiseur » que l'on lit 130 ans après avec le même plaisir »

Tout converge pour créer, alimenter et propager de nombreuses fractures aux temporalités variables qui se nourrissent et s'enrichissent au gré des rencontres et des projets

Au cœur de ces fractures il faut noter les problèmes intergénérationnels posés par exemple par les enfants d'urbains en 2050 qui ne se comportent pas comme leurs parents, soit qu'ils veulent quitter la ville pour s'immerger dans le rural soit prendre le chemin inverse. Dans les territoires où se conjuguent souvent capacités d'adaptation des nouveaux venus et capacités d'intégration des anciens, le « dernier kilomètre » signe parfois des fins de vie difficiles loin des siens.

L'éducation et la formation sont à la carte. L'École, lieu de partage de connaissances disparaît au profit de la relation individuelle au numérique. Muni de sa tablette qui remplace livres et cahiers, l'élève ne fait pas bien la différence entre sa chambre et ce lieu étrange qu'est l'école. Dans les deux lieux, en cas de difficulté on peut consulter le net comme on peut jouer pendant les cours et s'instruire à la maison.

La scolarité obligatoire se limite à un niveau élémentaire, autour de quelques fondamentaux. Ensuite, l'illusion d'une éducation partagée se développe dans le virtuel. Les apprentissages se répartissent entre le réel et virtuel, chacun pioche au niveau de ses envies et de ses besoins.

On vit beaucoup dans sa chambre et à travers les écrans, ... Est-ce que ça sert d'apprendre ? Apprendre quoi ? Chaque individu passe des heures sur les réseaux sociaux, pensant s'informer et échanger, au gré de ses désirs et des circonstances.

L'offre de formation est éclatée et concurrentielle. L'école publique n'est plus majoritaire depuis les années 40, le service public d'éducation ne jouit plus de son aura passée.

Les fractures sociales et culturelles accentuées ne se jouent pas de la même façon selon les territoires ou les milieux sociaux.

La devise « Chacun son monde » devient « Chacun sa culture ». On privilégie les choix individuels sans aucune hiérarchie de valeurs, sans aucune référence à une culture commune. Ces choix n'ont en général aucune continuité : extrêmement changeants, ils se font et se défont au fil des modes ou des humeurs.

Loin d'être fédératrice, d'être le ferment d'un destin commun, la culture accentue les différences et les ruptures entre générations, entre groupes, et même entre

individus. Les lieux culturels, désertés, ont tendance à disparaître.

Seul écart par rapport à ce repli sur soi, on note quelques événements festifs sportifs ou ludiques, où l'on vient se côtoyer, plutôt que se rencontrer.

Le délitement

La démocratie représentative intéresse de moins en moins les citoyens.

Les décideurs, les « notables » occupent les mandats sans réelle légitimité au-delà d'un cercle de plus en plus petit.

A l'exception de quelques sujets : discriminations sexuelles, raciales, défense des animaux, le champ des politiques collectives n'intéresse plus, même si personne ne les remet véritablement en question.

Des initiatives concrètes et innovantes sont développées sur les territoires mais sans aucune visibilité au-delà. Elles sont sans influence sur les politiques publiques de droit commun. La société civile vit sa vie totalement en dehors du cadre politique.

Les tentatives pour redonner sens à la démocratie participative sont des palliatifs, des soupapes temporaires aussi vite oubliées qu'elles ont été annoncées.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'État, la Région, les métropoles, les territoires périurbains et ruraux, chacun joue sa partition sans vision collective, sans transparence. Des

alliances de circonstances peuvent se nouer dont la logique échappe complètement aux citoyens.

Les fractures sociales, générationnelles etc... s'accroissent, renforçant les isolats et les communautés... des groupes de lobbyings ont désormais pignon sur rue, en particulier ceux des entreprises auprès des politiques et de l'État mais pas seulement tant ces pratiques se sont emparées du jeu démocratique.

La généralisation des nouvelles méthodes de management conduisant à des formes de travail toujours plus flexibles, a transformé le monde du travail en une société d'individus sous pression dans une société de plus en plus fondée sur la course à la performance et où logiquement les inégalités sociales explosent : en 2050 les 1 % les plus riches ont capté 80 % des richesses produites dans le monde, 4 fois plus que le reste de la population mondiale, et les deux tiers de l'humanité peuvent être considérés comme pauvres.

Des violences se manifestent régulièrement. Les concurrences entre groupes sociaux, communautés sont de plus en plus vives.

Le refuge dans l'intime

L'intime¹⁰ est une variable mal définie et peu analysée dans la prospective. Or elle est pourtant au cœur de toutes nos pensées, discussions et décisions.

¹⁰ L'intime est la couche la plus profonde de notre intériorité. Il est un monologue incessant, c'est un interstice dans lequel s'immisce et se diffracte l'expérience sensible du monde : un opérateur de la conscience et la matière même de l'inconscient.

S'exprime dans l'intime la teneur et les fluctuations du rapport singulière et ses fluctuations que l'on entretient à soi-même, et aux autres. Il est un monologue incessant qui introduit au sentiment d'exister

L'intimité c'est l'espace de la vie privée où se nouent les relations avec la famille. Contrairement à l'intime qui est une intériorité, l'intimité suppose une extériorité qui se nourrit des échanges avec les autres

Gilles DELEUZE attire l'attention sur l'enchevêtrement privé et public, individu au groupe avec qui nous sommes faits de lignes sont de nature très diverse.

La première fixe une identité sociale et professionnelles (la famille, la profession le travail ou se juxtaposent poste les deux sphères de la vie privée et de la vie publique.

La deuxième et celle de la vie qui est comme ça cumule des petites modifications des détours des chutes et des élans qui n'en sont pas moins déterminants pour diriger des processus irréversibles.

Il se passe beaucoup de choses sur cette deuxième ligne qui voit s'agencer des micros-souvenirs n'ayant pas le même rythme que l'histoire portée par la première ligne mais où se tissent aussi le public et le privé.

Cet enchevêtrement de lignes témoigne du tissage de la vie humaine dans ses interactions avec la société.

Après des années d'exposition de l'intime qui ont fait la richesse des réseaux sociaux, un mouvement de balancier lié au vieillissement des premiers explorateurs, à l'encadrement juridique généralisé des réseaux sociaux supprimant année après année les exagérations auxquelles se livraient les pionniers, et à la venue de nouvelles générations plus individuelles, plus introverties, adeptes d'une vie plus recentrée dès que possible hors des contraintes, l'intime s'est replié au sein de la cellule familiale et des réseaux familiaux et amicaux du premier cercle. Une pudeur nouvelle fait suite à l'exposition sans limite.

Le travail n'est plus la valeur première à laquelle on subordonnait tout le reste. L'objectif des nouvelles générations conscientes des exagérations des générations précédentes, ne veulent plus perdre leur vie à la gagner.

L'engagement a changé de nature, on s'engage pour de courtes durées et à condition que l'on puisse se retirer quand on le veut et comme on le veut et pour des causes immédiates et en proximité...

L'encadrement juridique des réseaux va de pair avec une sorte d'assignation à résidence : en effet, le ZAN a rendu quasi impossible toute construction au nom de l'écologie. Du coup le changement de résidence devient très difficile, on reste là où l'on a échoué un jour. C'est tout un moteur du goût au travail qui est supprimé ainsi. Côté intimité, la crainte de voir les autres jouir fait édicter des normes légales et vivifient des pratiques sociales très dures. La délation va bon train contre ceux qui mangent de la viande plus d'une fois par semaine, font du naturisme ou changent l'eau de leur piscine. On se croirait revenu au temps du jansénisme : que nul ne jouisse !

Le désir de se retrouver et le repli sur soi sont devenus des valeurs si profondes qu'on a de la peine à les distinguer de la peur de l'autre.

Le corollaire c'est la quasi-absence de contacts sensibles.

A vouloir s'hyperprotéger, la tentation est forte de se perdre dans l'intime à la fin.

La santé est confrontée à ce repli sur soi : chaque personne a la capacité de participer à son propre diagnostic, depuis chez elle. Grâce au développement du numérique, les consultations médicales se font en visio avec partage des données médicales connectées.

L'accès aux soins est compliqué, les inégalités sont très fortes du fait en particulier d'un retrait des couvertures financières, des structures hospitalières aux prises en charge très lourdes, pas toujours accessibles financièrement. La médecine classique, traditionnelle est globalement rejetée, elle ne donne pas confiance à une grande partie de la population et n'est plus accessible si on n'a pas les moyens nécessaires.

Les médecines dites « douces » prennent une part importante du fait d'une prise en charge des individus dans leur globalité et de leur accessibilité plus aisée.

La proximité au risque de l'autarcie

L'internet nous avait promis l'accès au monde devenu un village global ; la nouvelle donne écologique environnementale a modifié les comportements par rapport à la nature qui n'est plus considérée comme une ressource sur laquelle on peut tirer sans compter.

Les sécheresses, les inondations la diminution de la biodiversité... ont eu raison des croyances dans une croissance sans fin refusant l'adage les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel.

Les nouvelles régions ont peu à peu intégré les grands concepts de la nouvelle économie frugale faite de modification de la consommation et de nouveaux modes de mobilité.

Des modes de vie nouveaux se développent autour de l'économie informelle, de l'artisanat, du travail autonome et du compagnonnage. Des formes nouvelles de solidarité qui ont eu un peu de mal à se développer ont pris leur envol autour de communs mis en œuvre localement entre citoyens et collectivité pour les transports, la gestion des cantines...

Parmi ses nouvelles formes de solidarité coopératives et mutuelles, la couverture mutualisée des risques liés au bouleversement climatique et ses conséquences (inondations, mouvements de terrain...) est devenue une priorité, tant cette dépense nécessaire bouleverse la pyramide de Maslow connue jusqu'alors. Certaines dépenses sont jugées moins prioritaires. Le corollaire, ce sont des revenus moins importants qui vont de pair avec des consommations moins ostentatoires centrées sur les produits essentiels de la vie et des achats de deuxième main.

Nombreux sont les territoires qui sont devenus des territoires de survie sur la base d'une économie de pénurie.

Ces territoires de survie subissent la contrainte écologique, le dérèglement climatique, d'autres territoires l'utilisent davantage comme un levier pour développer des activités mais cela se fait beaucoup dans une logique communautaire. Sur l'incidence du dérèglement climatique, la frugalité, la sobriété est à l'image du scénario, les contraintes sont fonction de l'archipelisation des territoires et la séparation des mondes. Le prix est un déterminant important de l'accès aux ressources, l'intervention des pouvoirs publics calqués sur un reste du bouclier énergétique mis en place dans les années 2020 pour atténuer cet effet-prix ne corrige que très à la marge les inégalités.

La nouvelle carte du territoire d'Auvergne -Rhône-Alpes se présente sous la forme d'une structure en archipel liée à la démographie, aux équipements mis en œuvre, aux sources de travail.

L'Etat et les pouvoirs publics jouent leur partie uniquement dans la distribution de subsides.

Pour le reste les décisions sont d'ordre local.

La séparation des mondes

Sous l'effet du vieillissement de la population, de la modification des chaînes de valeur et sa résultante, la concentration des populations jeunes dans les métropoles et le péri urbain, des difficultés de déplacement liées au coût de l'énergie en dehors des métropoles et des villes, le rural a connu une désertification continue dès les années 2030.

Le coût des mobilités pèse de plus en plus lourd dans les ménages surtout les plus pauvres. Depuis les années 30, tout se paye au coût réel : le train ; les transports en commun, les voitures ou les bus.

L'Etat s'est désengagé de ce problème du fait de son endettement, les Régions pour les mêmes raisons ont renvoyé le problème aux collectivités locales qui n'ont pas plus les moyens d'y faire face et qui répercutent sur les utilisateurs les coûts.

Chacun se débrouille comme il peut : les habitants des campagnes comme ceux du péri urbain font feu de tout bois, pour en diminuer le coût : covoiturage ou télétravail ; vélo au lieu de voiture pour les distances inférieures à 40 km. Les habitants des grandes villes privilégient le vélo ou la marche à pied quand c'est possible. Les collectivités diminuent le trafic des transports en commun en dehors des heures de pointe et même pendant les heures de pointe. On voit ici ou là des initiatives se mettre en place pour organiser collectivement les déplacements mais ces initiatives en raison de l'individualisme ne durent pas longtemps.

La situation est différente pour les 10 % les plus riches qui continuent à se déplacer comme avant la guerre d'Ukraine et qui ont ajouté à leur panoplie l'usage de voitures volantes.

Les grands parents racontent qu'autrefois les salariés bénéficiaient d'une prime des transports. Si dans le meilleur des cas, on ne les croit pas, on leur reproche le plus souvent d'avoir été, par leur revendication du toujours plus, d'être responsable de la situation.

La région est divisée en deux mondes les territoires très attractifs de l'urbain et de péri urbain où la circulation des ressources humaines et matérielles est journalière et continue et un deuxième monde où la vie s'écoule très lentement dans la semaine pour trouver un regain de vigueur dans le week-end.

Cette « mini-invasion » régulière des urbains ne connaissant pas la campagne ou en ayant une vision bucolique, heurte l'écosystème rural avec ses traditions, son et ses histoires, un regard différent sur la terre qui les a nourris.

Les natifs ne voient pas d'un bon œil cette gentrification à laquelle ils n'étaient pas habitués qui coupe le village en deux populations bien distinctes « les bourgeois » d'un côté, les « Indiens » de l'autre. Cette opposition est à son paroxysme lorsque les rénovations immobilières jurent avec les habitations traditionnelles, ou lorsque ces néo ruraux qui ont perdu tout contact avec la nature ne supportent pas du fait d'horaires de vie différents, certains bruits inhérents de la campagne, ou les désagrèments procurés par la cohabitation avec les animaux.



SCÉNARIO 2

La société fertilisée

« Tous pour un, un pour tous »

Historiette n°2

Il est 6 heures du matin, le 4 juillet 2050 la mairie de St Pé sur Allier, ville de 7000 habitants à mi-chemin entre Montluçon et Moulins est en effervescence dans l'attente du président de la République et du président de la région venus fêter les 5 ans de la maison des communs, institution locale devenue au fil des années une icône du vivre-ensemble.

Personne dans les années 20 n'aurait imaginé la croissance démographique de ce village dotoir touché par la décroissance comme les autres villages de l'Allier qui voyaient d'année en année les jeunes partir vers les villes et les métropoles, remplacés par des retraités ou des familles aux salaires très bas attirés par des logements vacants aux loyers attractifs.

Le mélange démographique qui en résulte devient vite explosif : les natifs ont l'impression d'être envahis par « des barbares qui ne respectent rien et qui n'ont que faire de l'âme du village », les barbares ne constituent pas non plus une population homogène si l'on fait exception des maigres revenus qui en font l'unité.

Au fil des ans, des groupes se forment et se déforment au gré des difficultés rencontrées. Les natifs ne sont pas les derniers pour afficher eux aussi leurs divergences liées elles aussi à des ressentis non explicites, trouvent leurs racines dans l'actualité mais aussi pourquoi s'en cacher dans des histoires rancieuses.

La main courante de la mairie, semblable aux palimpsestes de son passé sont les témoins de ces bisbilles quotidiennes qui ne trouvent d'autres moyens de s'exprimer que dans la négation de l'autre ou dans la plainte.

Une réunion entre les trois maires des trois communes et de la chambre de commerce départementale va être l'occasion d'une autre façon de faire ensemble.

Plutôt que de subventionner de manière unilatérale, compte tenu du coût de l'énergie, les déplacements des -uns et des -autres, les élus décident de créer « un commun mobilité » financé par les communes mais aussi par les entreprises, auxquels participeront dans la gestion outre les édiles les utilisateurs des trois villes, ces derniers élisant eux-mêmes leurs représentants. Cette particularité lancée pour répondre à une idée convenue de démocratie participative va surprendre tout le monde, les édiles comme les utilisateurs ;

L'investissement du « commun mobilité » concerne l'acquisition de mini-bus électriques et la mise en place d'une centrale numérique de régulation dans laquelle, chaque habitant va faire au début de chaque mois, ses demandes de prise en charge régulières (travail, enfants, santé auxquelles vont s'ajouter des demandes plus épisodiques). Le temps de passage fixé dans un premier temps à la demi-heure va se réduire au fil des mois. Chaque personne sur sa base personnelle¹¹ peut rentrer en relation avec la base de la centrale.

Cet équipement inattendu est immédiatement plébiscité en ce qu'il enrichit le mode de vivre. Il y a désormais un avant un après en matière de mobilités dont on est fier de parler avec les collègues de travail ou les amis mais qui permet également de se parler durant les trajets et d'échanger, lors des ramassages, sur la vie dans tel ou tel quartier et celui à qui on ne parlait pas avant au nom d'un communautarisme qui ne disait pas son nom devient une connaissance que l'on rencontre au quotidien et pas seulement dans les trajets quotidiens.

Le premier indicateur du changement est la main courante de la mairie dont le contenu diminue de jour en jour se transformant même en cahier de doléances « et si », « Pourquoi on essaierait pas », « des amis m'ont suggéré une pratique qui se fait chez eux et qu'on pourrait... ».

Si le changement ne se décrète pas, lorsqu'il se met en œuvre il devient très vite communicatif. En quelques années les semences ont germé.

Une institutrice à la retraite décide de créer un commun « l'idée en l'air » où sont invités des enfants non pour faire les devoirs à la maison mais pour mettre en place des expérimentations destinées à apprendre par le faire où sont invités des parents qui deviennent tour à tour experts pour réparer un vélo, apprendre à coudre,

pour peindre, pour bricoler, décrypter la voute céleste, planter des légumes des fruits et des fleurs, consigner en temps direct ce que l'on a appris. Dans ce groupe, il n'y a pas de sachants et d'écouter assignés à une place et à une seule : chacun occupe selon les objets, l'une ou l'autre des deux places.

Dans la foulée, d'autres communs se révèlent et recrutent, un commun « yoga », un commun « danse classique », un commun « aidants », pour se passer des tuyaux et mettre en commun des réponses aux besoins, un commun « bricole pour tous » dédié à l'auto-embellissement des maisons et appartements, un commun « cuisine d'ici et d'ailleurs », un commun « chorale », un commun « développement » destiné à produire un véritable traité pour faire et évaluer et même un commun « anthropologie » où participent de nombreux enfants et pas seulement.

Tous les ans la mairie organise un « weekend communs » où, chacun présente aux autres ce qu'il fait, où des fusions s'opèrent et attirent des politiques, des personnes venues s'informer, des personnes voulant répliquer chez eux l'expérience, ou des curieux tout simplement.

Le département, la région en particulier, des fondations de portée nationale ont financé des communs existants ou aidé la création de communs en fonction d'objets déterminés.

Le 1^{er} juillet 1945 a été créée « la maison des communs : la maison du vivre ensemble », un bâtiment accueillant l'ensemble des communs gérés selon les règles proposées par le commun « développement », amendé par les autres.

Il se dit depuis quelques jours que le Président de la République et le Président de Région ne viennent pas les mains vides : « on n'attend rien, on se suffit à nous-mêmes mais on ne sait jamais.

Les supputations vont bon train.

¹¹ Cette base personnelle remplace l'ancien smartphone et fonctionne comme une clé magique qui commande l'accès à l'ensemble des objets individuels ou collectifs détenus.

La liberté, l'innovation avant tout



« L'incertitude et l'inattendu doivent être intégrés dans l'Histoire humaine. L'inattendu

n'y est pas que hasard, il est aussi « la vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement ».

Accompagne ces réflexions, une lecture distanciée des trois crises qui se sont succédées de 2020 à 2035 sur fond de crise climatique (coronavirus, guerre en Ukraine et crise des finances publiques françaises point d'orgue d'un laissé aller financier récurrent qui en a résulté) qui, semblable au dieu Janus, séparément et ensemble ont été porteuse de **deux visions** :

- La première faite de situations nuisibles, de moments critiques, d'états d'urgence,
- La deuxième et simultanément, considérant les occasions, les opportunités, la chance non comme une occasion fortuite qui arriverait au hasard d'une rencontre ou des circonstances, mais réellement comme l'opportunité consubstantielle à la crise, et qui s'offre vraiment à notre capacité de réaction, et dans notre environnement.

L'accélération de la crise climatique généralisée plus précoce que prévue (dès les années 30) a été le déclencheur d'une réforme constitutionnelle sans précédent, qui à l'exigence maintenue des trois principes inscrits sur les frontons des mairies, a répondu par la décentralisation et son corollaire la subsidiarité qui seule permettrait d'adapter les réponses adéquates aux problèmes posés.

La société civile est fortement mobilisée aux réponses à apporter au changement climatique. A travers les communs, des réponses au développement de solutions, production d'énergie, recherche d'équité d'accès aux ressources et couverture assurantielle sont mises en œuvre à l'échelon local.

Des discussions très vives se sont engagées lors de l'adaptation de cette décentralisation opposant les tenants d'un pseudo jacobinisme qui avait failli et ceux qui promouvaient un girondisme se réclamant des résistances des auvergnats contre le pouvoir central dans l'histoire.

Malgré les différences d'approche se dégageait de ces discussions, un certain malaise quant à l'efficacité des mesures prises dans de nombreuses politiques publiques où le montant de la dépense ne dit rien de la qualité de la politique. Sinon comment expliquer par exemple qu'en dépensant en France le double des dépenses en faveur de la grande exclusion par rapport à nos voisins, le taux de pauvreté est passé des 13,5 % à 17,5 % en 5 ans.

Malaise aussi dans les métiers de l'humain qui dépassent le seul travail médical ou social, mais qui concernent tous les métiers qui ont été déclassés et dont on ne saurait se passer.

Passé ce moment de constats nécessaires, la région Auvergne-Rhône-Alpes dans son ensemble a été la première à relever le défi consécutif à cette nouvelle injonction en posant comme diagnostic premier le rôle de l'entropie rampante et envahissante, de la désorganisation qui s'était glissée dans toutes les organisations humaines et paralysé la France depuis des décennies et qui se fondait sur une règle sans appel : quand cela ne marche pas il faut augmenter les ressources, financières humaines

technologiques au mépris du deuxième principe de la thermodynamique : dans tout système ou domaine l'entropie, toute augmentation des ressources augmente l'entropie. Un malaise s'est installé.

Un mot inconnu jusqu'alors s'est répandu sur toute la région au service de la guerre contre l'entropie : la néguentropie¹². Cela signifie un changement de paradigme consistant à se dégager du principe d'augmentation de la ressource pour répondre aux dysfonctionnements. A l'inverse, une réflexion systémique se déploie dans l'ensemble des activités.

Dans toutes les organisations l'accent a été mis sur la détection et l'éradication des points faibles par une analyse et des actions collectives et la mise en place de nécessaire subsidiarité, les choses doivent se faire là où elles doivent se faire.

Gérer des stocks à distance à partir de comptes rendus papier ou numériques ne produit pas les mêmes effets qu'une observation des stocks au plus près ; les personnels du front office sont souvent les mieux placés pour connaître l'opinion des clients.... L'organisation considérée désormais comme une chaîne dont on sait que la force est égale à celle du maillon le plus faible est au cœur de nombreux changements.

De l'ensemble des travaux, diagnostics et réponses la visée a été de « chasser » les normes trop nombreuses redondantes et contradictoires qui contribuent à diminuer la fluidité dans le travail en raison d'un excès de régulation.

¹² La néguentropie est une « entropie négative », une variation générant une baisse du degré de désorganisation d'un système. Elle équivaut par conséquent à un facteur d'organisation des systèmes physiques, biologiques, écologiques et éventuellement sociaux et humains, qui s'oppose à la tendance naturelle à la désorganisation (entropie). Elle est une caractéristique essentielle des êtres vivants).

A contrario ont été mis en exergue, comme éléments de lutte contre l'entropie le droit à l'expérimentation, l'innovation en général et plus particulièrement l'innovation au quotidien trop peu souvent mise à l'honneur et pourtant apanage des entreprises comme des salariés et inconnue de la machine administrative engoncée dans ses règlements et ses normes.

C'est ainsi que les bases de données permettant les regroupements de malades ayant une même pathologie, en relation avec des médecins permettent de faire progresser la science.

Le parcours médical et son accompagnement s'organisent d'abord en tenant compte des choix et de l'accord des personnes soignées et de leur entourage (aidants, famille, accompagnants, ...).

De même a été plébiscitée la liberté d'entreprendre et la lutte contre tout ce qui entrave cette liberté : des scops, des starts-up, des coopératives, des communs, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la mobilité, de la formation devenus désormais la marque de la grande région AuRA.

Dès la première année, la région a montré que la réduction de la dépense publique n'était pas antinomique avec l'efficacité.

Mais la dynamique de cette première phase allait progressivement échapper aux « élites » qui l'avait initiée quand il était devenu évident qu'ils en étaient les seuls bénéficiaires. Le constat était effectivement sans appel : face à l'explosion de leurs patrimoines, les inégalités avaient atteint des niveaux inédits, la spéculation immobilière avait accéléré la ségrégation urbaine, etc.

Les quelques voix dissidentes qui avaient fait remarquer que ce démantèlement ne portait que sur les « garanties collectives » issues des luttes sociales tandis que se multipliaient les « nouvelles enclosures »

par l'élargissement des droits de propriété intellectuelle notamment autour de la brevetabilité du vivant, reçurent un écho de plus en plus large.

Les livres de ces pionniers firent l'objet de nombreuses rééditions suscitant des débats publics avec une participation toujours plus fortes.

C'était par le démontage de ces nouvelles enclosures et l'institution du commun, aux ressources naturelles mais surtout à celles de la connaissance, que la société avait retrouvé la liberté et une capacité d'innovation pour surmonter la crise sociale et environnementale.

La dynamique régionale

Face aux différents défis et contraintes extérieures, la Région s'est révélée dans la crise et sur les moyens d'en sortir. Elle apparaît désormais comme le bon niveau pour faire face aux besoins des citoyens et des communes et communautés avec qui elle travaille en coopération sur la base du principe de subsidiarité.

Avec sa trentaine de villes moyennes qui structurent le paysage, portée par les dizaines d'histoires qui la constituent, dotée d'une taille suffisante pour entreprendre de grandes réalisations, réactive face aux difficultés et agiles pour y remédier, la région est portée par son dynamisme envié par les autres.

Dans un cadre contractuel renouvelé, où la Région tient son pouvoir d'une double délégation de l'Etat mais aussi des autres collectivités situées sur son territoire, une construction territoriale originale s'est mise en place, fruit là aussi d'une expérimentation grandeur nature.

La subsidiarité dont bénéficie la région pour un certain nombre de politiques, la coopération et la concertation qu'elle permet de mettre

en œuvre entre les communautés et les grands réseaux, renforce ses moyens au service des niveaux de la région toute entière et des niveaux inter régionaux.

Le corollaire de cette dynamique se traduit par un récit régional produit pas ce travail en commun et dans lequel chacun se reconnaît ainsi que par les coordinations thématiques à l'échelle régionale ou infra régionale conjointement aux démarches de proximité.

Le modèle Auralpin produit d'une démarche de démocratie participative à tous les niveaux à l'initiative des élus en lien avec les collectifs de citoyens, participe de cette recherche de négentropie, mise en œuvre dans de nombreuses expérimentations témoignant d'un fort engagement de la société civile.

Une démarche de refondation des relations élus-citoyens, corps intermédiaires, a vu le jour à l'échelle régionale, et fonctionne à la satisfaction du plus grand nombre.

Des contre-pouvoirs existent à tous les niveaux jouant un rôle déterminant tant dans la recherche des équilibres que face aux velléités d'instauration de féodalités locales.

La singularité dans la multitude

Au cœur de cette réussite, il y a la prise de conscience que si l'individu est un être singulier dans la multitude, il est produit dès sa naissance par le groupe, comme l'illustre la première expérience produite par la rencontre avec la mère et la famille, mais aussi que l'intime se nourrit et s'épanouit dans la rencontre avec les autres sans se fondre ni se confondre dans l'autre et les autres, tant le collectif se doit de respecter intimité et intime. Il y a aussi la nécessité de conjuguer et d'alterner réflexions par soi-même et confrontation avec celles des autres.

Le credo des auverhonalpins est de se faire plaisir, d'être maîtres de leur destin comme de leur quotidien : que chacun jouisse à sa manière semble être leur devise ! dans ce cadre, la norme devient élastique, la drogue est largement disponible dans des magasins contrôlés, la prostitution, féminine ou pas, revient en force, les orchestres de Jazz aussi – ils étaient persona non grata au début du XXI^{ème} siècle aux USA.

Les couples exclusifs ne sont plus la norme imposée, et l'on peut donc se pacser même si l'on est déjà mariés.

Si l'intime se nourrit des autres, il a aussi besoin de retrait, « temps de retraite » hors du collectif hors de l'exhibitionnisme des réseaux sociaux qui avait cours au début du 21^{ème} siècle.

L'école et l'expérience des familles ont joué un grand rôle dans la formation et la transformation de chacun où travail personnel et travail en commun ont scandé les journées d'apprentissage des élèves, où la recherche du vrai s'est toujours faite à partir de la démonstration, où il a été reconnu une place pour chacun quelles que soient ses aptitudes et ses handicaps.

L'École « du faire ensemble » est primordiale. L'accompagnement est au cœur des méthodes d'apprentissage aussi bien dans l'activité individuelle que dans le travail en équipe.

L'éducation a un rôle d'ouverture pour éviter l'autarcie, pour prévenir l'archipellisation territoriale (savoyards, auvergnats, ardéchois, lyonnais ...). Les langues régionales sont réappries dans les territoires, mais sans être réservées aux seuls natifs. Les offres de formation s'adaptent aux ressources locales et à leur évolution.

Dans cette société, on apprend aux parents à élever, éduquer leurs enfants avant qu'ils soient scolarisés.

Les familles sont accompagnées. On essaie de compenser le risque d'un localisme fermé sur lui-même par des voyages et des séjours à l'étranger, des échanges et de nouvelles mobilités.

La culture et les loisirs sont complètement intégrés dans ce mode de vie. Le dynamisme, l'innovation, l'expérimentation, le partage sont au cœur des pratiques dans ces domaines.

Tous les citoyens et citoyennes sont poussés à inventer, à proposer, à créer, soutenues par la Région, qui trouve là de quoi embellir son image.

En même temps -mais c'est l'ADN de ce mode de vie que de faire feu de tout bois- on prend soin du patrimoine et on le met en valeur sous toutes ses formes.

Les mobilités ad'hoc

Ce brassage des populations et des modes de vie différents liés aux lieux de vie est permis par une nouvelle donne des mobilités, initiée par l'augmentation très forte des coûts de l'énergie initiée à la fin des années 20 mais aussi par une modification du rapport au temps et à la nature.

Le ZAN a été réinterprété à l'aune du bien-être de l'animal qu'est aussi l'homme, en considérant qu'il a le droit de changer de lieu de résidence tout au long de sa vie et de décohabiter s'il le souhaite. Des constructions ont pu être réalisées avec modération mais là où les besoins s'expriment dans le cadre d'un maintien global des surfaces artificialisées.

Depuis le premier janvier 2030, le Ministère de la Transition Écologique superviseur de la politique gouvernementale en matière d'énergie et de climat a fait inscrire l'objectif 1,5 degrés d'augmentation du réchauffement climatique dans la constitution.

Toutes les variables causes de ce réchauffement ont été identifiées et modélisées à la manière du célèbre tableau de Léontieff (emplois et ressources).

En ce qui concerne les mobilités une sous modélisation du modèle précédent fonctionne sur la base de droits de tirage mobilité (DTM) prenant en compte de façon complexe, par famille, le type de déplacements par nature dans une année, la situation géographique, la présence de transports en communs, le revenu du ménage, le nombre de personnes, la présence des équipements définis par l'Insee. Ces DTM sont révisés chaque année en fonction de la situation familiale.

Dès 2032, les livraisons à domicile ont été incorporées au DTM.

La carte bleue qui a remplacé tous les autres modes de paiement, permet une centralisation de toutes les données et donc de déterminer le coût annuel que représentent les déplacements familiaux.

A la déclaration des revenus est annexée la rubrique DTM ; Lorsque le coût constaté dépasse le montant du DTM alloués, un impôt mobilité est acquitté par la famille, à l'inverse un trop perçu est reversé par l'Etat.

Très contesté lors de sa mise en place, ce système a été finalement assez bien accepté, perfectionné au fil des années et les résultats obtenus donnent satisfaction.

Ce DTM fonctionne également pour les entreprises et les administrations.

Comme l'avait démontré et enseigné Ivan Illich à Cuernavaca, dans les années 70, la vitesse ne se confond pas avec la distance parcourue et le temps pour la parcourir, illusion qui tombe immédiatement lorsqu'on se met à intégrer dans le temps du parcours le coût de celui-ci.



Cette prise de conscience a modifié substantiellement les modes de déplacement : la propriété et l'utilisation de véhicules personnels utilisés 10 % de leur vie a fait place grâce à l'intelligence à la création de communs permettant à chacun de lier son déplacement. De même, des modes de transports abandonnés ont repris du service tels la réhabilitation de lignes ferroviaires ou le transport fluvial.

La région et les communautés de communes ont participé à ces régulations de la mobilité qui ont permis de repenser l'adéquation temps rapide à l'intérieur des villes et temps lent à l'extérieur.

L'espace rural a été le grand gagnant de cette nouvelle mise en perspective de l'usage et du temps qui appliqué aux résidences secondaires a permis de multiplier les temps d'habitation.

Pas de fracture

Le dialogue, la concertation la participation aux négociations, l'écoute mutuelle, les co-constructions auxquelles les citoyens ont été conviés ou qu'ils ont initiés ont permis de créer au sein des territoires composant la région des récits et un destin commun.

La fluidité entre les territoires permise par les mobilités ad hoc a favorisé les migrations et effacé les dichotomies ville/ campagne et l'existence de fractures. La médiation comme moyen de résoudre les conflits comme la mise en œuvre d'une justice de proximité ont fait disparaître le sentiment d'insécurité dont le taux existant est considéré comme acceptable.

Un dialogue intergénérationnel qui s'était rompu au milieu des années 2030 s'est remis en place permettant de redéfinir des intérêts partagés et de sortir de logiques d'opposition entre ceux qui auraient bénéficié des belles années et natifs des années de pénurie. La fluidité entre les territoires permet également de gérer la question migratoire de manière plus mutualisée et de davantage desserrer les contraintes sur les espaces de tension.

SCÉNARIO 3

Le paradis artificiel

« Des vie parallèles »

Historiette n° 3

“ 1500 ! Les yeux d'Ulrike s'écarquillent

de plaisir.

Ce nouveau nombre de ses « followers » s'affiche en grand sur son mur audio numérique.

Elle, fille d'une mère allemande et d'un père français, a bien fait de flatter son ego en créant ce groupe « la ville moyenne préférée des français » sur les réseaux sociaux.

Elle se sent bien chez elle, dans cette ville moyenne où elle a atterri en suivant son ex-mari (heureusement, elle s'était pacsée en CDD et elle est vite passé à autre chose). C'est quand même mieux que de vivre dans les déserts ruraux, où il n'y a plus rien depuis des années, sauf peut-être un parc de loisirs ici ou là.

Aussitôt, elle se connecte en visio 3D sur son metavers hybride (qui admet aussi bien des avatars que des personnes physiques en 3D). Une réunion pour « fêter ça » avec les membres disponibles de son groupe est montée immédiatement. Des croissants sont livrés exactement au même instant à tous les participants. Les machines à café, synchronisées, délivrent leur nectar. Le salon virtuel est confortable. Elle s'assoit dans un vaste fauteuil en cuir rouge et discute avec son propre avatar (elle s'appelle Jade dans le metavers et a un look très business woman qui la comble d'aise).

Bien sûr, elle n'oublie pas de prendre un selfie d'elle-même en conversation avec son avatar, qu'elle diffuse immédiatement sur tous ses réseaux. A-t-elle aussi pensé à envoyer un selfie d'elle dans tous les lieux emblématiques de sa ville ?

Décidément, elle est très fière d'elle et veut le faire savoir. Il faudra qu'elle songe à rejoindre d'autres communautés, si possible virtuelles pour qu'elle n'ait pas à trop sortir de chez elle. Pourquoi pas s'investir dans le soutien à l'extension de l'hôpital local, beaucoup de ses amis et amies y sont déjà ?

Peut-être aussi pour la cause animale, au moins pour quelques mois.

Il faudra quand même faire un peu attention, car elle passe déjà plus de 4 heures/jour devant son mur audio numérique (elle s'en amuse, elle qui passait moitié moins de temps devant son smartphone dans les années 2020).

Heureusement, il n'y a plus de journaux imprimés et la totalité des informations du monde (et de sa ville) lui arrive par les réseaux numériques, souvent en audio et vidéo par simple commande vocale.

Sa petite ville n'a ni cinéma ni théâtre, mais elle s'en moque car elle se construit constamment son propre univers, à base de séries, de photos, de publicités et de musique. Elle n'a aucun ancrage, aucune référence, et se plaît dans cet anarchisme culturel très personnel.

Pour se divertir, elle fait un peu de sport, toujours virtuellement, surtout soucieuse de son apparence et de son image.

Quand même, elle craint de vieillir. Car les services accompagnant le vieillissement sont rares et de plus en plus dégradés. Chacun vivant pour soi, il faudra qu'elle trouve les bons algorithmes qui sauront lui dénicher les bons accompagnants au service de ses désirs personnels.

Dans l'immédiat, elle peaufine sa biographie alternative, que Jade lui construit avec son excellente I.A. intégrée.

Vivement demain ! ”

Accélération du dévoilement de l'intime



Difficile d'expliquer les causes à l'origine du développement de l'intime et de comprendre son accélération vertigineuse au point d'envahir quasiment toute la société.

Les manifestations de ce dévoilement se lisent dans les réseaux sociaux. Le « pour vivre heureux vivons caché » a vécu. On ne vit que si l'on se donne aux autres et pour toucher les autres il faut leur donner ce qu'ils attendent. Donc avant de donner, il faut s'informer et se former aux discours de l'autre, de celui qui nous ressemble mais aussi de celui à qui nous voudrions ressembler.

Et ces autres sont à géométrie variable, celles et ceux que l'on fréquente au quotidien et que l'on retrouve sur les réseaux, celles et ceux avec qui on veut faire groupe, avec qui on partage les mêmes mots, les mêmes expressions, les mêmes comédiens les mêmes façons de vivre où plutôt les modes de vie que l'on va singer en lieux et place de ceux que l'on vit vraiment.

La vraie vie est composée de brefs instants que l'on met en scène : un selfie sur lequel il nous semble que l'on est beau ou plus beau que d'habitude, un moment de tristesse, de joie, une rupture ou un semblant de début de quelque chose qu'il nous semble important de communiquer, une photo de l'endroit où nous sommes, seul(e) ou avec d'autres, un plat au restaurant, « moi avec mon mec (ma meuf) au lit », une nouvelle que l'on a « piquée » sur le net et que l'on se doit de diffuser avec l'espérance qu'elle contaminera et qu'elle deviendra sujet de conversation, moi au moment de prendre l'avion, en train de déjeuner, moi avec mes nouvelles fringues, moi sans fringue, moi avec ma moto, moi au travail,

moi chez moi.

Le conformisme ou plutôt les conformismes sont de règle, chacun au cours de la journée pouvant au gré de ses envies en changer mais toujours en restant dans le cadre des règles du groupe avec lequel on veut maintenir des liens.

Les tics de langage signent des appartenances, permettent de distinguer ceux de la ville de ceux de la campagne, les jeunes des vieux ou des moins jeunes, les tenants de la musique classique et ceux des variétés, ceux qui sont « dans le vent » et ceux qui ne le sont pas, les « has been » et les « could has been ». Chaque événement doit faire l'objet d'une information aux autres. Les temps sur les messageries ont doublé par rapport aux années.

Le rôle de l'École, dès le plus jeune âge, est d'encadrer en proposant une diversité de moyens dont elle favorise la consommation. Elle cadre plutôt qu'elle n'émancipe. On apprend les règles pour que les individus s'y conforment et aient un sentiment de liberté à l'intérieur du cadre donné. On apprend l'utilisation du numérique mais sans éthique, uniquement avec un objectif de fonctionnalité.

Rapidement, il n'y a plus de place pour une relation pédagogique, le numérique se substitue à l'enseignant. L'enseignant, c'est l'ordinateur, voir le téléphone portable que l'on interroge à travers de multiples applications.

Avec la création d'un avatar, c'est l'avatar qui se forme. C'est lui qui, à l'école ou lors d'une formation, fait ses apprentissages. On apprend à « comment faire » plutôt qu'à « être ».

Les données de l'intime sont collectées, disséquées, analysées par les algorithmes vendus à de nombreux organismes qui vont fabriquer de multiples cartes du tendre en fonction du produit à vendre ou qui savent qui je fréquente en fonction de l'heure ou du lieu où je me

trouve qui connaissent par recoupement les centres d'intérêt que j'affiche et ceux que je cache, qui sont capables de savoir ce que je dépense et où, ce que je suis et ce à quoi je veux ressembler, qui me proposent en retour des moyens marchands pour annuler les dissonances éventuelles.

Les données de santé sont corrélées avec l'activité physique, les modes de travail, les déplacements des personnes, l'alimentation. Les data récupérées permettent aux GAFAM de prendre la main sur la santé dans sa globalité (état de santé des populations, politiques de santé, financement de la santé, y compris les assurances qui deviennent personnalisées. La médecine prédictive et l'étude du génome sont mises en place dès le plus jeune âge, ce qui permet des politiques de prévention adaptée mais également des coûts prévisibles de prise en charge médicale qui restent à la charge de chaque personne. Chaque individu choisit de suivre les consignes concernant le maintien de sa santé, mais ne sera pas pris en charge s'il les transgresse.

L'analyse des données permet de mettre en évidence de véritables biographies alternatives que les méthodes d'Intelligence Artificielle (IA) permettent d'optimiser et d'adapter aux postes auxquels je candidate ou au profil qui me met le plus en valeur compte tenu des référents caractéristiques qui comptent sur un « marché donné ». En effet, tout est un immense marché de l'amour, de l'amitié, de la confiance, de la délation.

La tolérance est la règle, autant que l'absence de normes : le désir humaniste de respecter chacun a rencontré la visée capitaliste de ne pas laisser perdurer des poches de résistance culturelle comme peuvent l'être les églises, les syndicats, ou encore les modes de vie vraiment alternatifs.

La société ne sait plus où elle va, les technologies décident et les firmes qui savent offrir ce qui est demandé orientent le(s) marchés.

Les questions d'espace deviennent secondaires, le métavers permettant de dévaloriser le lieu réel ou l'on vit : par une sorte de ruse de la raison, l'écologie et l'usage débridé du numérique se renforcent pour respecter le ZAN !

Des pathologies psychiatriques induites par ces pratiques se répandent au point que les médecins ont du mal à les prendre en charge. De nombreux enfants exposés par les parents dans leur vie courante souffrent de cette mise à nu sans leur consentement et qu'ils n'arrivent pas à maîtriser. Dans les cas les plus pathologiques, familles d'influenceurs aux milliers de suiveurs les dégâts sont considérables tant la recherche de notoriété à tout prix s'est faite à partir de mises en scènes que les enfants devenus ados ne veulent plus accepter. Les services publics ont mis en place des numéros de téléphone dédiés pour les aider à se défendre psychologiquement et juridiquement.

Le dévoilement ne se limite pas à la seule sphère privée. Les politiques, les milieux économiques, les enseignants, les universitaires, les agriculteurs, chacun y va de son récit de ses rencontres, de ses séminaires, de ce qu'il a entendu ou de ce qu'on lui a raconté. La lecture des réseaux sociaux a remplacé le journal quotidien qui a perdu la majorité de ses lecteurs.

Il n'est pas besoin de prendre beaucoup de recul pour constater que certaines valeurs comme l'universalisme sont passées de mode : les contingences ont remplacé les permanences. Les engagements sont des engagements provisoires. La discrétion et la réserve ont été remplacées par la transparence à outrance.

La concurrence dans les dévoilements se nourrit de la course à la libération que permet l'anonymat par rapport aux chaînes qui empêchent d'exister.

Le métavers a permis d'aller plus loin. Je peux désormais tout inventer avec mon avatar. Je peux m'acheter virtuellement tout ce qui existe. Je peux aimer, chercher à séduire, voyager en restant à mon bureau et donner à voir là où je ne suis jamais allé.

Je peux vivre une aventure grâce à mon avatar plus vraie que celle que je vis au quotidien. Mon avatar peut être riche lorsque dans le monde réel je reste pauvre.

La culture et les loisirs, dans ce mode de vie, occupent une place importante, dans la mesure où ils servent – à travers les réseaux sociaux, les métavers – à l'exhibition du moi de chacun.

On aime se montrer en train de lire, de participer à un concert, d'assister à un match de foot, etc. On aime aussi se faire artiste, abolir les frontières entre amateurs et professionnels.

La culture et le sport sont ainsi appréciés non pas pour eux-mêmes, mais en tant qu'ils servent à se montrer.

Cette liberté toujours recherchée et jamais atteinte s'accompagne de nombreuses pathologies liées à l'absence de limites, à l'absence de jardin secret que produit la mise à nu.

La liberté, l'innovation avant tout

Cette recherche de liberté sur les réseaux sociaux est en partie une variante de la liberté que chacun recherche dans la vie courante. Le contrat implicite que sous-tend ce désir de liberté par lequel chacun s'assure de pouvoir mettre fin sans limite à tout engagement a remplacé l'engagement à long terme dans le couple comme dans les associations, dans les partis politiques ou dans les syndicats.

On s'engage pour un moment et localement à condition de pouvoir se désengager, et ceci vaut également pour les relations de travail où la recherche à tout prix du CDI a cédé le pas au CDD.

Ce désir absolu de liberté dans l'instant et révoquant à tout moment bouleverse le vieil ordre social qui reposait sur la continuité des relations.

Le plus grand commun dénominateur qui relie les nouveaux Robinson Crusoe est la guerre contre les normes quelles qu'elles soient au sein des familles, à l'école ou au travail. Le nouveau crédo repose sur principe simple, ce qui est premier c'est l'individu, le groupe n'est pris en compte que s'il me permet sans contrainte aucune de me réaliser.

Le bien vivre implique désormais la suppression des normes qui empêchent de créer, d'investir et tout simplement de vivre.

Le vieil adage de Montesquieu, « tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser. Il faut donc que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » n'a plus cours. L'abuseur désigné c'est l'autre, la famille, l'administration, la police, l'école, ...

Ce vieil adage est devenu un point de ralliement contre une administration omnipotente où il semble que le foisonnement des normes parfois contradictoires, instaure le bureaucrate comme un être omnipotent qui confisque les trois pouvoirs celui de choisir (faire les règlements) celui de l'appliquer et celui de juger de son application.

Cette hantise de la norme produite par autrui ne s'applique pas aux normes individuelles édictées par tout un chacun, normes qui structurent toujours provisoirement ce que chacun désigne sous le concept d'éthique que l'on pourrait qualifier d'éthique sac à dos portable.

Ces éthiques sans cesse revisitées empêchent toute concaténation nécessaire à toute action collective.

Les discussions lorsqu'elles existent s'articulent autour de deux notions mal maîtrisées où chacun est tour à tour jacobin lorsqu'il initie une règle et girondin lorsque la règle est édictée par un autre.

Le pouvoir des villes

En mettant entre les mains du plus grand nombre les technologies informatiques les plus avancées on pensait soulager les problèmes d'engorgement des autoroutes, réduire la pollution de l'air et permettre aux personnes de vivre plus loin des zones urbaines surpeuplées mais c'est exactement l'inverse qui s'est produit. De fait il est devenu crucial d'être là où ça se passe : habiter dans les villes et dans les quartiers où circulent les idées en vogue ou innovantes est une condition clé pour capturer une partie des revenus associés à la diffusion mondiale des intangibles que sont logiciels, bases de données, marques déposées, etc. Les lieux où se font les productions immatérielles valorisées sur toute la planète sont aussi ceux où se trouvent les opportunités professionnelles les plus attractives, mais cela provoque une dynamique de ségrégation. Non seulement l'innovation tend à se concentrer dans les grandes zones urbaines, mais cette polarisation entre villes et campagnes se double d'un approfondissement des fractures sociales entre les zones urbaines elles-mêmes, y compris au sein de chaque ville entre les différents quartiers.

Le dérèglement climatique n'est traité que dès que ses conséquences sont prégnantes sur la liberté individuelle, contournable par ailleurs par la vie artificielle.

Les conséquences des inondations, incendies, font l'objet de plans ponctuels des pouvoirs publics notamment des villes qui mobilisent des emprunts gagés sur des crypto-monnaies au grand dam de certains économistes alertant sur la spéculation que cela génère.

Par intermittence, le sujet de l'empreinte écologique numérique, revient régulièrement dans le débat mais sans générer de mesures, de décisions structurantes, tout au plus de la mesurette.

Pour intégrer cette réalité, le refus de tout pouvoir qui n'est pas le sien a conduit les villes à s'autonomiser par rapport à tout pouvoir vertical.

La circulation quotidienne des individus sur plusieurs territoires sur lesquels agissent de nombreux réseaux publics ou privés, des infrastructures communes ont conduit les villes à agir selon le principe de subsidiarité strict permettant la recherche de complémentarité sur la base d'une règle : un point en commun, un accord et un seul qui leur permet d'aller plus vite dans le choix et la mise en œuvre d'investissements structurants.

Cette palette riche de quelques 30 villes grandes ou moyennes qui mettent en œuvre des politiques différenciées au sein de leurs territoires mais agissant en commun dans leurs intersections fait la richesse de la région AURA où ces différences et complémentarités créent une dynamique particulière.

Leur périphérie moins dense attire les réseaux de transport repensés autour de ces centralités. Leur taille à échelle humaine favorise des expérimentations en matière de démocratie participative et renouvelle les pratiques.

Les autres acteurs Etat, Région ajustent et impulsent leurs actions en fonction des projets portés par les villes ou mobilisent systématiquement les villes en mettant en œuvre leurs actions.

La résultante est une redistribution des fonctions entre les territoires où les lieux de vie peuvent être partagés mais la question du coût des transports reste toujours centrale.

La gouvernance est partagée où elle n'est plus. On pourrait résumer cette gouvernance par la célèbre formule : l'indépendance dans l'interdépendance.

La séparation des mondes

Deux variables le vieillissement et la concentration du travail dans les centres ou leurs périphéries ont participé à l'éclatement de la région en deux territoires bien distincts, le rural profond désertifié d'un côté, les territoires très attractifs constitués par l'urbain, et le périurbain.

Si la mobilité intra urbaine et entre villes s'est maintenue grâce à une meilleure optimisation des mobilités permises entre autres par la conjugaison de différents types de transports et le télétravail, le rural se caractérise par l'absence de mobilité due à l'absence de population, celle qui reste étant parfois qualifiée de réserve d'indiens. Plus pudiquement le moteur des politiques publiques a changé : on ne répartit plus les moyens en fonction des kilomètres carrés, ce temps est révolu. Désormais la règle est une répartition des équipements en fonction de la concentration des populations.

Le tout-écran a pris le dessus. Le mot d'ordre implicite auquel la plupart se rallie : le minimum de mobilité dans un maximum de temps.

La volonté de réindustrialiser la région a fait long feu qui du fait de sa géolocalisation a fait le pari du service. Les entrepôts remplacent les usines, les robots les anciens ouvriers. Une économie de service s'est mise en place où la majorité de ceux qui se déplacent le font par le biais de véhicules appartenant aux entreprises.

Le travail à domicile est la règle de droit et d'usage sauf si l'emploi ne le permet pas. Mais en y regardant de plus près il y a toujours quelque chose que l'on peut faire de chez soi. Même une grande partie de la scolarité se fait à domicile où les tutoriels ont remplacé instituteurs ou professeurs. Il arrive bien souvent qu'au sein même de la maison on corresponde par le biais de moyens de communication.

Les objets connectés qui emplissent l'espace sont réparés par internet lorsqu'ils tombent en panne. Les assemblées de voisinage se font aussi par télé-vidéos.

Les vacances autrefois considérées comme le moment où les « familles se retrouvaient » ont été remplacées par des voyages individuels où la technologie permet de voyager sans bouger comme si on y était et d'envoyer par internet des « cartes postales vidéos ».

Il se dit même que des idylles s'y créent comme au bon vieux temps mais cette fois sans sortir de chez soi.

Alors quand il faut se déplacer on fait comme autrefois en fonction des lieux où l'on se trouve de l'existence ou d'un service public et des moyens dont on dispose.

La cherté de la mobilité pousse à rester chez soi.

Les populations vieillissantes ne peuvent à elles seules combattre cette rationalisation de l'espace qui permet la réduction des frais fixes. Cette rationalisation a un coût : la perte du contact des urbains avec la vraie nature et la transformation de quelques lieux désertés en parcs d'attractions.

Fracture non ressentie et observée

Le vieillissement de la population, le refus des jeunes et des moins jeunes de rester dans le rural profond, ou d'y revenir comme le faisaient autrefois ceux qui étaient partis jeunes travailler à la ville ont entraîné un certain fatalisme.

Non seulement les services nécessaires au vieillissement en se sont pas développés pour y faire face mais au contraire ils se sont dégradés.

Une approche communautaire s'est peu à peu mise en place avec l'aide d'associations ad hoc. Un nouveau vivre ensemble s'est mis en place loin de ce qui se passe en ville.

La télévision et les séries font lieu de théâtres et de cinémas, et une culture informelle s'est développée.

La surprise c'est que ces populations délaissées n'ont pas le sentiment d'un quelconque déclassement même si elles se sont résignées à force de demander et de ne pas être écoutées alors que de nombreuses voix s'élèvent pour mettre en exergue une vision dégradée et quelque peu scandaleuse.



SCÉNARIO 4

Un nouveau pacte social « La cohésion d'abord »

Historiette n° 4

“ 7 octobre 2049. Au sein du Bâtiment de l'OCS 117

(Objectif Cohésion Sociale signé par 117 organisations) c'est l'effervescence. 2050 approche et l'heure du grand bilan a sonné pour la démarche. Un certain nombre de réunions sont prévues en cette fin d'année pour marquer le passage au demi-siècle. Les décideurs d'Auvergne-Rhône-Alpes impliqués dans le programme vont communiquer sur les actions mise en œuvre depuis sa création et commencé à élaborer les pistes de travail pour la seconde partie du siècle.

Angèle DIOUF-DELEGLISE est au taquet en tant que coordinatrice - fédératrice, elle active l'ensemble des techniciens des différentes organisations impliquées dans le projet : organisations professionnelles, associations, collectivités, représentants des cultes, etc, pour que chacun puisse lui remonter les éléments relatifs aux actions menées.

En effet, mis en place depuis 2035 à l'initiative du Conseil régional, ce programme s'est donné comme mission de restaurer la cohésion sociale qui depuis les années 2020 s'était largement délitée. Les responsables politiques de l'époque, s'étaient réunis toutes tendances confondues à l'échelle régionale et avaient acté leur aveu d'impuissance face à un certain nombre de sujets compte tenu de la dispersion des efforts, des fractures entre classe politique et populations, des fractures entre territoires et individus que Jérôme Fourquet avait qualifié de « mort clinique et cérébrale de la démocratie ».

Le Président de Région avait alors appelé au sursaut et à la restauration de la cohésion sociale Il avait proposé aux responsables de plus de 100 organisations : syndicats, associations, collectivités, etc, de se réunir pendant 3 jours sur le site de l'Aven d'Ornac, à l'occasion du centenaire de sa découverte, symbole de l'origine des hommes et de débattre de la situation et des pistes de sortie.

A la surprise générale, alors que les médias et les mauvaises langues avaient raillé cette initiative, que les formules toutes faites étaient déjà prêtes pour un « mistral médiatique » à coup de « tout ça pour ça », « un coup d'épée dans l'eau » « la montagne accouche d'une souris », l'épuisement des décideurs et leur sentiment d'impuissance avaient eu raison des postures, des positions idéologiques et des calculs personnels.

Le témoignage de cet élu d'une commune rurale de montagne avait notamment beaucoup marqué l'assistance et les participants avaient sans réserve signé une charte « objectif cohésion sociale » qui marquait une volonté d'agir sur le sujet. A la surprise générale également, obligeant les médias à changer de pied, des manifestations de soutien à cette démarche, des marches spontanées pour la cohésion sociale s'étaient organisées sur le territoire régional dans les villes comme dans les territoires ruraux.

Ce programme avait permis de réinterroger les formes d'intervention des acteurs, de mutualiser les actions et de mettre au cœur de toutes les actions économiques, sociales et environnementales un souci de cohésion sociale. Tout ne s'était pas fait en un jour mais la Région avait fortement impulsé cette dynamique par un souci de gouvernance partagée, une priorité donnée aux expérimentations et à l'innovation dans tous les domaines.

Petit à petit, le modèle d'Auvergne-Rhône-Alpes a été cité en exemple, tout n'est pas parfait, mais comme on aime à le répéter dans les différents terroirs du territoire « la sauce a pris, il ne faut pas laisser refroidir »”

Pas de fracture



Le Directeur Régional de l'INSEE le répétait à chaque conférence de presse : les estimations de population ne sont pas des prévisions, mais chaque fois le public considérait la valeur moyenne comme une prévision et l'estimation devenait au fil du temps prévision réalisée.

En 2023, l'évaluation de l'INSEE pour 2050 donnait dans son hypothèse moyenne, une population de 8,67 millions soit une augmentation de 677 000 (+ 8,5%) et une augmentation de 0,1 % par an pour la région AURA. Ce faible taux qui contrastait avec la période précédente (0,4 % en moyenne) était attribué à une chute du solde naturel et dans une moindre mesure à celle du solde migratoire.

Lors du recensement du 2 janvier 2050, la réalité est tout autre, la population d'Auvergne-Rhône-Alpes est de 9,5 millions, en raison d'un **quadruple phénomène** :

- Un solde migratoire en augmentation lié à l'attractivité industrielle et commerciale de la région. Cette attractivité a attiré dès les années 30, une population jeune, (en âge de faire des enfants) attirée par la demande d'emploi très forte dans les métropoles mais également sur tout le territoire. Ces jeunes générations vont de plus venir booster les taux de natalité.
- Une politique industrielle novatrice menée par la région et servie par un réseau routier de qualité, qui a vu fleurir comme dans la période des trente glorieuses des petits sites industriels et de services dans les petites villes et même dans le rural profond. Cette politique industrielle a été également impactée par une modification des normes comptables qui prennent en

compte désormais les externalités négatives et positives qui modifient en retour les décisions d'implantation.

- L'attractivité de la région liée à sa structure montagnaise s'est renforcée. Cette situation a relancé l'habitat et corrélativement l'emploi résidentiel dans les territoires éloignés où une partie de plus en plus importante des résidences secondaires est gérée en partage de temps. Plusieurs familles occupent la même résidence selon des calendriers fixés par contrat.
- Une utilisation plus intelligente des infrastructures existantes : où l'usus et le fructus, à la fois individuel et collectif accompagnent ces mutations par la souplesse et la plasticité qu'ils permettent. Participe à cette plasticité le rôle joué par la mise en place de systèmes de mutualisation dans de nombreux aspects de la vie sociale (école, santé, loisirs, mobilités) et la co-construction pouvoir central /population au cœur du nouveau récit de la région fait d'écoute mutuelle de dialogue et concertation permanente, de complémentarité au service d'un destin commun, d'écoute mutuelle, de médiation pour résoudre les conflits, de dialogue inter générationnel qui contraste avec le sentiment de « décivilisation » des années 2020.

Le taux d'insécurité inhérent à toute vie collective est accepté grâce entre autres à une justice de proximité et l'absence de judiciarisation des petits actes.

La santé est une priorité mais les actions ont été repensées. Dès le plus jeune âge, les actions de prévention pour la santé sont mises en place.

Chaque personne bénéficie des soins adaptés, coordonnés entre les différents professionnels de la santé, alliant médecine classique et médecine douce.

La puissance publique engage un grand plan de formation et d'embauche de professionnels de santé pour créer un grand nombre d'unités de santé de proximité.

Ces structures de santé de proximité sont toutes connectées au numérique « labellisé » pour faciliter le diagnostic, les prescriptions adaptées et la relation et la coordination entre professionnels de différentes disciplines.

Le développement de loisirs partagés autour d'activités diverses (jardinage, bricolage...) s'est largement répandu, il est valorisé pour son rôle dans la cohésion sociale et son utilité sociale.

La cohésion sociale était devenue la priorité absolue résultant d'une forte exigence des citoyens et inscrite comme telle aux différents agendas politiques.

Cette priorité s'est imposée après une séquence d'enfoncement dans une crise politique, marquée par des épisodes fréquents de confrontations de plus en plus violentes. A l'afflux de nouvelles populations et à l'emballement de la crise climatique avaient répondu le durcissement des règles environnementales avec des restrictions toujours plus fortes en matière de ZFE et de ZAN Ceci avait entraîné une spéculation foncière effrénée. Seule, une minorité de « rentiers fonciers » avait pu faire face à l'explosion des budgets logement et transport. Elle affichait un train de vie chaque jour plus indécent en termes de consommation d'espace privatif et de mobilité prétendument « responsable » (4*4, mais électrique, jet privé, mais alimenté par des SAF).

L'explosion des budgets logement et transport, et des temps contraints passés dans ces derniers avaient conduit à une « révolte » des plus précaires progressivement rejointes par l'essentiel de la « classe moyenne ».

De cette séquence, avait progressivement émergé un consensus autour de l'idée qu'une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale. La société n'avait en fait, que redécouvert, près un siècle plus tard, les principes déjà annoncés lors de la déclaration de Philadelphie.

La dynamique régionale

Face aux différents défis et contraintes extérieures, la région s'est révélée dans la crise et sur les moyens d'en sortir. Elle apparaît désormais comme le bon niveau pour faire face aux besoins des citoyens et des communes et communautés avec qui elle travaille en coopération en appliquant le principe de subsidiarité.

Avec sa trentaine de villes moyennes et ses 4 000 communes qui structurent le paysage, portée par les dizaines d'histoires qui la constituent, dotée d'une taille suffisante pour entreprendre de grandes réalisations, réactive face aux difficultés et agile pour y remédier, la région est portée par un dynamisme envié par les autres.

Dans un cadre contractuel renouvelé, où la Région tient son pouvoir de l'Etat mais aussi des autres collectivités situées sur son territoire, une construction territoriale originale s'est mise en place, fruit là aussi d'une expérimentation grandeur nature. La subsidiarité dont bénéficie la Région pour un certain nombre de politiques, la coopération et la concertation qu'elle permet de mettre en œuvre entre les communautés et les grands réseaux, renforce ses moyens au service ses niveaux de la région tout entière et des niveaux inter régionaux.

Le corollaire de cette dynamique se traduit par un récit régional produit pas ce travail en commun et dans lequel chacun se reconnaît ainsi que par les coordinations thématiques à l'échelle régionale ou infra régionale conjointement aux démarches de proximité.

Le modèle Auralpin produit d'une démarche de démocratie participative à tous les niveaux à l'initiative des élus en lien avec les collectifs de citoyens, participe de cette recherche de négentropie, mise en œuvre dans de nombreuses expérimentations témoignant d'un fort engagement de la société civile.

Une démarche de refondation des relations élus-citoyens, corps intermédiaires, a vu le jour à l'échelle régionale, et fonctionne à la satisfaction du plus grand nombre.

Des contre-pouvoirs existent à tous les niveaux jouant un rôle déterminant tant dans la recherche des équilibres que face aux velléités d'instauration de féodalités locales.

La régulation durable

La région Auvergne-Rhône-Alpes, par sa taille, ses infrastructures, le nombre de ses habitants, son dynamisme démographique et son poids économique est une grande région européenne. Sa population a dépassé en 2050 celle du Danemark, sa superficie proche de celle de la Suisse, de la Belgique ou des Pays-Bas.

Dans le contexte d'une Europe élargie et face au défi économique et industrielle, la Région Auvergne-Rhône-Alpes entend poursuivre ses efforts pour maintenir ou renforcer le positionnement du territoire régional parmi les territoires attractifs et compétitifs sans se confondre dans une masse plus large.

Face au dérèglement climatique, les pouvoirs publics ont organisé une réponse coordonnée permettant de mener une politique d'adaptation ambitieuse notamment en matière d'habitat et de transports.

Pour faire face aux besoins en énergie et organiser un accès aux ressources relativement équitables, des plans structurants ont été déployés. Il faut dire que le black-out énergétique de 2028 et les pénuries d'eau sur certains territoires ont obligé la mise en œuvre de mesures d'exception. De la même manière, la couverture assurantielle a été renforcée pour éviter des primes exorbitantes et des couvertures faibles comme cela avait été le cas après les incendies et inondations récurrentes de la fin des années 2020.

Les technologies sont au service de l'humain, des régulations aux utilisations frauduleuses sont décidées au niveau européen et appliquées au niveau mondial. Le partage et la protection des données de santé est organisé entre les professionnels coordonnés au service d'une même personne.

Dès lors que ces données sont utilisées par d'autres structures (recherche, financement, assurances, mutuelles, décideurs des politiques de santé, ...), la protection de ces données passe par l'anonymat.

La prise de conscience que la création de valeur était nécessaire pour distribuer au mieux les activités, les contraintes, les populations de manière harmonieuse a permis de lever l'hypothèque du ZAN : des péréquations intelligentes optimisent le foncier disponible, des logements sont construits ou rénovés un peu partout, notamment pour faciliter la double appartenance ville-campagne en se servant des territoires montagneux comme base arrière pour désengorger les villes rendues à leur rôle de centralité sans excès.

Les mobilités ad'hoc

Ce brassage des populations et des modes de vie différents liés aux lieux de vie est permis par une nouvelle donne des mobilités, initiée par l'augmentation très forte des coûts de l'énergie depuis à la fin des années 20 mais aussi par une modification du rapport au temps et à la nature.

Comme l'avait démontré Ivan Illich dans les années 70, la vitesse ne se confond pas avec la distance parcourue et le temps pour la parcourir, illusion qui tombe immédiatement lorsqu'on se met à intégrer dans le temps du parcours le coût total d'acquisition et d'utilisation d'un véhicule. Ce calcul initié par Illich montrait déjà en 70 que la vitesse de la voiture moyenne était de l'ordre de celle du vélo, si l'on intégrant le temps passé pour l'acquérir et le temps d'usage (amortissement du véhicule et coût des frais de fonctionnement).

Cette prise de conscience 70 ans après l'énoncé du problème a modifié substantiellement les modes de déplacement : la propriété de la voiture individuelle a laissé la place à l'usage pour se déplacer au sein d'Auvergne-Rhône-Alpes soit la mise en service de véhicules tournant 24/24 et disponible à tout moment grâce à l'intelligence artificielle qui gère les pools de véhicules. Pools de véhicule privés ou publics gérés dans les deux cas avec la représentation d'utilisateurs. Participe à ces pools les transports fluviaux et les lignes ferroviaires remises en service ; l'intermodalité étant assurée par les dispositifs d'intelligence artificielle. Ces communs comme l'ensemble de ces dispositifs participent à la revivification de l'espace rural dont les veinules qui traversent tous les territoires ressemblent aux fractales de Mandelbrot.

La quatrième révolution est aujourd'hui en marche. Le temps n'est plus une variable unique. Sa prise en compte est différente selon que l'on vit dans une métropole, une ville moyenne ou dans un village de la ruralité : le temps rapide règne dans les villes, le temps long à l'extérieur.

Cette même intelligence artificielle qui intègre dans la prise de décision tous les employeurs et toutes les demandes de mobilité a mis fin aux horaires les mêmes pour tous, été comme hiver permettant ainsi une optimisation des déplacements pour le grand bien de tous et du climat.

Le succès de la gestion des mobilités par l'intelligence artificielle a permis des rapprochements des différentes communes et intercommunalités de la région sur de projets communs.

La singularité dans la multitude

Cette mise en commun ne doit pas effacer l'essentiel que résume la formule la singularité dans la multitude tant au plan des communautés que des individus.

Vues de l'espace, les 4031 communes illustrent bien la formule précitée des identités qui s'agglomèrent dans un tout sans se confondre avec lui. La vie quotidienne de chaque commune participe à la vie de la région comme la région participe au quotidien à la vie de chaque commune sans nier ses spécificités.

Il en va de même pour chaque personne qui constitue la population d'Auvergne-Rhône-Alpes.

La culture et les loisirs, dans ce scénario, sont évidemment des éléments de cohésion.

Importants moments de rencontres et d'échanges à travers des manifestations multiples dans des lieux dédiés ou dans l'espace public, ils participent d'une atmosphère pacifiée et ouverte. Les contrastes se mêlent sans heurts : les avant-gardes technologiques et la mise en valeur du patrimoine, le partage des valeurs communes et le respect de la diversité, la pratique solitaire et les actions collectives.

Il y a la prise de conscience que si l'individu est un être singulier dans la multitude, il est produit dès sa naissance par le groupe, comme l'illustre la première expérience produite par la rencontre avec la mère et la famille, mais il se différencie du groupe ou des groupes auxquels il se lie.

Si l'intime de chacun se nourrit et s'épanouit dans la rencontre avec les autres il ne se fond ni se confond dans l'autre et les autres. Le collectif se doit de respecter l'intimité et intime. Il y a aussi la nécessité de conjuguer et d'alterner réflexions par soi-même et confrontation avec celles des autres.

Si la tolérance à l'égard des déviances de toutes sortes reste prioritaire, un nouveau critère est apparu : la réflexion sur « là où nous voulons aller » ; si les interdictions restent marginales, les moyens publics ne sont plus mis dans le prosélytisme en faveur de telle ou telle pratique ou croyance, garanties par ailleurs, mais en choisissant mieux les buts que le corps social se donne. Le commerce de la drogue et du sexe sont permis, mais encadrés.

Si l'intime se nourrit des autres, il a aussi besoin de « temps de retraite » hors du collectif hors de l'exhibitionnisme des réseaux sociaux qui avait cours au début du 21^{ème} siècle.

- L'École et l'expérience des familles jouent un grand rôle dans la formation et la transformation de chacun : travail personnel et travail en commun scandent les journées d'apprentissage des élèves, On apprend à vivre ensemble en se respectant. On apprend quand on a besoin, on apprend tout le temps, tout au long de la vie. L'École ne cherche plus seulement à transmettre des savoirs, elle renforce l'éducation morale et civique, l'éducation à la démocratie et à l'engagement.

- Ces groupes sont dans la vie comme à l'école, des ensembles qui ne cessent de se faire et de se défaire en fonction des intérêts de chacun. Le temps n'est plus à un engagement pour la vie. S'engager oui à condition de pouvoir se désengager.
- Désormais, de la maternelle à l'université, une place importante est réservée à la créativité, seul ou à plusieurs, à la mise en place de projets où chacun se doit d'écouter l'autre pour avancer ensemble, où l'expérimentation est première. Ces chemins de rencontre conjuguent en permanence les apports de chacun et du groupe.

- La technologie est un vecteur important dans ce faire ensemble, mais elle n'est pas une fin en soi. Si l'utilisation du numérique, y compris l'IA, est essentielle, elle est maîtrisée, régulée, fonctionnelle.
- L'apprentissage, un socle pour tous, permet la cohésion sociale, la construction du pacte social et encourage une progression personnelle individualisée.
- On apprend en cercles concentriques, par progression, en fonction de ses besoins et de ses projets.



Mise en perspective des scénarios de territoire par rapport aux scénarios de contexte

La confrontation des scénarios de territoire et de contexte est présentée dans le tableau d'enjeux croisés de la page suivante qui correspond à la démarche qui a été conduite par la section et dont le double mérite est de synthétiser les impacts croisés identifiés et de mettre en évidence, de manière purement qualitative, dans quelle mesure les différents scénarios de territoire « résistent » aux différents scénarios de contexte.

Ce tableau permet d'évaluer la robustesse, la pertinence, la cohérence ou encore la légitimité des scénarios internes, lorsqu'on les confronte aux scénarios de contexte. Un scénario de territoire n'est, de fait, pas étanche à son environnement : il « absorbe » plus ou moins le contexte d'ensemble dans lequel il s'inscrit. Il s'agit donc d'entrevoir comment chacun des scénarios de territoire résisterait à l'évolution, plus ou moins favorable, de l'environnement extérieur.



La mise en perspective des scénarios de territoire

Cette partie a pour objet de mettre en perspective les scénarios de territoire retenus ; d'abord par rapport aux scénarios de contexte pour tester leur résistance aux différentes configurations externes au territoire régional, puis de les mettre en perspective par rapport aux différents leviers qui peuvent être actionnés par les politiques publiques et les différentes postures dans chacun des quatre scénarios.

Mise en perspective par rapport aux scénarios de contexte

Scénarios de territoire Scénarios de contexte	La dysociété « Chacun son monde »	La société fertilisée « Tous pour un, un pour tous »	Le paradis artificiel « Des vies parallèles »	Un nouveau pacte social « La cohésion d'abord »
La tour de Babel	++	--	+/-	--
La coopération domine le monde	--	++	--	++
Le monde fracturé	+	-	++	+/-
Le monde choisit la contrainte	+	+	+/-	+
Mieux qu'en vrai, la vie digitale est bien plus belle	+/-	+	++	+
Identitaire avant tout	++	-	+	--
TOTAL -/+	3/7	4/4	4/7	5/5

LÉGENDE

++

Très forte robustesse, pertinence, cohérence et légitimité sur le plan interne¹³ et sur le plan externe¹⁴

+

Bonne robustesse, pertinence, cohérence sur le plan externe et sur le plan interne

+/-

Robustesse, pertinence, cohérence et légitimité aléatoires sur le plan externe et sur le plan interne

-

Faible robustesse, pertinence, cohérence et légitimité sur le plan externe et sur le plan interne

--

Très faible robustesse, pertinence, cohérence et légitimité sur le plan externe et sur le plan interne

¹³ Cohésion et identité, légitimité interne de ce scénario.

¹⁴ Auvergne-Rhône-Alpes et sa contribution au monde environnant.

Ce que le tableau fait apparaître c'est que les scénarios les moins régulés, à savoir la dysociété et le paradis artificiel, sont des scénarios qui s'accordent davantage avec des scénarios de contexte peu régulés. Ils sont cependant assez compatibles avec beaucoup de scénarios de contexte. Excepté un scénario de contexte davantage tourné vers des modes coopératifs, les scénarios réussissent à ne pas être complètement décalés par rapport aux scénarios de contexte. On peut même considérer qu'ils sont neutres dans un certain nombre de configurations.

Ce n'est bien évidemment pas le cas pour les scénarios 2 et 4 qui sont davantage régulés et consacrent plutôt une approche collective. Par conséquent, ces 2 scénarios sont plus dépendants des régulations externes que les scénarios de contexte peuvent apporter, aussi leur fragilité dans un environnement différent, est plus forte. Ce qui signifie que pour les mettre en œuvre dans le contexte régional avec une plus grande « sécurité », il faut en faire la promotion avec d'autres territoires ou à d'autres échelles territoriales.

Les scénarios qui s'appuient sur une dynamique digitale sont compatibles avec l'ensemble des scénarios de contexte. La dynamique individuelle ou coopérative qui peut typer le scénario, joue un rôle relativement faible dans leur adaptation aux scénarios de contexte.

Seul le scénario de la dysociété est compatible avec le scénario de contexte « identitaire avant tout ».

Il faut noter que les scénarios de contexte, « identitaire avant tout » et « la tour de Babel » sont les scénarios qui ont le plus d'amplitude par rapport aux différents scénarios de territoires.

La mise en perspective des scénarios de territoire par rapport aux scénarios de contexte permet d'évaluer la fragilité du scénario dans des environnements différents. Cela apporte des indications de risque ou de fragilité, en aucun cas des critères qui permettraient seuls, d'arbitrer entre les différents scénarios.

Mise en perspective par rapport aux différents leviers mobilisés dans les scénarios

Les scénarios par leur configuration mobilisent différemment certains leviers pour concrétiser les différentes approches.

Ces leviers peuvent être reliés aux politiques publiques menées sur différentes thématiques. Il ne s'agit pas de les aborder dans leur exhaustivité mais d'appréhender celles qui font les différences majeures entre les scénarios et qui permettent de les caractériser.

Il s'agit d'une approche transversale des grandes thématiques et de leur incarnation à travers les choix et postures adoptés dans chacun des scénarios.

Ainsi sur les questions d'éducation et de formation, dans le scénario 1, la dysociété : « chacun son monde », la relation à l'éducation, à l'école est une relation individuelle s'appuyant sur le numérique, l'école, comme lieu de partages de connaissance, s'estompe peu à peu.

Il existe des écoles réelles et virtuelles, chacun peut choisir. Le numérique, le virtuel à travers les réseaux sociaux créent l'illusion d'une éducation partagée. L'école comme lieu de socialisation disparaît.

Dans le scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous », l'accompagnement est au cœur des méthodes d'apprentissage : les écoles développent le travail collectif, le groupe est plus important que la somme des individus et l'expérimentation collective est primordiale. Les langues régionales sont réappries, un risque d'archipellisation territoriale existe (savoyards, auvergnats, ardéchois, lyonnais, ...) Dans cette société, on apprend aux parents à élever, éduquer leurs enfants avant qu'ils soient scolarisés. Les familles sont accompagnées.

Dans le scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles », le rôle de l'école dès le plus jeune âge est davantage un rôle d'encadrant plutôt qu'émancipant. On apprend les règles pour que les individus s'y conforment et aient un sentiment de liberté à l'intérieur du cadre donné. On apprend l'utilisation du numérique mais sans éthique, uniquement en fonctionnel. Rapidement, il n'y a plus de face à face pédagogique, le numérique prend la place de l'enseignant. L'enseignant, c'est l'ordinateur, voir le téléphone portable que l'on interroge. Dès la création d'un avatar, c'est celui-ci qui se forme.

C'est lui qui est à l'école. L'apprentissage se fait de manière indirecte. On apprend « comment faire » plutôt que tout simplement « être ».

Dans le **scénario 4, le nouveau pacte social** : « la cohésion d'abord », l'école permet d'apprendre à vivre ensemble.

La place de l'éducation morale et civique est renforcée, l'éducation démocratique et l'engagement sont valorisés. L'apprentissage est continu, tout au long de la vie. L'apprentissage socle pour tous, permet la cohésion sociale, répond au pacte social et facilite la progression personnelle plus individualisée, avec mobilité (monde) et retour au local. On apprend en cercles concentriques, par progression en fonction de ses besoins. L'éducation permet l'individualisation des connaissances, c'est l'école des compagnons du devoir. On fait local mais on s'intéresse au national. Le travail est tant individuel qu'en équipe. L'utilisation du numérique est importante, y compris l'IA. Dans cette société, l'IA est utile, maîtrisée, fonctionnelle et régulée.

Dans le domaine de la santé, dans le **scénario 1, la dysociété** : « chacun son monde », la médecine classique, traditionnelle est globalement rejetée, elle n'a pas donné confiance à une grande partie des gens et n'est plus accessible à tous. Il y a ceux qui ont accès aux soins avec la médecine traditionnelle et ceux qui n'y ont pas accès faute de moyens. Donc les médecines dites « douces » prennent une part importante pour chaque individu, et l'émergence de « gourous » s'intensifie sur les questions médicales via les réseaux sociaux.

Le numérique permet 2 choses : l'accès aux données médicales et l'élaboration d'un diagnostic.

Bien que des consultations médicales, en visio, soient possibles, chaque personne pense pouvoir faire son propre diagnostic.

Ceci est renforcé par les outils connectés mais l'accès aux soins est compliqué et le sentiment d'inégalité est très fort. Les structures hospitalières traitent les maladies plutôt que les malades. Les prises en charge sont très lourdes, avec des spécialistes qui ne traitent plus la globalité de la prise en charge des personnes. Il existe toujours 2 secteurs, public et privé, qui travaillent peu en coopération et le fossé se creuse entre eux. La société civile, les associations s'organisent pour défendre des malades par pathologie et organisent du lobbying pour lever des fonds et développer la recherche médicale spécifique.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée** : « tous pour un, un pour tous », la médecine se centre sur le patient et organise leur accompagnement en tenant compte des choix et de l'accord des personnes soignées et de leur entourage (aidants, famille, accompagnants, ...) La prévention, l'éducation et la promotion de la santé ainsi qu'une bonne alimentation, sont des axes majeurs des politiques de santé, ce dès le plus jeune âge. Les spécificités territoriales permettent l'élaboration de cartes de santé qui tiennent compte de la pollution, du climat, du stress, de la démographie, des troubles psychiques, du chômage, des addictions, ...

Des politiques de santé territorialisées et coordonnées se mettent en place au niveau de chaque région.

Les regroupements de malades ayant une même pathologie, en relation avec des professionnels de santé permettent de faire progresser la science.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel** : « des vies parallèles », la santé est gérée par les technologies : l'IA est le maître d'œuvre. Les maîtres d'ouvrage s'organisent entre biotechnologies, nanotechnologies et robotique. Les données de santé sont corrélées avec l'activité physique, les modes de travail, les déplacements des personnes et l'alimentation. Les data récupérées permettent aux GAFAM de prendre la main sur la santé dans sa globalité (état de santé des populations, politiques de santé, financement de la santé, y compris les assurances qui deviennent personnalisées). La médecine prédictive et l'étude du génome sont mises en place dès le plus jeune âge, ce qui permet des politiques de prévention adaptées mais également des coûts prévisibles de prise en charge médicale qui restent à la charge de chaque personne. Les robots sont achetés par les individus, au-delà des tâches qu'ils sont capables d'élaborer, ils assurent une présence auprès des personnes et leur diffusent des messages adaptés concernant la prévention et les actions à suivre en matière de santé, de bien être, ...

Chaque individu choisit de suivre les consignes concernant le maintien de sa santé, mais ne sera pas pris en charge par les assurances sociales s'il les transgresse. Les problèmes psychiatriques prédominent : l'isolement et la vie artificielle, la confusion entre réel et virtuel bouscule les esprits.

Le manque d'activité physique génère également de nombreuses pathologies.

Dans le **scénario 4, un nouveau pacte social : « la cohésion d'abord »**, dès le plus jeune âge les actions de prévention pour la santé sont mises en place. Chaque personne bénéficie des soins adaptés, coordonnés entre les différents professionnels de la santé, alliant médecine classique et médecine douce. La puissance publique engage un grand plan de formation et d'embauche de professionnels de santé pour créer un grand nombre d'unités de santé de proximité. Les technologies sont au service de l'humain. Des régulations aux utilisations frauduleuses sont décidées au niveau européen et appliquées au niveau mondial. Le partage et la protection des données de santé est organisé entre les professionnels coordonnés au service d'une même personne. Dès lors que ces données sont utilisées par d'autres structures (recherche, financement, assurances, mutuelles, décideurs des politiques de santé, ...), la protection de ces données passe par l'anonymat. Ces structures de santé de proximité sont toutes connectées au numérique « labellisé » pour faciliter le diagnostic, les prescriptions adaptées, la relation et la coordination entre professionnels de différentes disciplines.

Concernant les questions relatives à la crise climatique et aux pratiques de mobilité, dans le **scénario 1, la dysociété : « chacun son monde »**, dans un contexte où les sécheresses, les inondations, la diminution de la biodiversité ont eu raison de la croissance sans limite, la réponse se trouve dans des modes

de vie nouveaux mis en place localement mais davantage dans une logique de séparation des mondes. Les territoires de survie subissent la contrainte écologique, d'autres l'utilisent comme un levier pour développer des activités mais davantage dans une logique communautaire. Sur l'incidence du dérèglement climatique, la frugalité et la sobriété sont à l'image du scénario, les contraintes sont fonctions de l'archipellisation des territoires. Le prix est un déterminant important de l'accès aux ressources, l'intervention des pouvoirs publics calquée sur un reste du bouclier énergétique mis en place dans les années 2020, pour atténuer cet effet-prix ne corrigent que très à la marge les inégalités. Le coût des mobilités pèse de plus en plus lourdement sur le budget des ménages surtout les plus pauvres. Depuis les années 30, tout se paye au coût réel : le train, les transports en commun, les voitures ou les bus.

L'État s'est désengagé de ce problème du fait de son endettement. Les régions pour les mêmes raisons ont renvoyé le problème aux collectivités locales de proximité, qui n'ont pas plus les moyens d'y faire face et qui répercutent les coûts sur les utilisateurs.

Chacun se débrouille comme il peut : les habitants des campagnes comme ceux du périurbain font feu de tout bois, pour en diminuer le coût : le co-voiturage ou le télétravail, le vélo au lieu de la voiture pour les distances inférieures à 40 km. Les habitants des grandes villes privilégient le vélo ou la marche à pied quand c'est possible. Les collectivités diminuent le trafic des transports en commun en

dehors des heures de pointe et même pendant celles-ci. On voit ici ou là des initiatives se mettre en place pour organiser collectivement les déplacements mais ces initiatives en raison de l'individualisme ne durent pas longtemps. La situation est différente pour les 10 % les plus riches qui continuent à se déplacer comme ils le souhaitent.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous »**, la crise climatique qui s'accélère devient le moteur principal de l'action publique. L'innovation est le principal moteur des réponses mises en œuvre, la société civile est à l'initiative, fortement mobilisée à travers les communs, des réponses au développement, production, accès aux ressources et couverture assurantielle sont mises en œuvre à l'échelon local. La Région est un niveau concret pour l'innovation, la mise en œuvre, la capitalisation, la mutualisation sur le sujet. L'économie de la fonctionnalité notamment pour la mobilité permet grâce au numérique et à l'intelligence artificielle de réduire le nombre de véhicules mais d'intensifier leur usage partagé.

En ce qui concerne les mobilités, des DTM (Droits de Tirage Mobilité) ont été mis en place en prenant en compte de façon complexe, par famille,

- le type de déplacements par nature dans une année,
- la situation géographique,
- la présence de transports en communs,
- le revenu du ménage,
- le nombre de personnes,
- la présence des équipements définis par l'INSEE.

Ces DTM fonctionnent également pour les entreprises et les administrations.

La régulation est l'affaire de la puissance publique sous l'impulsion des initiatives citoyennes.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles »**, le dérèglement climatique n'est traité que dès que ses conséquences sont prégnantes sur la liberté individuelle, contournable par ailleurs par la vie artificielle. Les conséquences des inondations et incendies, font l'objet de plans ponctuels des pouvoirs publics qui mobilisent des emprunts gagés sur des crypto-monnaies au grand dam de certains économistes alertant sur la spéculation que cela génère. Par intermittence, le sujet de l'empreinte écologique numérique revient régulièrement dans le débat mais sans générer de mesures, de décisions structurantes, tout au plus de la mesurette.

Concernant la mobilité, le tout écran ayant pris le dessus, le mot d'ordre implicite auquel la plupart se rallie est : le minimum de mobilité dans un maximum de temps. Le télétravail est la règle de droit et d'usage sauf si l'emploi ne le permet pas. Mais en y regardant de plus près, il y a toujours quelque chose que l'on peut faire de chez soi. La cherté de la mobilité pousse à rester chez soi.

Dans le **scénario 4, un nouveau pacte social : « la cohésion d'abord »**, face au dérèglement climatique, les pouvoirs publics ont organisé une réponse coordonnée permettant de mener une politique d'adaptation ambitieuse notamment en matière d'habitat et de transports.

Pour faire face aux besoins en énergie et organiser un accès aux ressources relativement équitables, des plans structurants ont été déployés. Il faut dire que le black-out énergétique de 2028 et les pénuries d'eau sur certains territoires ont obligé la mise en œuvre de mesures d'exception. De la même manière, la couverture assurantielle a été renforcée pour éviter des primes exorbitantes et des couvertures faibles comme cela avait été le cas après les incendies et inondations récurrentes de la fin des années 2020. La situation climatique plus clémente liée à sa structure plus montagneuse que celle des autres régions a relancé l'habitat et corrélativement l'emploi résidentiel dans les territoires éloignés où une partie de plus en plus importante des résidences secondaires est gérée en partage de temps. Plusieurs familles occupent la même résidence selon des calendriers fixés par contrat. Pour la mobilité, la propriété de la voiture individuelle a laissé la place à l'usage pour se déplacer au sein d'Auvergne-Rhône-Alpes. C'est la mise en service de véhicules tournant 24/24 et disponibles à tout moment grâce à l'intelligence artificielle qui gère les pools de véhicules. Ces pools de véhicules privés ou publics sont gérés dans les deux cas avec la représentation d'utilisateurs.

Participe à ces pools, les transports fluviaux et les lignes ferroviaires remises en service ; l'intermodalité étant assurée par les dispositifs d'intelligence artificielle.

Ces communs comme l'ensemble de ces dispositifs participent à la revivification de l'espace rural dont les veinules qui traversent tous les territoires ressemblent aux **fractales de Mandelbrot**.



En ce qui concerne, la culture et les loisirs, les évolutions s'appuient sur deux paradoxes : un rapport à la culture essentiellement individuel, mais en même temps un fort désir de collectif, ainsi qu'une volonté d'être à l'avant-garde, mais également une passion pour le patrimoine. Selon les scénarios, cela donne les options suivantes.

Dans le **scénario 1, la dyso-cité : « chacun son monde »**, les choix individuels sont privilégiés sans hiérarchie de valeur. Ils font l'objet d'une grande versatilité.

La culture accentue les différences et les ruptures entre générations, entre groupes, et même entre individus. Seuls quelques grands événements sportifs ou festifs font exception à la règle.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous »**, le dynamisme, l'innovation, l'expérimentation et le partage sont au cœur des pratiques culturelles et sportives, qui sont soutenues par la Région, qui les considère comme des éléments de valorisation de son image.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles », la culture et les loisirs**, dans ce mode de vie, sont importants, ils servent –à travers les réseaux sociaux, les métavers– à l'exhibition du moi de chacun : se montrer en train de lire, de participer à un concert, d'assister à un match de foot, se faire artiste, abolir les frontières entre amateurs et professionnels.

Dans le **scénario 4, un nouveau pacte social « la cohésion d'abord »**, la culture et les loisirs sont évidemment des éléments de cohésion. Importants moments de rencontres et d'échanges à travers des manifestations multiples dans des lieux dédiés ou dans l'espace public, ils participent à une atmosphère pacifiée et ouverte.

Il faut signaler que dans tous les scénarios concernant les loisirs sportifs : le changement climatique transforme l'approche de ces loisirs, qui sont remplacés par des jeux immersifs de plus en plus proches de la réalité virtuelle.

L'augmentation des gaz à effets de serre jusqu'en 2050 a pour conséquence une élévation des températures. Cela ne permet plus une activité physique intensive et les manifestations impliquant des déplacements importants disparaissent, pour limiter les empreintes carbone.

En ce qui concerne les inégalités sociales, dans le **scénario 1, la dysociété : « chacun son monde »**, les inégalités sociales s'accroissent, la concentration de la richesse sur quelques-uns s'amplifie. Cela crée des tensions entre groupes sociaux et communautés qui peuvent se traduire par des explosions de violence.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous »**, la société civile, par le biais des communs, apporte des réponses aux questions d'inégalité en stimulant la liberté d'entreprendre et la capacité d'innovation, l'innovation sociale est notamment un levier très valorisé.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles »**, les inégalités sociales peuvent être masquées par une dimension virtuelle, ainsi un avatar peut être riche et une situation réelle plus précaire. Dans les faits, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, la polarisation entre villes et campagnes, se double d'un approfondissement des fractures sociales entre les zones urbaines elles-mêmes, entre quartiers au sein des villes.

Dans le **scénario 4, un nouveau pacte social : « la cohésion d'abord »**, la cohésion sociale est devenue la priorité, cela correspond à une réaction face à des révoltes, des « jacqueries » diverses et fréquentes des classes populaires et de la classe moyenne face aux inégalités. Les institutions politiques se réforment pour mettre la notion de justice sociale comme condition sine qua non d'une paix durable.

La thématique du rapport à la norme est également un élément caractéristique des différences entre les scénarios. Ainsi dans le **scénario 1, la dysociété : « chacun son monde »**, la crainte de l'autre, fait que des normes légales sont édictées, justifiant des pratiques sociales très dures. Le respect de ces normes strictes s'appuie notamment sur la délation.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous**, la norme devient élastique, elle est adaptée en temps réel aux évolutions sociétales, technologiques pour faciliter l'innovation et la liberté d'entreprendre aux services des communs.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles »**, l'absence de normes est la règle, la norme est qu'il n'y a plus de normes. Les technologies sont prioritaires et les firmes qui les maîtrisent orientent les marchés en conséquence. La norme dans l'espace réel devient secondaire.

Dans le **scénario 4, un nouveau pacte social : « la cohésion d'abord »**, la norme est la résultante de choix de société débattus et considérés comme prioritaires mais dans une approche systémique. La norme répond à la volonté de donner un sens à l'action publique, il s'agit davantage d'encadrer, d'expliquer que de punir et de stigmatiser.

L'un des points distinctifs de chacun des scénarios, est la question de la gouvernance. Dans le **scénario 1, la dysociété : « chacun son monde »**, la gouvernance régionale est réduite aux territoires non métropolitains et chacun joue sa partition avec un défaut d'engagement, ce sont des alliances de circonstance avec une forme de clientélisme.

La politique consiste à aller chercher les individus, il n'y a plus de collectifs qui peuvent représenter les individus. Les politiques répondent à des injonctions contradictoires, chacun restant dans son monde.

C'est un phénomène de victimisation, on se définit comme victime, c'est un carcan. La gouvernance peut répondre à cela par un pouvoir très fort à travers des îlots, représentant des communautés qui réagissent de manière forte au sentiment de victimisation qui les anime et qui est au cœur de leur existence. La gouvernance ne porte pas de projets « à risque » qui nécessiteraient de convaincre les populations. Elle reste dans une action à minima. Ce n'est pas une gouvernance systémique, mais d'opportunité.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous »**, la gouvernance est celle de la dynamique régionale avec une posture « offensive » de la collectivité régionale sur ce thème, qui ne se contente pas des positions acquises avec une recherche :

- d'innovation,
- d'expérimentation,
- de réforme avec une décentralisation vers les collectivités de proximité.

On assiste à un dépassement de fonction de la collectivité régionale avec un objectif de fluidité, de médiation, de concertation initiée par la collectivité régionale.

C'est une relation différente au temps, avec pas uniquement des solutions à court terme mais la volonté d'apporter du sens à l'action publique collective.

Dans le **scénario 2, la société fertilisée : « tous pour un, un pour tous »**, il y a un sursaut citoyen face à la crise climatique, la gouvernance régionale est animatrice à partir de ce sursaut, elle a engagé la démarche pour donner suite à une prise en main citoyenne visant à réformer le fonctionnement global. La Région accompagne les collectifs de citoyens qui peuvent être à périmètre et objectifs variables sur le territoire.

Dans le **scénario 3, le paradis artificiel : « des vies parallèles »**, la gouvernance se caractérise par le pouvoir des villes et des réseaux. Le pouvoir et l'initiative est celle des villes, l'Etat et la Région se contentent d'accompagner. C'est un scénario de retour à une entité plus réduite, qu'est la ville, la métropole.

Ce scénario est compte tenu du nombre de métropoles, de grandes villes et de villes moyennes dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, un scénario qui pourrait correspondre dans le type de gouvernance, au dévoilement de l'intime et au pouvoir des réseaux.

Cela crée des espaces puissants, qui sont en concurrence entre eux et pour lesquels des possibilités de fusion existent en vue de créer des mégapoles. Le scénario pourrait commencer par le pouvoir des villes.

Dans le **scénario 4 un nouveau pacte social : « la cohésion d'abord »**, la gouvernance se traduit par une démarche régionale qui impose, c'est une démarche descendante à partir d'un projet régional. La Région est à l'origine de la démarche et de son contenu.





Conclusion

« Je m'intéresse à l'avenir parce que c'est là que j'ai décidé de passer le restant de mes jours ».

Woody ALLEN

Au terme de ce travail, il faut souligner le type de dynamique que permet une réflexion prospective comme celle-ci. Le résultat obtenu pointe davantage des questions d'enjeux à traiter collectivement, pas de réponses « toutes faites » que serait l'affirmation de certitudes qui pourraient avoir le mérite de « rassurer », mais pas d'imaginer ni de tracer d'autres perspectives. C'est dans cette insatisfaction que se situe la richesse de la prospective : la volonté de s'essayer à la complexité, d'en être conscient et d'y faire face, pour produire des visions exploratoires empreintes à la fois d'utopie, de frustration et de les porter au débat.

Nos scénarios ne se réaliseront pas, nous le savons, la prospective n'est pas la prévision. Mais au sein de chacun de ces scénarios sont présents et cohabitent des bouts de futurs prêts à émerger que l'on a parfois du mal à voir, ceux-ci nous attirent ou nous font peur. Continuons à scruter ces bouts de présents, terreau du futur pour les combattre ou les faire éclore, sachons en faire notre miel dans notre action quotidienne afin de prendre des décisions qui donnent sens à nos destinées.

Pour affronter ce nœud gordien, chacun doit se convaincre que si nous sommes impuissants face au passé, nous participons dans nos actions quotidiennes à bâtir cet avenir que nous ne cessons de vouloir deviner.

Dans cet environnement, il faut souligner le paradoxe qui est celui de la prospective. Tout bouge, les prévisions s'écroulent, les différents plans d'actions deviennent rapidement obsolètes, les explications et référentiels idéologiques sont mis à mal. Et pourtant, plus encore que dans d'autres circonstances, le besoin de prospective est là. Est-ce important d'expliquer ce paradoxe ? Probablement pas comme le dit Emil Michel CIORAN dans « Le crépuscule des pensées » : « On ne peut expliquer un paradoxe, non plus qu'un éternuement. D'ailleurs, le paradoxe n'est-il pas un éternuement de l'esprit ? »

Mais si la prospective est un prétexte pour imaginer et partager des futurs possibles, l'important c'est de comprendre comment à partir de ces futurs, chacun peut décider dans le présent d'agir sur les leviers qui semblent les plus efficaces... Faire de la prospective un régime d'innovation intensive suppose comme nous l'avons déjà dit d'oublier le déterminisme pour partie pour accepter et revendiquer que le futur soit ouvert, et relaxer la prétention déterministe pour accroître nos capacités de formulation.

Comme le dit si joliment Georges AMAR dans « Aimer le futur », le futur ouvert n'est pas affaire de prévision mais de « diction », pas de prévision mais de vision. Notre capacité à nous adresser à l'inconnu, à considérer le futur ouvert est handicapée par une sorte d'illusion épistémologique et pratique : nous désirons tellement prévoir et prédire l'avenir ! Et c'est justement ça qui nous empêche de le voir et de le dire. Notre désir de déterminisme est si absolu et démesuré qu'il réduit à néant la valeur de notre capacité de vision et de formulation, laquelle bien que limitée est loin d'être nulle.

Qu'est-ce que faire de la prospective dans le contexte régional au sein du CESER ? Ce n'est pas une aide à la gouvernance en ce qu'elle ne fournit pas d'information sur le futur et c'est même une de ses conséquences que d'atténuer le prestige de la décision, de tempérer l'excitation à décider.

La singularité de la prospective qui assume la non-prédictibilité partielle du futur, tente d'intégrer cette connaissance paradoxale dans l'action collective.

Faire de la prospective au CESER :

- C'est mettre en perspective la connaissance intime du territoire qu'en ont les différents acteurs dans leur singularité tant individuelle que collective avec les interrogations que pose une société qui ne cesse de bifurquer.
- C'est accepter de confronter ces visions et ces perceptions car de cette confrontation entre les vues personnelles d'hommes et de femmes compétents confrontées au décryptage de situations complexes se dégagera une vision commune qui ne sera pas de confusion mais de complémentarité ». ¹⁵

Chemin faisant, nous nous sommes intéressés au couple individu et société qu'il nous faut évoquer dans cette conclusion, tant la conjugaison de ces deux termes nous a paru comme une des clefs permettant de comprendre certains comportements.

Faire de la prospective consiste aussi à intégrer la nouvelle donne qu'avait mise à jour en son temps Paul YONNET, « franc-tireur » de la sociologie française et qui n'est pas propre à la France d'où l'intérêt de prendre en considération les données du village global à tout le moins occidental global.

La famille n'est plus seulement la cellule de base de la société, elle est de plus en plus celle de l'individu. Pour la première fois, la famille produit d'authentiques individus reconnus dans leur stricte singularité, chaque enfant est individuellement souhaité et non pas subi. L'enfant n'est plus un moyen mais une fin, choisi, voulu, il est la finalité de la cellule familiale. Devenu irremplaçable, il est accepté pour ce qu'il est, il ne conquiert pas sa personnalité contre ses parents, il la conquiert grâce à ses parents, en s'appuyant sur leur amour et leur bienveillance.

¹⁵ Gaston BERGER, « L'attitude prospective ».

L'individualisme ne se fait plus en réaction contre la famille, il est produit par la famille. C'est une position sans opposition pédagogique qui n'a plus pour objectif de soumettre l'enfant à des règles mais de soumettre des règles à l'enfant, de les lui proposer. L'éducation veille à l'autonomie de l'enfant, elle a pour fonction de lui permettre d'être lui-même, de s'accomplir d'être en accord avec sa personnalité.

De verticale, autoritaire et rigide, l'éducation se fait désormais horizontale, bienveillante et souple. L'information ne vient plus de la seule cellule familiale ou de l'école mais des réseaux nombreux dans lesquels l'enfant et l'adolescent sont insérés.

Il est difficile dans nos sociétés individualistes d'argumenter en faveur de la nation ou d'un quelconque intérêt supérieur : chacun préfère la défense de son intérêt ou de son identité personnelle et se méfie des autorités publiques ou des idéologies qui risquent de déposséder l'individu de ses choix.

L'engagement prend des formes nouvelles, différentes, des adhésions à une doctrine de confiance dans l'autorité. L'engagement s'exprime de manière plus circonspecte et distanciée, moins passive et plus irrégulière. Un engagement conditionnel critique auquel on ne sacrifie pas tous ses loisirs et on n'hésite pas à rompre avec lui si on se sent en désaccord avec le collectif. La condition de s'engager, c'est le droit de se désengager, d'où la difficulté de groupes constitués à durer. L'objectif est plus des résultats tangibles, concrets et locaux que l'inverse terme à terme. L'individu peut se dévouer à une cause si on ne l'invite pas à se soumettre à un idéal transcendant sa propre personne. Il veut être invité à rejoindre et non pas contraint à le faire (exemple du vote où il devient un électeur interchangeable) d'où sa préférence pour des rapports de proximité que permettent les réseaux sociaux : réponse à des actions spontanées. On peut mieux comprendre certains mouvements spontanés, faits de solidarité vivante, le contraire des organisations structurées, ...

Nous avons évoqué, dans nos développements, le rôle de l'intime, produit et constituant de ce couple animé par et animateur des réseaux sociaux. Là encore, de nombreux territoires sont à explorer pour mieux incorporer la prise en compte de ces éléments dans les récits de la prospective.

Plus encore peut-être que dans nos travaux précédents, il faut souligner la pesanteur des scénarios de contexte sur : l'environnement régional, la problématique des migrations, du dérèglement climatique, des mobilités, de la géopolitique, de la division internationale du travail et des modes de régulation qui vont se mettre en œuvre ou non. La marge de manœuvre « régionale » en sera dépendante mais sera effective dans tous les cas.

Au terme de ce travail, il nous faut mettre en exergue chez chacun des membres de la Section Prospective tout au long de ces trente mois, le plaisir, l'implication, le désir d'échanger et de faire partager une idée ou une hypothèse sans volonté de convaincre mais au contraire animé par le désir de soumettre à la discussion, des analyses, des lectures.



Le travail rédigé est à la fois un mélange fait à part égale de satisfaction et d'insatisfaction, de contentements et de regrets.

Nombreux étaient celles et ceux pour qui la prospective était un mot sans contenu. Nombreux sont ceux qui demain en seront les propagateurs.

Bibliographie

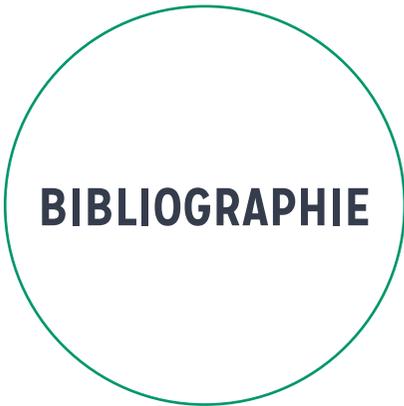
La bibliographie présentée ici ne concerne que les références relatives à la prospective dans son approche générale. Concernant la bibliographie détaillée correspondant à chacune des variables, elle est accessible via le lien et le QR Code ci-dessous.

<https://www.calameo.com/read/000119781d1e3dda812dd>



BIBLIOGRAPHIE

- AGHION Philippe, ANTONIN Céline, BUNEL Simon, *Le Pouvoir de la destruction créatrice*, Odile Jacob, 14 octobre 2020
- AMAR Georges, *Aimer le futur*, Fyp éditions, 19 avril 2013
- ANTOINE Jacques, « Pour une prospective du deuxième âge », *Futuribles*, n°123, juillet-août 1988
- BAREL Yves, *La Société du vide*, Seuil, 1984
- BARTHES Roland, *Comment vivre ensemble*, Cours et séminaires au Collège de France (1976-1977), Seuil, 5 novembre 2022
- BAUMAN Zygmunt, *La vie en miettes*, Hachette littératures, 10 février 2010
- BAUMAN Zygmunt, *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette littératures, 1999
- BELOT Laure, *La déconnexion des élites - Comment Internet déränge l'ordre établi*, Editions Les Arènes, 21 janvier 2015
- BERGER Gaston, *Phénoménologie du temps et prospective*, PUF, 01 février 1964
- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, 2018
- BERGER René, *L'origine du futur*, Editions du Rocher, 1995
- BOBIN Christian, *La grande vie*, Gallimard, 06 février 2014
- BUENO Antoine, *Futur notre avenir de A à Z*, Flammarion, 28 octobre 2020
- CAZES Bernard, « Méthodologie de la prospective », *Analyses de la SE-DEIS*, n°67, janvier 1989
- CESER AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, *Montagnes 2040 : nouveaux temps, nouveaux défis*, décembre 2013
- CESER AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, *L'Usine du futur*, décembre 2015
- CESER AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, *Les villes moyennes à l'horizon 2050*, décembre 2017



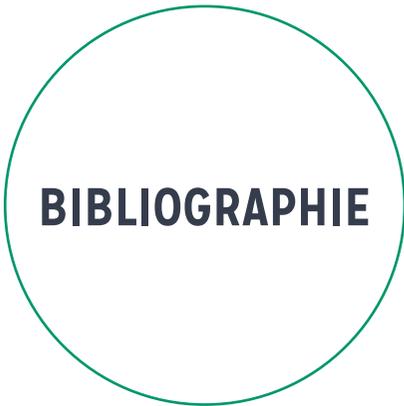
BIBLIOGRAPHIE

- **CESER AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**, *La mobilité à l'horizon 2050*, décembre 2020
- **CHARMES Éric**, *La ville émietlée, Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, PUF, 2011
- **COHEN Daniel**, *Homo numericus : la « civilisation » qui vient*, Albin Michel, 31 août 2022
- **COHEN Daniel**, *Le Monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, 26 août 2015
- **DAVEZIES Laurent**, *L'État a toujours soutenu ses territoires*, Seuil, 4 mars 2021
- **DE COURSON Jacques**, *L'appétit du futur – Voyage au cœur de la prospective*, Editions Charles Léopold Mayer, 1^{er} décembre 2015
- **DE FOUCAULT Jean-Baptiste**, **PIVETEAU Denis**, *Une société en quête de sens*, Odile Jacob, 1995
- **DE FUNES Julia**, *Socrate au pays des process*, Flammarion, 29 mars 2017
- **DE JOUVENEL Bertrand**, *Arcadie : Essais sur le mieux-vivre*, Gallimard, 28 février 2002
- **DE JOUVENEL Bertrand**, *L'art de la conjoncture*, Futuribles, 1972
- **DECKMYN Chantal**, *Lire la ville : Manuel pour une hospitalité de l'espace public*, La Découverte, 24 septembre 2020
- **DUBET François**, *Le Travail des sociétés*, Seuil, 2 avril 2009
- **DUCOS Gilbert**, « *Two complementary cross-impact models : MIP and MIP* », *Futures*, octobre 1989
- **DUPERRIN Jean-Claude**, **GODET Michel**, « *SMIC 74 - A method for constructing and ranking scenarios* », *Futures*, août 1975
- **DURANCE Philippe**, **MONTI Régine**, *Le Long Terme comme horizon*, Odile Jacob, 30 août 2017
- **FERRARIA A**, « *Rétrospective de la prospective. L'expérience du passé éclaire-t-elle l'avenir ?* », *Revue de l'énergie*, janvier 1978
- **FLAHAULT François**, *Le paradoxe de Robinson : capitalisme et société*, Editions Mille et une nuit, 2005
- **FOURQUET Jérôme**, *La France sous nos yeux : économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Points, 2022
- **FOURQUET Jérôme**, *Le nouveau clivage*, Editions du cerf, 30 janvier 2020
- **GAUDIN Thierry**, *La Prospective*, PUF, 11 septembre 2013
- **GAUDIN Thierry**, *Les métamorphoses du futur - Essai de prospective technologique*, Economica, 1988
- **GIORDANO Paolo**, *Tasmania*, Le bruit du monde, 17 août 2023
- **GODET Michel**, « *SMIC 74 : a reply from the authors* », *Futures*, août 1976
- **GODET Michel**, **DURANCE Philippe**, *La prospective stratégique – Pour les entreprises et les territoires*, Dunod, 2008
- **GODET Michel**, *L'avenir autrement*, Armand Colin, 1991



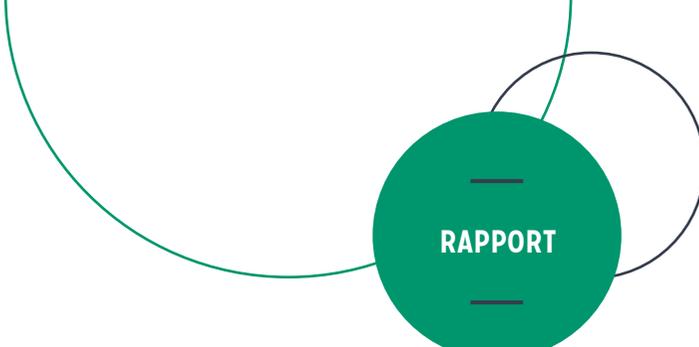
BIBLIOGRAPHIE

- **GODET Michel**, *Manuel de prospective stratégique*, Dunod, 16 août 2007
- **GORDON Theodore, Jay, HAYWARD H.**, « *Initial experiments with the cross impact matrix method of forecasting* », *Futures*, décembre 1968
- **GUERASSIMOFF Carine, TELLENNE Cédric, SEGARD Jean-François**, *L'Asie. Histoire et défis. 50 cartes et fiches*, Ellipses, 24 septembre 2013
- **GUILLUY Christophe**, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 17 septembre 2014
- **HECHT Jacqueline**, *Halte à la croissance ? Enquête sur le Club de Rome*, Fayard, 1972
- **HELMER Olaf**, « *Problems in futures research: Delphi and causal cross-impact analysis* », *Futures*, février 1977
- **HELMER Olaf**, « *Reassessment of cross-impact analysis* », *Futures*, octobre 1981
- **HENSHEL R.L.**, « *Evolution of controversial fields : lesson from the past to futures* », *Futures*, octobre 1981
- **KAHNEMAN Daniel**, *Système 1 / Système 2, Les deux vitesses de la pensée*, Clés des Champs, 24 février 2016
- **KRUGMAN Paul**, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Seuil, 2013
- **LAFAY Denis**, *Maintenant, on fait quoi ?*, Editions de l'Aube, 20 août 2020
- **LE BRAS Hervé, TODD Emmanuel**, *Le Mystère français*, Seuil, 21 mars 2013
- **LE BRETON Éric**, *Mobilité, la fin du rêve ?*, Editions Apogée, 6 mars 2019
- **LEBRETON Philippe**, *Le futur a-t-il un avenir ? Pour une responsabilité socio-écologique*, Sang de la Terre, 2012
- **LESOURNE Jacques**, *Ces avenir qui n'ont pas eu lieu*, Odile Jacob, 2003
- **LUCKACS Philippe**, *Stratégie pour un futur souhaitable*, Dunod, 16 avril 2008
- **MAKARIAN Christian**, *Généalogie de la catastrophe - Retrouver la sagesse face à l'imprévisible ?*, Editions du Cerf, 8 octobre 2010
- **MASSE Pierre**, « *Les attitudes envers l'avenir et leur influence sur le présent* », *Etapas de la prospective*, éditions PUF, 1967
- **MASSE Pierre**, « *Prévision et prospective* », *Etapas de la prospective*, éditions PUF, 1967
- **MASSE Pierre, BOURBON-BUSSET Jacques, BERGER Gaston**, *De la prospective Textes fondamentaux de la prospective française 1955-1966*, L'Harmattan, 15 octobre 2007
- **MASSOT Marie-Hélène**, *Mobilités et modes de vie métropolitains : les intelligences du quotidien*, L'œil d'Or, 29 avril 2010
- **MCLEAN Mick**, « *Does cross-impact analysis have a future?* », *Futures*, août 1976
- **MORIN Edgar**, *Changeons de voie. Les leçons du coronavirus*, Denoël, 2020



BIBLIOGRAPHIE

- PAPON Pierre, *Bref récit du futur : Prospective 2050, science et société*, Albin Michel, 29 août 2012
- PARRIQUE Timothée, *Ralentir ou périr, l'économie de la décroissance*, Seuil, 16 septembre 2022
- PEYREFITTE Alain, *La société de confiance*, Odile Jacob, 11 octobre 1995
- ROSA Hartmut, *Accélération, une critique sociale du temps*, Editions La Découverte, 2013
- SALOFF COSTE Michel, MORIN Edgar, LASZLO Ervin, RICARD Matthieu, LECOMTE Tristan, STAUNE Jean, VERDIANI Antonella, LE-SOURNE Jacques, AUBERT Jean-Eric, DARTIGUEPEYROU Carine, *Prospective d'un monde en mutation*, L'Harmattan, 1^{er} avril 2010
- SAUL John, *Les bâtards de Voltaire – la dictature de la raison en Occident*, Payot, 1^{er} octobre 1993
- SEVILLA Jean, *Une histoire inédite de la France en 100 cartes*, Perrin, 24 septembre 2020
- SIRINELLI Jean-François, *Ce monde que nous avons perdu, une histoire du vivre-ensemble*, Tallandier, 8 avril 2021
- STENGERS Isabelle, *D'une science à l'autre. Des concepts nomades*, Seuil, octobre 1987
- SUPPIOT Alan, *La Gouvernance par les nombres*, Fayard, 18 mars 2015
- VANIER Martin, *Demain les territoires : capitalisme réticulaire et espace politique*, Hermann, 2015
- VELTZ Pierre, *L'Economie désirable, Sortir du monde thermo-fossile*, Seuil, 7 janvier 2021
- VELTZ Pierre, *Le nouveau monde industriel*, Gallimard, 2000
- VELTZ Pierre, *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*, PUF, 1996
- VERRAX Éric, *Gaston Berger ou la mètis d'un philosophe : de la prospective à Maurice Bédart*, L'Harmattan, 2022
- YONNET Paul, *Le recul de la mort. L'avènement de l'individu contemporain*, Gallimard, 2006
- ZARKA Yves Charles, *L'idéologie de l'évaluation : la grande imposture*, PUF, 2009



RAPPORT

Contributeurs

► Jean-Pierre CLAVERANNE

Président de la Section Prospective

► Michel-Louis PROST

2^{ème} Vice-Président référent - Référent de la Section

► Jean-Marc GUILHOT

Vice-Président délégué, Président de la Conférence des Présidents

Collège

1*

- CABUT Bruno (U2P)
- BLANC Dominique (UNAPL-CNPL)
- GUINAND Jean (Confédération Paysanne)
- MARTEL Alain (Pôle de Compétitivité)
- PEYREFITTE Carole (CPME)
- VERRAX Éric (Promoteurs)

Collège

2*

- BLACHON Eric (FO)
- FAURE Philippe (CGT)
- JUVAUX Christian (CFDT)
- LAURENT Bernard (CFTC)
- LE GAC Elisabeth (CFDT)
- MYC Michel (UNSA)

Collège

3*

- BERNARD Mathias (Universités)
- GELAS Nadine (Personnalité Qualifiée)
- PLASSE Marie-Christine (CROS)
- RIVIERE Elisabeth (LPO)
- VERDIER Jean-Louis (Personnalité Qualifiée Environnement)

* **Collège 1** : Représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées / **Collège 2** : Représentants des organisations syndicales de salariés les plus représentatives / **Collège 3** : Représentants des organismes et associations qui participent à la vie collective de la région et représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable / **Collège 4** : Personnalités qualifiées

Personnalités extérieures

- **AIN-SEBA Abdénour**
Président de la Société IT-PARTNER
- **COSTA-LASCOUX Jacqueline**
Sociologue
Directrice de recherche honoraire au CNRS
- **Frank DEBOUCK**
Président de la COMmunauté d'Universités et Etablissements (COMUE) de l'Université de Lyon
- **GUIONNET Michèle**
Directrice Générale de l'Institut CARREL
- **MICAL Christiane**
Vice-Présidente du Tribunal de Grande Instance de Lyon
- **VACHER Jean-Pierre**
Directeur de Lyon Décideurs
- **VEZIAN-ROLLAND Marion**
Directrice Générale du Foyer Notre Dame des Sans-Abri

Déclaration des groupes

► INTERVENTION D'Éric VERRAX, au nom du Collège I

Messieurs les Présidents,
Chers Collègues,

L'exercice de regard critique auquel je vais me livrer n'est pas aisé, tant en raison de la qualité que de la quantité du travail fourni par la section, et au premier chef, son Président Jean-Pierre CLAVERANNE et le Chargé de Mission Laurent DE PESSEMIER.

Car il y a beaucoup de recul et de précision en même temps dans cette contribution, un vrai travail collectif de la section et l'apport visible de Laurent DE PESSEMIER et de Jean-Pierre CLAVERANNE, une volonté d'être concret et un soubassement intellectuel indéniable avec de belles références, parfois explicites (BERGER, BERGSON, DELEUZE, ...) souvent implicites (GIRARD, STIEGLER, FOURQUET, ...), et que l'on retrouve dans la bibliographie le plus souvent. Et il faut ajouter que Jean-Pierre CLAVERANNE a de tout cela une connaissance intime par les rencontres qu'il a pu faire et une valeur de témoignage, le seul nom de JOUVENEL valant toutes les certifications.

Donc, j'ai eu autant de plaisir à participer à cette section, que l'on a pu qualifier de "Havre de paix et de culture", qu'à lire la contribution présentée et en synthétiser les apports du point de vue du collège « employeurs ».

On pourrait dire, bien des choses en somme, j'en retiens quatre :

A/ La méthode des scénarios

Malgré les références nombreuses à BERGER, elle est une invention postérieure et donc un choix du Président ; elle s'adapte bien à un travail de groupe et à l'échange d'idées entre non spécialistes ; elle déstabilise certains en ce qu'elle pose qu'il n'y a pas de bonne ou mauvaise description ou hypothèse. Les scénarios de contexte et de territoire ont permis de parcourir beaucoup de variables dont l'importance du numérique et l'influence du climat notamment, sans toutefois aborder le rôle de l'IA ; et ce socle étendu a été rendu plus robuste par les travaux antérieurs de la section, sous la houlette du même tandem Jean-Pierre CLAVERANNE-Laurent DE PESSEMIER, sur la montagne, les mobilités, l'usine du futur ou les villes moyennes.

Plus globalement, le collège « employeurs » ne peut que féliciter le CESER AURA d'avoir, le premier, créé une section prospective, il y a plus de 15 ans : car la prospective vient contrer tous ceux qui mettent en avant les déterminismes sociaux ou autres, comme inéluctables et place les hommes en position de sujets.

A titre symbolique, on notera que l'inventeur de la prospective lui-même, Gaston BERGER, chef d'entreprise, professeur d'Université et même directeur de l'enseignement supérieur, est très vraisemblablement le petit fils d'une esclave de Gorée... « Labor omnia vincit improbus » : il n'est rien dont un travail acharné ne vienne à bout (Virgile). Et le postulat de BERGER est que ce qui vaut pour un vaut pour tous.

Plus encore, Jean-Pierre CLAVERANNE a conduit nos travaux avec discernement, je veux dire avec autant de hauteur de vue que d'attention aux moindres prises de parole dans la section : ce qui nous a permis, par exemple, de traiter de l'intime proposé discrètement par Nadine GELAS comme d'entendre les inquiétudes étayées de Bernard LAURENT sur les risques financiers dus à l'endettement privé.

B/ Le choix de l'étayage scientifique

Dans le travail sur les variables de contexte, un travail en collaboration avec l'INSEE a été fait sur les aspects démographiques et sur l'accès aux services.

Ce partenariat a mis en évidence différents éléments qui relèvent de la prévision et non de la prospective, mais qui permettent de clarifier les débats prospectifs :

- Sur la démographie régionale, la quasi-certitude d'une baisse de la population régionale après 2056, et la fin de l'existence d'un solde naturel dès les années 2040 : la croissance démographique d'AURA ne sera donc plus portée que par les migrations, avant de décliner.
- Sur les services, et sans entrer dans le détail, nous avons appris la corrélation quasi parfaite entre services et populations, et la quasi-égalité entre territoires ruraux et urbains pour l'essentiel – seuls 2 % des habitants, essentiellement dans les zones montagneuses, sont à distance des principaux paniers de services : les 98 % autres y accèdent en moins de 10 mn.

Ces éléments sont lourds de signification : comme l'avait anticipé BERGER, c'est en voulant travailler sur le long terme et avec une certaine hauteur que l'on relit mieux le présent. Car ce diagnostic et cette prévision de l'INSEE viennent contredire, pour nous qui sommes les spécialistes de notre territoire, les discours sur la croissance à venir de notre Région et ses besoins en constructions de toutes sortes comme les jérémiades sur la disparition des services en zone rurale ou périphérique. S'appuyer sur de justes constats, c'est ajouter de la pertinence à nos actions collectives et mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde, disait CAMUS.

Il est sans doute bien des domaines ou de tels coups de sonde seraient précieux pour augmenter la justesse de nos préconisations, surtout quand leurs résultats sont contre-intuitifs comme ici.

C'est peut-être, du reste, le cas de la place des entreprises dans cette réflexion collective.

C/ La place des stratégies d'entreprise

Le choix des modes de vie nous fait forcément voir la réalité par le petit bout de la lorgnette, celui qui nous intéresse tous au quotidien, mais qui est rétif aux grands mouvements et enjeux.

Naturellement, dans un pays hyper administré, nous avons eu à l'esprit les questions de réglementation, de pouvoirs publics, d'organisation politique.

Mais les entreprises ?

Peut-on dire que les stratégies d'entreprise ont été bien décrites ou plutôt oubliées ici ? Le rapport rappelle que nombre d'entre elles gèrent des budgets supérieurs à ceux de bien des États ; nous savons aussi qu'elles sont à la pointe de l'innovation par obligation ; qu'elles se jouent des frontières et peuvent à l'occasion contrer les stratégies publiques, comme X en mettant à disposition gratuitement internet dans la bande de Gaza ces dernières semaines.

Innovations, argent, volontés propres, efficacité seront déterminants demain dans un monde où bien des institutions publiques sont déconnectées des évolutions rapides de la société, empêchées d'agir par leur endettement et délégitimées par la disparition grandissante de la notion d'intérêt général : si elles sont peut-être un des meilleurs moteurs d'une entrée dans l'avenir qui ne soit pas à reculons, pour reprendre Valéry, que savons-nous de leur approche de ces questions ? Comment s'organiseront-elles pour ne pas périr, ... ? Jusqu'où la RSE s'étendra-t-elle ? La possibilité de créer son entreprise subsistera-t-elle ? Les questions sont sans fin.

Considérer cette forme d'organisation dans ses modalités propres d'anticipation et d'action aurait pu être davantage travaillé.

Cependant, je trouve que les scénarios souffrent surtout de l'oubli de ce que j'appellerai les scénarios du pire.

D/ Les scénarios du Pire

Les scénarios proposés sont bien sûr divers, de multiples possibilités ont été explorées ; néanmoins, il n'y a pas de scénario du pire, exogène ou endogène, même s'ils sont parfois tangents.

Nous voyons tous les jours davantage la vulnérabilité de nos structures sociales, juridiques, géopolitiques, économiques. Les certitudes se font rares.

Que se passe-t-il en cas de guerre civile ? L'actualité nous offre pourtant quelques exemples de mèches inflammables, que ce soit sur fond d'émeutes urbaines ou d'importation du conflit israélo-arabe. FOURQUET, cité dans le rapport, indique que la moitié des naissances dans un département comme la Seine-Saint-Denis sont porteuses d'une identification arabo-musulmane : cela peut-il rester sans conséquence ? Les thèmes de la guerre, de la faillite, de la rivalité jusqu'à la mort sont ici écartés ou presque.

Les finances publiques sont devenues à peu près incontrôlables dans notre pays : nous avons dépensé des milliers de milliards pour augmenter fallacieusement le niveau de vie du plus grand nombre, qui a crû significativement même en l'absence de croissance, et sans que du reste les bénéficiaires le reconnaissent. L'actualité montre la sensibilité de cette dette aux taux d'intérêt. Comment nos « droits acquis » vont-ils se comporter quand le budget de la Nation ou de la Région sera, ou serait, réduit de 20 % ?

Bien d'autres catastrophes peuvent survenir, que ce soit un événement nucléaire, les combats pour l'accès à l'eau ou la submersion migratoire –comment imaginer que 4 milliards d'Africains vont rester dénutris et impassibles sur une terre brûlée devant 500 millions d'Européens s'arc-boutant pour travailler, non plus 8 % de leur temps de vie adulte mais 8,3 ?

Le rapport a fait le choix implicite de ne pas voir la part obscure des modes de vie dans notre Région, tributaire de celle de notre pays et du monde. Mais comme l'a montré Jean-Pierre DUPUY, un disciple de GIRARD, il y a des hypothèses qui malgré leur faible probabilité de survenance, emportent tout sur leur passage et sont un monde en elles-mêmes.

Ces hypothèses, pour être improbables et difficiles à travailler, méritent d'être regardées.

D'ailleurs, la conclusion du rapport en témoigne : elle décrit une émergence confirmée du sujet, qui a tout loisir de " sculpter sa vie " dans un bien être paisible pour l'essentiel.

Si en 2024, Taiwan est attaqué par la Chine, et que donc les démocraties du monde sont engagées dans un conflit incertain, qui peut penser que nous aurons le loisir de choisir nos activités ou nos horaires de travail, que notre intimité serait respectée ? Que nous pourrions faire progresser la place du sport en entreprise, comme évoqué ce matin ? Que subsisterait-il alors de nos vieilles démocraties affrontées à des régimes totalitaires dominants, dont certains chez nous constituent d'ores et déjà d'ailleurs une forme de cinquième colonne ?

Nous avons collectivement fait émerger la catégorie de l'intime, mais nous n'avons pas intégré la peur.

Ma conclusion

1/ Le travail de la section élargit favorablement la vision du même BERGER qui était assez élitiste : point n'est besoin de ne réunir que des hommes éminents pour faire de la prospective, des femmes et des hommes bien « coachés » peuvent accoucher d'un rapport présentable.

2/ Restant fidèle à BERGER, nous pouvons postuler que demain nous appartenons collectivement dans les limites des événements géostratégiques et écologiques, et que dans ce cadre l'appui de l'échelon régional peut nous emmener loin.

Ceci à condition de se servir de ce prisme du long terme « penser loin », disait Berger, pour être pertinent au présent : « quand les blés sont sous la grêle, Fou qui fait le délicat, Fou qui songe à ses querelles, au cœur du commun combat », implorerait Aragon dans la Diane Française, il y a 80 ans.

3/ Tout au plus donc regrettera-t-on que certaines hypothèses aient été écartées par une sorte de choix humaniste et optimiste. L'arrivée d'une société du « eux et nous », voire du « eux contre nous » comme l'analyse Girard depuis 50 ans, ou comme le diagnostiquait Gérard Collomb en quittant la place Beauvau n'a rien d'in vraisemblable. L'historien Timothy Snyder conclut : « Ce qui arrive à la Russie est un exemple de ce qui peut advenir en France ou en Allemagne. »

Une anecdote le synthétise assez bien : au jury de thèse du sociologue Julien Freund, auquel participent Aron et Althusser, il lui est reproché une vision trop pessimiste de l'avenir et de l'homme, en qui il voit un sujet toujours prêt à entrer en conflit, le motif n'étant en réalité qu'un prétexte ; le philosophe pacifiste Jean Hippolyte lui assène : « si le conflit est indépassable, alors je me suis trompé, je n'ai plus qu'à me suicider. » La mort plutôt que la lucidité, en quelque sorte.

Une partie du travail prospectif est justement de penser les conséquences de l'inadmissible -ici : comment vivrait-on en AURA dans ces hypothèses noires- pour que, voulant nous tenir loin des scénarios du pire, nous nous organisions au mieux pour qu'ils n'adviennent pas. Comme le disait JPC, « voir le présent avec les yeux du futur. »

J'emprunte le mot de la fin à Camus, né il y a exactement 110 ans : aujourd'hui « Il n'y a pas de bonheur de vivre sans désespoir de vivre ».

Je vous remercie de votre attention.

► INTERVENTION DE Philippe FAURE, au nom de la CGT, Collège 2

En prenant pour thème les modes de vies en Auvergne-Rhône-Alpes en 2050, la Section Prospective savait qu'elle abordait un concept complexe, même si elle pouvait trouver quelques appuis et amorces de pistes dans ses travaux antérieurs.

Un thème structurant, l'anthropologue Maurice GODELIER a souligné que "Les Hommes, contrairement aux autres animaux sociaux, ne se contentent pas de vivre en société, ils produisent de la société pour vivre. Ils fabriquent de l'histoire, l'Histoire". Et si on croit à la possibilité d'échapper à un avenir qui ne serait que l'extrapolation des tendances actuelles. Avenir qui nous amènerait à douter de la possibilité de continuer :

- A vivre encore "ensemble", avec la montée des inégalités sociales dont rend compte, par exemple, année après année, les rapports d'Oxfam. Inégalités qui atteignent des niveaux tels que les multiples formes de domination en place, qu'elles prennent appui sur le diplôme, le rôle social, le genre ou l'apparence, ne sauraient maintenir durablement. Pas plus que les diverses formes de coercition. On ne peut maintenir un couvercle pénal sur un chaudron social, comme le souligne Loïc WACQUANT, en évoquant la dernière vague de révoltes urbaines en France. Et quand toutes les relations humaines sont sommées de s'organiser selon le seul principe des "eaux glacées du calcul égoïste".
- Et même à "vivre" tout court, en raison des conséquences prévisibles de l'emballement du réchauffement climatique, de la perte de la biodiversité et de l'épuisement des ressources naturelles.

Comme indiqué en conclusion du rapport, "nos scénarios ne se réaliseront pas, nous le savons, la prospective n'est pas la prévision". Le produire aura nécessité que tous les membres de la Section adhèrent à l'illusion de la prospective, c'est-à-dire acceptent de rentrer dans le jeu, s'y investissent pleinement et le prennent au sérieux. Un engagement que favorise l'objectif de la prospective, la construction de scénarios du possible, qui permet de laisser de côté la recherche du consensus et de passer outre l'injonction thatchérienne du "There is no alternative".

Pour ces raisons, il est aussi indiqué que "le rendu se présente comme un mélange où les auteurs, [et plus encore les lecteurs], trouveront, à parts égales, satisfaction et insatisfaction, contentements et regrets". Car il convient de prendre les quatre scénarios présentés seulement comme quelques cas particuliers du possible. Et imaginer les multiples réagencements possibles, à partir des hypothèses que nous avons retenues et, plus encore, de toutes celles que nous avons oubliées. Pas un produit fini donc, mais un matériau encore brut mis à disposition, en laissant au débat démocratique le soin d'en écarter certains bouts ou d'en faire prospérer d'autres.

Syndicalisme de transformation sociale, notre affinité va aux scénarios plus régulés, reposant sur une approche plus collective, en ce qu'ils sont :

- Imprégnés par ce qu'Alain SUPPIOT a identifié comme l'esprit de Philadelphie, la réaffirmation, en mai 1944, du bien-fondé de la déclaration contenue dans la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail : une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale.
- Imprégnés du principe du Commun, au sens de Pierre DARDOT et Christian LAVAL, c'est-à-dire de faire le choix collectivement de s'interdire de s'approprier une ressource, qu'elle soit matérielle ou immatérielle, qu'elle soit naturelle ou issue de la connaissance, pour mieux l'approprier à sa destination sociale, par exemple la terre aux besoins de nourriture.

Le rapport affirme que « tout » est ouvert :

- Soit pour choisir de vivre, ces prochaines décennies, la fin d'un monde obsolète qui n'en finit pas de mourir.
- Soit de participer à la création d'un monde nouveau et plus durable.

Tout est ouvert, mais écrire cette nouvelle page de l'Histoire, faire advenir cette seconde perspective nécessitera de se confronter à tous ceux qui ont intérêt à ce que le monde perdure tel qu'il est. Et en étant attentif, dans cet entre-deux, dans cette phase de clair-obscur, à tous les monstres qui pourraient surgir, pour reprendre une citation connue d'Antonio GRAMSCI.

Pour terminer cette déclaration, nous souhaitons adresser un vif remerciement à notre Président avec un nouvel emprunt à Alain SUPPIOT. Merci donc à Jean-Pierre d'avoir su "pratiquer l'art du jardinier, fait d'attention aux conditions d'éclosion du génie propre à chaque plante, et non l'art du berger maniant le bâton pour conduire son troupeau". Merci également à Laurent pour avoir su être, au-delà de la mémoire du groupe, le "gardien des horloges" quand nos échanges s'éloignaient un peu trop du sujet et un participant discret, mais avisé.

■ INTERVENTION DE Bernard LAURENT, Collège 2

Déclaration inter-collèges de nombreux membres de la Section Prospective.

Philippe, nos deux Elisabeth, Michel, Christian, Jean, Dominique, Carole, Eric et moi-même, membres de la section prospective, partagent l'étonnement, voire l'agacement qu'a exprimé notre Président Jean-Pierre CLAVERANNE, lors de notre dernière réunion sur le fait que des représentants de la section prospective du CESER Auvergne-Rhône-Alpes n'aient pas été sollicités pour participer au « groupe prospective » mis en place au sein de CESER de France, association des Présidents des CESER de métropole et des territoires ultra-marins.

L'élaboration du « cahier méthodologique de prospective territoriale » validé par CESER de France, aurait sûrement été enrichi par notre participation. La section prospective du CESER AURA, c'est une pratique, originale, développant des travaux réalisés depuis 15 ans sur divers sujets, issus de l'expérience diversifiée des nombreux conseillers et de l'apport des personnalités extérieures qui en ont fait partie.

Pourquoi la demande de CESER de France dont celle envoyée par courriel en mai n'a-t-elle pas obtenu de réponse de notre CESER ? Pourquoi n'avons-nous pas été informés sur ces demandes ? Notre participation à ce groupe de travail au sein de CESER de France aurait permis de faire connaître et de partager notre méthode de travail et cette expérience collective. Or, absente des travaux du groupe de travail, ne figurant pas dans la bibliographie méthodologique, la plus importante, (non celle des travaux réalisés), retenue dans le document final, la section prospective du CESER AURA n'a ainsi pas d'existence pour tous ceux qui engageront des travaux de prospective en prenant appui sur les recommandations méthodologiques indiqués dans le rapport.

Monsieur le Président –je m'adresse au Président de notre CESER Auvergne Rhône-Alpes, non au Président de la section prospective– nous avons regretté que tu n'aies pas proposé un ou des représentants de notre section au sein de ce groupe de CESER de France ce qui nous aurait permis de partager notre méthode de travail spécifique et de valoriser nos travaux. Mais avant de porter un jugement, nous imaginons qu'il y avait une bonne raison à ce silence, qui au vrai, a mis mal à l'aise Michel-Louis bien en peine de nous donner une explication lors de la dernière rencontre de la section prospective.

► INTERVENTION D'Élisabeth LE GAC, au nom de la CFDT, Collège 2

Messieurs les Présidents et Vice-Présidents,
Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers,

La prospective, pour ne pas entrer dans le futur à reculons !

En effet, le futur peut faire peur, peur de changer notre manière de vivre, de bousculer nos styles de vie, de perdre notre cadre de vie, peur de changer notre quotidien, peur tout simplement du changement, surtout dans cette période d'évolution forte de société et peut-être parce que nous ne voulons pas voir ou penser que demain, nous ne vivrons pas comme aujourd'hui. Or, si nous portons un coup d'œil dans le rétroviseur, nous pouvons tous constater les changements qui ont déjà eu lieu ces 30 dernières années. La projection vers « de quoi demain sera fait ? » est compliquée, alors que, ce que nous choisissons aujourd'hui fera ce que nous vivrons demain !

Parce que le CESER est une instance au cœur des territoires, qui rassemble les acteurs engagés de la société civile organisée, ancrés dans le réel, elle est le complément des institutions qui organisent la recherche, des consultants qui conseillent avec méthode, des think tank qui rassemblent des experts. Cette spécificité de notre assemblée se reflète dans ses travaux, dont les préconisations apportent la plus-value des socles communs. A cela, rajoutons la particularité de la section prospective constituée de plus avec la présence de personnes invitées permanentes, ayant des compétences, expertises, expériences utiles pour notre réflexion. Nous les en remercions ici, d'autant que leur investissement est complètement bénévole.

En phase de changement de société, avoir la capacité de se projeter avec méthode, dans l'avenir est une chance ! Les travaux menés par la section prospective sont utiles en ce sens. Nous avons pensé les modes de vie d'ici 30 ans avec une vision large prenant en considération l'économie, le travail, les populations, l'institutionnel et la prise de décision collective, le rapport au temps et à l'espace et le développement personnel et de manière osée, l'intime (merci à Nadine Gelas de nous avoir suggéré cette entrée).

Tous les travaux sur ces sujets ont permis d'élaborer les scénarii sur les modes de vie envisagés par notre section prospective.

Parce que « toute conscience est anticipation de l'avenir » comme le pensait Henri BERGSON, nous avons décidé de nous interroger lors de notre réunion de préparation de groupe, sur notre engagement actuel au filtre des scénarii proposés.



Le groupe CFDT a relevé la qualité de cette production. Même si pour certains, se projeter dans 30 ans est compliqué, nous repérons dès à présent les prémices de scénarii proposés. Nous considérons que l'action d'aujourd'hui doit se situer dans une vision, une projection vers le monde que nous voulons, en ça, même si ce travail n'est ni prévisionnel, ni prédictif, il nous permet de nous éclairer, et notamment face aux réactions instinctives à l'actualité, aux "coups de fièvre" politiques qui nous emmèneraient vers un scénario ou un autre. En ça, les scénographies de ce travail sont illustratives.

Notre première réflexion a porté sur le syndicalisme parce qu'en effet il ne suffit pas de parler des autres sans s'interroger soi-même. La CFDT considère que le syndicalisme est à un tournant, qu'il faut oser le changement. Adapter les modes d'action au service de celles et ceux qui travaillent, en fonction des évolutions du travail, des métiers et de l'emploi est une nécessité. Redéfinir un syndicalisme de proximité qui agit plus en prévention qu'en réparation sont les mots-clés.

Un syndicalisme peut-être moins visible du grand public, qui trouve son efficacité et son utilité directement auprès des travailleuses et travailleurs sur le travail, là où de profonds changements sont à l'œuvre : nouvelles formes d'organisations, nouvelles formes d'emplois, évolution des métiers et des parcours professionnels, ... Les espaces de collectifs de travail se réduisent à peau de chagrin quand le nombre de travailleurs isolés flambe. L'individualisation du travail se développe, les temps collectifs s'effacent car souvent considérés comme improductifs, n'étant pas reconnus comme contribuant à la qualité du produit ou du service rendu. Les modes d'emplois se développent autour des TAM, Travailleurs Autonomes Mobiles. Notre action trouve son sens dans la volonté d'agir concrètement au cœur des entreprises, et surtout sur les nouveaux lieux de travail, parfois très flous.

Et puis, il y a un enjeu fort au niveau de la région Auvergne-Rhône-Alpes entre ruralité, urbain et zones de montagne. Les scénarii en font bien allusion. Les forces économiques et environnementalistes seront clés. Au niveau syndical, notre responsabilité s'exercera sur l'aménagement du territoire, toujours en lien avec les préoccupations des travailleuses et travailleurs et en prenant en considération les questions environnementales. Sans régulation (infra et supra nationale), on risque d'assister à une fracturation du monde, à une balkanisation.

Les scénarii proposés sous-entendent les espaces d'action, ce travail nous permet de regarder les différents possibles même s'ils restent très incertains.

Ce rapport ouvre des portes, des possibles. Sachons les saisir, il est de notre responsabilité, de notre rôle en tant qu'organisations et acteurs engagés, de construire un monde plus juste et solidaire prenant en considération les enjeux actuels.

Merci à Jean Pierre et Laurent, sans qui, ce travail n'aurait pas la même saveur !

Contacts

Délégué général

Grégory MOREL

gregory.morel@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 41 95

Déléguée générale adjointe

Ingrid RANCHIN

ingrid.ranchin@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 55 16

Déléguée générale adjointe

Véronique MACABEO

veronique.macabeo@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 47 44

Chargé d'études

Laurent DE PESSEMIER

laurent.depessemier@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 40 08

Contact presse

Nancy PIEGAY

nancy.piegay@auvergnerhonealpes.fr – Tél. : 04 26 73 40 44

Vous souhaitez suivre l'actualité du CESER Auvergne-Rhône-Alpes,
inscrivez-vous à notre newsletter sur

lettre.ceser@auvergnerhonealpes.fr

ou retrouvez les informations sur le site internet
de la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

ceser.auvergnerhonealpes.fr

RAPPORT

Sans le nommer explicitement, la Section Prospective a mis au centre de ses travaux depuis 2007, de façon directe ou indirecte, le mode de vie et les modes de vie des habitants et habitantes de notre région au travers d'un prisme particulier, élément du mode de vie, qu'il s'agisse de la montagne, de l'usine nouvelle, des villes moyennes, de la mobilité.

Dans cette nouvelle étude, la Section Prospective inverse la problématique en partant du concept de mode de vie pour le décliner dans diverses de ses composantes et observer leurs interactions dans l'espace de temps qu'offre la réflexion prospective.

Les modes de vie orientent et sont orientés par différents éléments : le lieu où l'on habite (métropole, ville moyenne, village, montagne...), son niveau d'instruction, sa place dans l'économie, son sexe, son âge. Tous ces éléments sont à la fois agissants et agis par les différentes manières de fonctionnement de l'école, du monde du travail, de la démocratie.

A partir de l'étude d'un peu plus d'une dizaine de grandes variables regroupant différentes thématiques, la Section Prospective a retenu six scénarios de contexte et quatre scénarios de territoire. Ces scénarios de territoire sont incarnés chacun par une historiette.

La mise en perspective des scénarios de territoire, à la fois vis-à-vis des scénarios de contexte, mais également par rapport aux différents leviers mobilisés dans chacun des scénarios permettent de resituer ces scénarios face aux différentes options des politiques publiques.

Ce travail a vocation à contribuer au débat sur l'avenir de la région et de ses habitants

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | AUVERGNE RHÔNE ALPES | GEOPOLITIQUE | GOUVERNANCE | MODES DE VIE | PROSPECTIVE | TRANSITION ECOLOGIQUE

Crédits photos : 123 RF

ceser.auvergnerhonealpes.fr



CESER AUVERGNE - RHONE-ALPES / LYON

8 rue Paul Montrochet – CS 90051 – 69285 Lyon cedex 02
T. 04 26 73 49 73 – F. 04 26 73 51 98

CESER AUVERGNE - RHONE-ALPES / CLERMONT-FERRAND

59 Bd Léon Jouhaux – CS 90706 – 63050 Clermont-Ferrand Cedex 2
T. 04.73.29.45.29 – F. 04.73.29.45.20